

➔ LIRE PAGE 24

Après plusieurs succès de son adversaire Bernie Sanders, la candidate à l'investiture démocrate comptait sur cette victoire

LIRE PAGE 4

LIRE PAGES 14-15



**A la Faculté des études islamiques
de Doha, au Qatar, le 18 avril.**
OLYA MORVAN/HANSLUCAS POUR « LE MONDE »

LIRE LE CAHIER ÉCO PAGE 6

LIRE PAGE 3

LIRE PAGE 2

LIRE PAGE 17

ÉMELINE CAZI

➔ LIRE LA SUITE PAGE 9

LE REGARD DE PLANTU



Jean BIRNBAUM

Jean Birnbaum

UN SILENCE RELIGIEUX

LA GAUCHE FACE
AU DJIHADISME

**PRIX
AUJOURD'HUI
2016**

Seuil



Des inspecteurs de l'OSCE devant une maison détruite par un bombardement à Makiivka, près de Donetsk, en Ukraine, le 24 mars.

ALEXANDER ERMOCHENKO/
ANADOLU

Glacial dégel entre l'OTAN et la Russie

Le dialogue avait été interrompu en raison de l'annexion de la Crimée par Moscou et du conflit ukrainien

BRUXELLES - bureau européen

P eu déterminante mais très symbolique : la réunion du Conseil OTAN-Russie qui devait avoir lieu mercredi 20 avril, à Bruxelles, voulait ébaucher une reprise du dialogue entre l'Alliance atlantique et Moscou, suspendu en avril 2014. Il s'agissait, à l'époque, de répondre au conflit déclenché par la Russie contre l'Ukraine et de geler toute coopération, tant civile que militaire. Cette décision avait été confirmée en septembre 2014, lors d'un sommet des pays de l'OTAN, au Pays de Galles, et assortie d'un appel à la fin de l'occupation de la Crimée.

Deux ans plus tard, alors que l'Alliance prépare un nouveau sommet – en juillet, à Varsovie –, les temps semblent mûrs pour « ouvrir le canal des discussions », selon la formule d'un diplomate. Le cheminement a été laborieux, mais Paris et Berlin ont fini par convaincre leurs partenaires les plus réticents – les Etats baltes, la Pologne, mais aussi le Canada. En leur promettant que la reprise des conversations ne signifierait pas

le retour à la coopération. Et certainement pas à la transformation de la Russie en un véritable partenaire, comme cela fut envisagé au début de la décennie.

C'est, en réalité, l'attitude plus conciliante du secrétaire d'Etat américain, John Kerry, qui aura fini par rendre possible un événement qui semblait unimaginable il y a quelques mois. L'ordre du jour de la discussion – limitée, à ce stade, aux ambassadeurs – a, en tout cas, été soigneusement calibré, après de nombreux échanges entre les deux camps.

La diplomatie russe ne sera pas parvenue à obtenir des « points divers » qui lui auraient, par exemple, permis d'affirmer la nécessité de lutter en commun contre les menaces prioritaires à ses yeux : le terrorisme et le narcotrafic. Elle se contentera d'autres acquis : les principes de l'acte qui a fondé la relation entre l'OTAN et Moscou ne sont pas remis en question, et la « présence avancée » de « forces permanentes et substantielles », réclamée à cor et à cri par ses anciens pays satellites, sera limitée à quelques milliers de soldats.

M. Poutine devrait poursuivre sa rhétorique habituelle sur la menace occidentale aux portes de la Russie

Pas de quoi inquiéter outre mesure le président Vladimir Poutine, même s'il poursuivra sa rhétorique habituelle sur la menace occidentale aux portes de son pays. Selon Dmitri Peskov, son porte-parole, le dialogue qui reprend ne sera « pas facile ». « Les relations OTAN-Russie survivent à un déficit de confiance commune que l'on pensait oublié, mais qui est rapidement revenu, et même peut-être à un triomphe de la méfiance mutuelle, a-t-il déclaré mardi à Moscou. Nous remarquons des actions très hostiles de la part de l'Alliance en termes de renforcement de ses capacités à nos frontières et nous pensons que

ces actions constituent une menace pour les intérêts et la sécurité nationale de la Russie. » Quant au système de défense antimissile, dont l'installation progresse en Roumanie et en Pologne, les ambassadeurs occidentaux répéteront une nouvelle fois qu'il ne vise pas la Russie et qu'ils restent ouverts à un dialogue approfondi sur ce point.

L'Ukraine, « incontournable »

L'agenda des discussions de mercredi évoque surtout trois domaines. Le premier est le dossier ukrainien, « incontournable », aux yeux de l'OTAN. Moscou, qui conteste « les prétendues activités militaires dangereuses » de son armée, aurait préféré qu'il soit rayé du menu. Les pays d'Europe centrale et orientale en faisaient, au contraire, l'un de leurs chevaux de bataille. Le compromis trouvé aboutira à insister sur la nécessaire mise en œuvre des accords de Minsk et à lancer un nouvel appel à Moscou pour que sa diplomatie « joue le jeu ». Symboliquement – et pour ne pas alarmer Kiev –, une réunion du Conseil OTAN-Ukraine devait précéder la rencontre de mercredi.

Deuxième volet des discussions, « les activités militaires ». En clair, les moyens de prévenir des incidents et les « frottements » aux frontières des deux camps, qui se sont multipliés. Le plus grave s'est déroulé en novembre 2015, quand un avion de chasse russe a été abattu par deux F-16 turcs. L'Allemagne a beaucoup insisté pour un dialogue direct avec Moscou afin de mettre au point des mécanismes de prévention, l'OTAN évoque des « standards » qui fixeraient les limites des exercices auxquels se livrent régulièrement les armées des deux camps. Le débat sur ces questions, mené dans le cadre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), est bloqué depuis 2011. Les états-majors occidentaux s'inquiètent, par ailleurs, de l'expansion et de la modernisation rapide du parc russe de sous-marins, de plus en plus difficilement détectables.

Le troisième thème des discussions sera le plus consensuel : les délégations échangeront sur la situation en Afghanistan et la sécurité régionale. Avec, à la clé, l'évocation d'une possible prolongation de la mission non combattante « Resolute Support », que l'OTAN mène dans le pays pour y former les forces de sécurité et tenter d'y instaurer un état de droit. Cette mission doit en principe s'achever à la fin de 2016.

Même prudente, même timide, la rencontre de mercredi marquera une étape importante dans l'histoire mouvementée des relations entre le bloc atlantique et Moscou. Le Conseil OTAN-Russie a été instauré en 2002, et ses travaux avaient été une première fois suspendus entre août 2008 et le printemps 2009, après l'action militaire russe en Géorgie. Les Alliés continuent aujourd'hui d'appeler le Kremlin à revoir sa décision de reconnaître comme Etats indépendants les régions géorgiennes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, histoire de calmer les appréhensions des pays de l'Est qui redoutent qu'après ces épisodes, celui de l'annexion de la Crimée finisse, lui

LE CONTEXTE

CONSEIL OTAN-RUSSIE

Outil « de dialogue et de coopération pratique dans des domaines d'intérêt commun », le Conseil OTAN-Russie a été créé en 2002. Ses travaux ont été suspendus par l'Alliance atlantique en avril 2014 en raison du conflit entre la Russie et l'Ukraine et de l'annexion de la Crimée. Les canaux de « communication politique » ont toutefois été maintenus, malgré d'autres tensions en raison de l'intervention militaire russe en Syrie. L'épisode de l'avion russe abattu par des chasseurs turcs en novembre 2015 a failli provoquer une rupture durable des relations avec Moscou. La France et l'Allemagne tenaient à ce que le dialogue redémarre avant le sommet des pays membres de l'OTAN, en juillet, à Varsovie.

aussi, par être trop vite oublié.

Pour Paris et Berlin, la discussion de mercredi doit également viser à « cadrer » le futur sommet de l'Alliance, à Varsovie. Afin d'éviter qu'il tourne à une diatribe contre la Russie, comme l'auraient voulu certaines capitales de l'Est. Maria Zakharova, la porte-parole du ministère russe des affaires étrangères, a prévenu que la Russie allait exprimer sa « préoccupation sur la direction empruntée par l'Alliance vers le confinement de la Russie et l'élargissement de son infrastructure vers l'Est, qu'elle] consid[ère] comme portant atteinte à l'esprit de l'acte fondateur des relations Russie-OTAN ». Pour limiter les risques de malentendu, le chef de la diplomatie française, Jean-Marc Ayrault, en visite à Moscou mardi 19 avril, a prôné une autre réunion de l'OTAN consacrée aux relations avec la Russie avant le sommet de Varsovie. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS
AVEC ISABELLE MANDRAUD
(À MOSCOU)

En mer et dans les airs, la guerre des nerfs des militaires russes

DES ACTES AUX LIMITES des règles internationales, des incidents maîtrisés : les avions et les bateaux militaires russes entretiennent depuis plusieurs années des frictions continuelles aux frontières de l'OTAN.

En pleine crise ukrainienne, fin 2014, le secrétaire général de l'OTAN avait donné la mesure de ces confrontations calculées : les avions de l'Alliance atlantique avaient eu à 400 reprises leurs homologues russes dans le radar cette année-là. Qu'ils visent à regonfler le moral des militaires russes, à entretenir un état de stress dans l'OTAN ou à exercer une pression dans les négociations internationales, ces comportements très « guerre froide » donnent lieu à une joute verbale entre les capitales – « provocation » d'un côté, « routine » de l'autre. Pour l'OTAN, le défi est d'éviter le piège de l'escalade.

Mais lorsqu'ils tangentent ainsi les frontières en se gardant de violer l'espace ota-

nien, les bombardiers russes éteignent leurs systèmes d'identification. De part et d'autre, les erreurs de calcul ne sont pas à exclure. Le dernier incident, quelques jours avant la reprise des discussions du groupe OTAN-Russie à Bruxelles, aurait pu mal tourner.

« Dangereux et non professionnel »

Le 14 avril, un avion de renseignement américain RC-135, en vol dans l'espace international au-dessus de la mer Baltique, a été intercepté par un Su-27 « d'une manière dangereuse et non professionnelle », selon un porte-parole militaire américain. Le chasseur est passé autour de l'avion, « à moins de 50 pieds » (15 mètres), selon ces sources. Le ministère russe de la défense a démenti tout acte dangereux. Deux jours plus tôt, un Su-24 avait simulé une attaque en frôlant à plusieurs reprises le destroyer USS Donald-

Cook, alors en manœuvre d'exercice avec des hélicoptères polonais en mer Baltique.

Un incident parfaitement identique à celui du 14 avril a eu lieu en mer Noire entre un RC-135 américain et un Su-27, le 25 janvier, rappelle le spécialiste américain David Cenciotti. Qui mentionne deux autres épisodes similaires en 2015 : le 7 avril en mer Baltique (le Su-27 s'étant approché encore plus près, à 20 pieds – 6 mètres), et le 23 avril en mer d'Okhotsk, au nord du Japon.

Mais on a frôlé la collision en avril 2012, quand un Mig russe a intercepté un avion de patrouille maritime P3-Orion norvégien. Et, rappelle David Cenciotti, l'accident s'est bien produit, le 13 septembre 1987 : un Su-27 qui s'était approché à trois reprises d'un P3 norvégien l'a heurté, causant la dépressurisation de l'avion et l'obligeant à un atterrissage d'urgence. ■

NATHALIE GUIBERT

Les pilotes français préparent la bataille de Mossoul

Quatre officiers de l’opération « Chammal » témoignent sur la campagne aérienne menée en Syrie et en Irak

Des opérations continues, qui vont en s’intensifiant depuis 2016, avec, en vue, la reprise de Mossoul. Pour les pilotes français de l’opération « Chammal », déployés sur la base Prince-Hassan de Jordanie, au nord-est d’Amman, la coalition augmente son effort contre l’organisation Etat islamique (EI) en Irak. *Le Monde* a rencontré quatre officiers, membres des deuxième et troisième escadrons de chasse de la base de Nancy, de retour de mission.

Vu du ciel, « *le théâtre “Chammal”, Syrie et Irak, ne forme qu’un, nous ne faisons pas de distinction entre les deux pays* », témoigne le commandant François. Paris avait beaucoup communiqué sur les frappes ciblées délivrées, mi-novembre 2015, par son armée de l’air sur quelques objectifs à Rakka, en Syrie, en « *riposte* » aux attentats de Paris. Mais 90 % des sorties aériennes des Mirage 2000 français de Jordanie (qui agissent avec les Rafale stationnés aux Emirats arabes unis) ont bien lieu en Irak, où les Etats-Unis font porter le principal effort.

Sous le commandement américain de la coalition, les missions sont destinées à des actions d’appui au sol des troupes irakiennes – parfois formées par les Français eux-mêmes, comme les unités qui ont mené l’offensive sur la ville de Hit, reprise par Bagdad jeudi 14 avril. Les combats impliquent des moyens aériens sophistiqués. Tournant significatif, Washington a annoncé lundi 18 avril le déploiement prochain d’hélicoptères d’attaque Apache.

Crainte de dommages collatéraux Le colonel Emmanuel a commandé la base projetée de Jordanie entre octobre 2015 et février 2016 et illustre l’intensité de ces frappes : « *Le 16 décembre, au sud de Mossoul, les avions de la coalition ont procédé à 89 ouvertures de feu et effectué 17 heures de mission ininterrompues.* » Durant ces quatre mois, ajoute-t-il, la campagne aérienne a ainsi permis d’appuyer « *la libération, au nord, de Baiji et Sinjar et, au sud, de Ramadi, et d’entamer la bascule vers Mossoul.* »

Entre la fin 2015 et le printemps 2016, le niveau d’activité a nettement augmenté. Les six puis huit Mirage 2000 de « Chammal » effectuaient 100 sorties par mois et 480 heures de vol en 2015. L’acti-

La base aérienne française Prince-Hassan, en Jordanie, mardi 19 avril.

LAURENCE
GEA/SIPA POUR
« LE MONDE »



tivité est passée à 150 sorties et 720 heures de vol en février, montant jusqu’à 170 sorties et près de 800 heures en mars.

La base française, qui comptait sur cette période une centaine d’aviateurs, « *est dimensionnée aux justes besoins de la coalition* », ajoute le commandant Arnaud. Pour opérer « *le long de la ligne de contact* » avec l’EI, les missions sont toujours longues, de quatre à huit heures, précise-t-il. « *On vole haut et vite, toute la difficulté consiste à comprendre la scène : où est l’ennemi ? Quelle est la situation ?* », résume le commandant François.

Les chasseurs américains et français volent de « *façon complètement intégrée* » pour ce que les pilotes nomment des « *passes complexes* », impliquant des drones Reaper, des appareils destinés au guidage, des bombardiers, des ravitailleurs. A cette distance de la fureur et de la poussière des combats, on évoque ici « *des opérations hyperfluides* », « *une coordination à moins d’une seconde* ».

Les pilotes ont assisté ces derniers mois à des mouvements massifs et soudains des populations sur le terrain irakien, au gré des combats. « *On est parfois au-*

dessus de zones où en apparence il ne se passe rien, puis tout démarre, il faut être capable de passer la patrouille au bon moment au bon endroit », souligne le commandant François. Compte tenu des règles d’engagement en vigueur, plusieurs centaines d’heures de renseignement et de vérification sont parfois nécessaires depuis le ciel pour valider un objectif sans crain-

dre de dommages collatéraux. A Mossoul, où l’on estime que 6 000 combattants de l’EI seraient dispersés dans une agglomération qui a compté jusqu’à deux millions d’habitants, la tâche de la coalition sera ardue. « *Les combattants de l’EI s’adaptent, ils ont déjà depuis longtemps abandonné les gros camions blindés pour des véhicules civils, ils sont agiles et se*

confondent avec la population », résume le commandant Damien, navigateur système d’armes sur Mirage 2000.

« Ciblage » plus précis

Le « *ciblage* » devra être encore plus précis. « *L’arme aérienne fonctionne en zone urbaine*, assure le colonel Emmanuel, *nous savons tirer sur un char T-72 au milieu*

Hollande en Jordanie : « Nous avons désorganisé » l’Etat islamique

SUR LA BASE AÉRIENNE Prince-Hassan, en Jordanie, à cinq minutes de vol de la Syrie, François Hollande est venu, mardi 19 avril, saluer « *le courage et le professionnalisme* » des militaires de l’opération « Chammal », qui se relaient depuis dix-huit mois pour frapper l’organisation Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie. « *Cette mission est dangereuse mais impérieuse face à la menace terroriste* », a rappelé le président français. Il a remercié le roi Abdallah II, qui le recevait en Jordanie, pour l’accueil et le soutien qu’il offre aux forces françaises de la coalition anti-EI.

Devant les militaires de l’opération « Chammal », M. Hollande s’est félicité des avancées réalisées. « *Daech* [acronyme arabe de l’organisation Etat islamique] a reculé de 25 % à 30 % des territoires qu’il occu-

pait. Nous avons désorganisé sa structure, réduit ses capacités d’action et touché à ses financements », a-t-il énuméré. La lutte se complexifie avec la dispersion des combattants djihadistes et leur passage à une guerre asymétrique. Mais la bataille de Mossoul, fief irakien de l’EI, annoncée pour 2017, « *pourrait être plus proche* », explique prudemment l’Elysée.

« L’action militaire ne peut pas suffire »

La lutte antiterroriste est aussi une priorité pour Amman, également menacé par les djihadistes. La coopération avec Paris sera renforcée, notamment en matière de formation des forces spéciales jordaniennes. Le chef de l’Etat français a aussi assuré le royaume hachémite de son soutien dans l’accueil des réfugiés syriens, estimés à

plus de 1,3 million par Amman. L’Agence française de développement a signé une convention de 900 millions d’euros pour la gestion de l’eau et des déchets et l’aide aux municipalités. Paris a demandé à Amman d’accueillir 50 000 Syriens de plus, bloqués à la frontière dans des conditions humanitaires alarmantes.

« *L’action militaire ne peut pas suffire* », a souligné M. Hollande, inquiet de l’impasse des négociations intersyriennes de Genève. Il a réitéré son soutien à l’opposition, qui a reporté sine die, mardi, sa participation pour protester contre les « *massacres* » de civils par le régime : « *L’opposition syrienne a montré qu’elle était constructive. Les manquements au cessez-le-feu ne viennent pas d’elle mais du régime.* » ■

HÉLÈNE SALLON

L’opposition syrienne quitte les négociations de Genève

Le camp anti-Assad ajourne, sine die, sa participation aux pourparlers de paix, après le bombardement de deux marchés par le régime

Les négociations de Genève sur la Syrie sont à l’agonie. Les principaux dirigeants de l’opposition du Haut Comité des négociations (HCN) ont décidé, mardi 19 avril, de reporter sine die leur participation après les bombardements effectués par l’aviation du régime, qui ont tué au moins 44 civils dans deux marchés de la province d’Idlib (nord-ouest) où sévit le Front Al-Nosra, un groupe djihadiste lié à Al-Qaïda.

« *Viser des marchés populaires bondés de civils représente une escalade dangereuse* », souligne le communiqué du HCN. Ses responsables estiment « *inacceptable* » de poursuivre les discussions alors que la cessation des hostilités, en vigueur depuis le 27 février, est en train de voler en éclats et que l’acheminement de l’aide humanitaire pour les villes assiégées par les forces de Damas reste bloqué. « *Nous attendons du Groupe international de soutien à*

la Syrie qu’il prenne des mesures décisives contre celui qui massacre le peuple syrien », a déclaré lors d’une conférence de presse Riyad Hijab, le coordinateur de l’opposition, ajoutant que les grandes puissances devaient prendre acte du fait que, sur le terrain, la trêve est « *révolue* ».

« Situation intenable »

L’ajournement des discussions étant sans limite dans le temps, la suite dépendra « *de l’évolution de la situation sur le terrain* », a expliqué mardi George Sabra, un des négociateurs du HCN sur les ondes d’Orient TV. La veille, les négociateurs de l’opposition avaient demandé une « *pause* ». Seuls quelques « *techniciens* » resteront à Genève en contact avec l’équipe de l’envoyé spécial des Nations unies, le diplomate italo-suédois Staffan de Mistura.

Nombre de diplomates occidentaux s’inquiètent de voir l’opposi-

tion tomber dans le piège du régime. « *Elle risque de se priver pour longtemps de la possibilité d’être à la table des négociations et de pousser sur la transition, mais elle se trouve dans une situation intenable* », note l’un d’eux. Soumis notamment à la pression des groupes rebelles agissant sur le terrain, ses responsables ont donc décidé de franchir le pas. « *Ils ont estimé que ces négociations ne sont en l’état qu’un leurre qui permet au régime de gagner du temps et de continuer à consolider son assise sur le terrain* », explique Karim Bitar, de l’Institut de relations internationales et stratégiques.

Commencé le 13 avril, ce nouveau cycle de négociations devait « *se concentrer sur la transition politique, sur la gouvernance et sur les principes constitutionnels* ». Le HCN, avec le soutien affiché de Paris – et celui, moins évident, de Washington –, exige le départ de Bachar Al-Assad, et que l’autorité

de transition soit dotée des pleins pouvoirs. Le régime concède tout au plus l’entrée de quelques opposants triés sur le volet dans un gouvernement présenté comme d’union nationale. « *Il n’y aura pas de solution tant que le président Bachar Al-Assad restera au pouvoir ; à cet égard, il rêve* », a rappelé Riyad Hijab, qui a demandé à l’ONU le déploiement d’observateurs sur le terrain pour constater les violations d’une trêve désormais moribonde. L’émissaire spécial de l’ONU, Staffan de Mistura,

« Il n’y aura pas de solution tant qu’Assad restera au pouvoir ; à cet égard, il rêve »

RIYAD HIJAB
Haut Comité des négociations

doit s’entretenir mercredi avec la délégation du régime, qui, elle, est restée à Genève.

« *Il faut que nous préservions ce cessez-le-feu de toutes nos forces afin que les négociations puissent reprendre avec tout le monde, car il n’y a pas de solution militaire à ce conflit* », a souligné le ministre des affaires étrangères Jean-Marc Ayrault, qui a rencontré, mardi à Moscou, le président russe Vladimir Poutine et son homologue Sergueï Lavrov, dans le cadre d’une visite consacrée aux dossiers de l’Ukraine mais aussi de la Syrie, où la Russie est un acteur clé. Mais les positions de Paris et de Moscou restent aux antipodes.

M. Lavrov a pour sa part estimé que les négociations n’étaient pas « *gelées* », malgré le départ de représentants du HCN. « *Forte de ses soutiens extérieurs, cette opposition se comporte comme un enfant gâté exigeant de fixer l’agenda du processus, y compris*

sur le départ d’Assad », a martelé le ministre russe, dénonçant « *des protagonistes sur la scène internationale qui rêvent de renverser le régime par la force, qui font tout, y compris en sapant les négociations de Genève* ». « *Il me semble que les Etats-Unis, la France sont résolument opposés à ces tentatives* », a-t-il ajouté.

Washington, co-parrain de ce processus lancé avec Moscou, a cherché à préserver les apparences, estimant qu’il s’agissait d’une « *pause* » plutôt que d’une véritable rupture des négociations. « *Personne n’a jamais pensé que cette semaine à Genève pourrait être l’aboutissement de tout le processus politique* », a expliqué le porte-parole de la diplomatie américaine, John Kirby, affirmant que, malgré les combats des derniers jours, les violences avaient diminué de 70 % depuis l’instauration de la trêve. ■

MARC SEMO

Après New York, Clinton domine, Sanders insiste

Les démocrates redoutent l'impact des critiques de son rival sur la popularité de la candidate

ÉLECTIONS 2016

NEW YORK - correspondant

Malgré l'escapade de Bernie Sanders au Vatican pour rencontrer le pape, samedi 16 avril, il n'y a pas eu de miracle. Hillary Clinton a remporté mardi la primaire démocrate de New York, avec une confortable avance. Celle qui a été sénatrice de cet Etat de 2001 à 2009 a remporté 57,7 % des suffrages, contre 42,3 % pour son adversaire.

M^{me} Clinton avait besoin de cette victoire pour casser la dynamique qu'a su enclencher le sénateur du Vermont ces dernières semaines. En remportant sept des huit dernières confrontations, M. Sanders avait réussi à instiller le doute sur la solidité de la candidature de l'ancienne secrétaire d'Etat, malgré la confortable avance de celle-ci en termes de nombre de délégués.

Celle-ci s'est encore un peu plus accrue mardi. M^{me} Clinton dispose du soutien de 1893 délégués (2383 sont nécessaires pour la majorité absolue), contre 1173 pour M. Sanders, tuant pratiquement tout suspense sur l'issue de la course à l'investiture. «*La victoire est en vue*», a lancé la candidate mardi soir à ses partisans.

Pour M. Sanders, pas question pour autant de jeter l'éponge. «*Nous avons parcouru un long chemin au cours des onze derniers mois, et nous allons nous battre jusqu'à la fin*», a-t-il déclaré depuis la Pennsylvanie, dont les électeurs vont voter le 26 avril et où il a commencé à faire campagne dès mardi soir. Son but : accumuler le plus de délégués possible d'ici à la fin des primaires, en juin, pour peser au maximum sur la convention démocrate, qui se tiendra le mois suivant à Philadelphie.

« On n'est pas en URSS »

Cette perspective n'est pas sans inquiéter au sein du Parti démocrate. La poursuite du duel, dont le ton est devenu de plus en plus agressif ces dernières semaines, risque de saper la popularité de M^{me} Clinton avant même la bataille finale contre le candidat investi par le Parti républicain. Lors



Des partisans d'Hillary Clinton, à New York, dans la nuit du 19 au 20 avril.
DARCY PADILLA/VU POUR « LE MONDE »

de son allocution, mardi, elle a d'ailleurs pris soin de rappeler que «*ce qui nous unit est plus grand que ce qui nous divise*».

M^{me} Clinton arrive largement en tête à New York, qui rassemble les deux tiers des votants – dans le reste de l'Etat, c'est plutôt Bernie Sanders qui a pris le dessus. Pour construire sa victoire, l'ex-sénatrice a su s'appuyer sur l'électorat féminin, ainsi que sur les minori-

tés noire et hispanique. Ce fut le cas à Kensington, au sud du Prospect Park de Brooklyn. «*Hillary Clinton est un facteur de stabilité pour le parti, je suis en faveur d'un changement dans la douceur*», affirme Sidique Wai, 56 ans, à la sortie d'un bureau de vote. Pour ce militant de longue date au Parti démocrate, et candidat en 2013 au poste de médiateur de la ville, c'est elle «*qui sera le mieux à même de défendre les intérêts de la communauté noire*». Walter J., 64 ans, un policier noir à la retraite, qui montre avec fierté son insigne gardée autour du cou, renchérit : «*Elle a l'expérience et la compétence, alors que Bernie Sanders, c'est un saut dans l'inconnu. Rendre l'université gratuite ? Et qui va payer ? On n'est pas en URSS.*» Pour Luz Ibgom, une coiffeuse d'origine colombienne, aux Etats-Unis depuis trente-cinq ans, le sénateur du Vermont «*promet trop, c'est trop beau pour être vrai*».

Toutefois, auprès de l'électorat jeune et blanc, les arguments de Bernie Sanders sur la proximité de M^{me} Clinton avec Wall Street semblent porter. «*En donnant des conférences, les Clinton ont amassé des millions depuis quinze ans. En échange de quoi ?*», demande Matthew Backer, 22 ans, au chômage. «*Bernie Sanders a l'air plus sincère et a su créer une dynamique qui fait qu'on a envie de le suivre*», explique David, 42 ans, qui préfère taire son nom parce que son syndicat a appelé à voter pour M^{me} Clinton.

« La force de ce pays »

Même tonalité dans le Queens, à Long Island City, un ancien quartier industriel en voie d'embourgeoisement. «*Ce qui fait la force de ce pays, c'est la classe moyenne, et c'est Bernie Sanders qui la défend le mieux*», estime Jeremy Nelson, 34 ans, à la tête d'une petite entreprise de publicité. John G., 30 ans, professeur de musique, loue la

constance du candidat dans ses convictions : «*Il a toujours lutté contre les inégalités. Certes, le mot de "révolution" est un peu fort, mais il faut vraiment que ça change.*»

Malgré ces soutiens, malgré les foules qu'il a réunies à Washington Square Park ou à Brooklyn – plus de 20 000 personnes à chaque fois –, M. Sanders n'a pas su transformer cette dynamique en voix. Celles-ci ont été d'autant plus compliquées à rassembler que la loi électorale de New York obligeait les électeurs «*indépendants*», le cœur de son électorat, à s'inscrire dès le mois d'octobre 2015 sur les listes. Ce que beaucoup n'avaient pas compris. «*Aujourd'hui, 3 millions d'électeurs indépendants dans l'Etat de New York ont perdu leur droit de voter aux primaires*», a regretté le sénateur du Vermont, et sans doute aussi l'opportunité de renverser l'ordre établi lors de l'investiture démocrate. ■

STÉPHANE LAUER

Démonstration de force des talibans au cœur de la capitale afghane

Avec 30 morts et 320 blessés, l'attentat est le plus meurtrier à Kaboul depuis 2012

NEW DELHI - correspondance

En frappant le cœur de Kaboul, mardi 19 avril, par un attentat-suicide qui a fait 30 morts et plus de 320 blessés, les talibans entendent démontrer leur capacité à frapper où que ce soit, y compris dans les lieux les plus sécurisés du pays. Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière depuis avril 2012 dans la capitale afghane.

Mardi, peu avant 9 heures du matin heure locale, un camion rempli d'«*au moins plusieurs centaines de kilos d'explosifs*», selon la police afghane, a détoné devant le bâtiment abritant le service de police chargé de la protection des ministres et des personnalités.

La déflagration a eu lieu à côté d'une station de bus très fréquentée à cette heure de la journée et à seulement quelques centaines de mètres du palais présidentiel et des ministères. Un ou plusieurs hommes armés et habillés de ceintures d'explosifs seraient ensuite rentrés dans le complexe. Des échanges de coups de feu ont été entendus pendant près d'une demi-heure.

L'assaut de mardi relève moins de l'offensive militaire que de l'action psychologique visant à marquer les esprits. Cette attaque intervient tout juste une semaine après l'annonce par les talibans, mardi 12 avril, du début de «*l'of-*

fensive de printemps», une reprise des combats qui n'ont en réalité jamais cessé durant l'hiver, notamment dans la province du Helmand, dans le sud du pays. Cette attaque d'ampleur pourrait contribuer à conforter l'autorité du mollah Akhtar Mansour, qui a pris officiellement ses fonctions en juillet 2015 à la tête du mouvement, quelques heures après l'annonce de la mort, dissimulée pendant deux ans, du mollah Omar.

On disait le mouvement taliban affaibli par ses divisions et par la défection de plusieurs de ses commandants pour des factions rivales et même pour l'organisation Etat islamique, à la suite de l'annonce de la mort de son dirigeant historique. Or, l'assaut de mardi pourrait aider à restaurer l'unité du mouvement.

Les talibans affichent leur confiance. En septembre, ils ont brièvement pris le contrôle de Kunduz, la cinquième ville du pays, avant de battre en retraite face à la riposte de l'armée afghane, soutenue par des renforts aériens amé-

ricains. Ils ont également conquis plusieurs districts dans les provinces du Helmand et d'Uruzgan, dans le sud du pays.

Les attaques dans les centres urbains se sont multipliées. Les combattants prennent position dans des immeubles, souvent abandonnés ou en construction, d'où ils peuvent tirer au lance-roquettes et à l'arme automatique sur des cibles stratégiques, telles que le consulat indien à Mazar-e-Charif, en janvier 2016. D'après le dernier bilan dévoilé dimanche 17 avril par les Nations unies, le conflit a tué 600 civils et déplacé 81 445 Afghans rien qu'au premier trimestre 2016.

Un gouvernement divisé

Les talibans ont en face d'eux une armée afghane – en première ligne depuis la fin de la mission de combat de l'OTAN en décembre 2014 – qui peine à contenir l'insurrection, et un gouvernement divisé, miné par les accusations de corruption. Le partage du pouvoir entre Ashraf Ghani et Abdullah Abdullah, décidé au lendemain des élections de septembre 2014, a affaibli l'exécutif. Nicholas Haysom, le chef de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan, a même prédit devant le Conseil de sécurité de l'ONU : «*En 2016, la survie relèvera pour le gouvernement d'union nationale de l'exploit.*»

La déflagration s'est produite à une centaine de mètres du palais présidentiel

Cette situation politique précaire ne peut que ranimer l'optimisme des talibans.

Le président exécutif Abdullah Abdullah a reporté un déplacement au Pakistan, prévu début mai, citant «*les premiers indices*» découverts lors de l'attaque-suicide. L'assaut de mardi pourrait porter la signature du réseau Haqqani, un puissant allié des talibans opérant à partir de son sanctuaire pakistanais du Nord-Waziristan. Les services de renseignement militaires pakistanais sont accusés de soutenir ce réseau.

L'attentat risque de fragiliser encore un peu plus les pourparlers de paix entre l'Afghanistan et les talibans sous l'égide de la Chine et du Pakistan, au point mort depuis la désignation du mollah Akhtar Mansour en juillet 2015. En février, le directeur du renseignement américain James Clapper avait prédit que les combats en Afghanistan gagneraient en intensité en 2016. ■

JULIEN BOUISSOU

Elections législatives anticipées en Australie

La coalition dirigée par Malcolm Turnbull est donnée perdante face aux travaillistes

SYDNEY - correspondance

Sept mois après être arrivé au pouvoir, le premier ministre australien Malcolm Turnbull a annoncé, mardi 19 avril, la dissolution des deux chambres du Parlement, qui entraînera des élections législatives et sénatoriales anticipées.

L'Australie n'a connu que six doubles dissolutions depuis 1914, la dernière en 1987. Les élections devraient avoir lieu le 2 juillet, date qui ne sera confirmée qu'après la présentation du budget, le 3 mai. Le premier ministre devra entretemps consulter le gouverneur général, représentant en Australie de la reine Elizabeth II, la chef du Commonwealth. M. Turnbull espère ressortir du scrutin fort d'une plus grande marge de manœuvre.

Pour justifier sa démarche, il s'est appuyé sur le rejet à deux reprises d'une loi limitant le pouvoir des syndicats et visant à rétablir un organe de surveillance détesté par eux, la Commission du bâtiment et de la construction (ABCC), qui avait été supprimée par les travaillistes.

Mais pour Peter Chen, professeur de sciences politiques à l'université de Sydney, cette loi est surtout un «*prétexte*» car le premier ministre «*veut se débarrasser des sénateurs indépendants qui auraient pu siéger encore trois ans*». Un texte voté en mars complique

d'ailleurs l'élection des indépendants, issus des micropartis, qui ont souvent bloqué les lois présentées par la coalition libérale-conservatrice au pouvoir.

La situation n'est pas sans danger pour le premier ministre, ex-avocat et millionnaire. Après sa prise de fonctions, il a bénéficié d'une popularité élevée contrastant avec l'image désastreuse de son prédécesseur. Tony Abbott était jugé trop conservateur, notamment à cause de son opposition au mariage homosexuel. En septembre 2015, M. Turnbull avait renversé en quelques heures son collègue du Parti libéral.

M. Turnbull a toutefois baissé dans les sondages, au point que la coalition au pouvoir est donnée perdante face aux travaillistes. «*Il a trop cédé aux conservateurs de son parti, jusqu'à perdre son image de centriste. Or, les Australiens sont majoritairement partisans du centre*», juge M. Chen.

L'économie devrait dominer la campagne, car l'Australie subit la fin du boom minier et doit trouver des relais de croissance. Malcolm Turnbull a deux mois et demi pour convaincre qu'il fera mieux que son adversaire Bill Shorten, le leader travailliste. S'il n'y parvenait pas, le pays changerait encore de premier ministre, lequel deviendrait le cinquième chef de gouvernement en cinq ans. ■

CAROLINE TAÏX

Au Brésil, Dilma Rousseff prête à « résister »

La présidente assimile la procédure de destitution dont elle fait l'objet à un « coup d'Etat »

SAO PAULO - *correspondante*

Elle est arrivée les traits tirés, un peu lasse, mais la tête haute. Quarante-huit heures après le vote des députés réclamant à une très large majorité l'ouverture de la procédure de destitution à son encontre, la présidente brésilienne, Dilma Rousseff, reste déterminée à laver l'injustice dont elle s'estime victime. Prête à « *résister avec honneur et dignité* » à ce qu'elle continue d'appeler « *un coup d'Etat* ». Mardi 19 avril, l'ancienne guérillera a détaillé pendant de longues minutes à la presse étrangère l'explication technique conduisant à cette conclusion : les manipulations comptables dont on l'accuse sont sans fondement juridique.

Mais la machine visant à l'éloigner du palais présidentiel du Planalto est en marche. Lundi 25 avril, la commission sénatoriale devrait être formée pour analyser sa destitution. S'en suivra un vote au Sénat, prévu le 17 mai. En cas d'aval d'une majorité simple des 81 sénateurs, Dilma Rousseff sera éloignée du pouvoir pendant cent quatre-vingts jours, remplacée par son vice-président, Michel Temer, avant un vote final à la majorité des deux tiers, probablement en octobre.

Presque assis sur le trône, Michel Temer, qui fit deux fois campagne aux côtés de la présidente, dit attendre « *silencieusement et respectueusement* » le vote

« Certains ont eu un comportement envers moi qu'ils n'auraient jamais eu si j'avais été un homme »

DILMA ROUSSEFF
présidente du Brésil

du Sénat. Mais, en coulisse, l'ancien chef du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, centre) s'active, multipliant les rendez-vous pour former son gouvernement. Lundi soir, il dînait à Sao Paulo avec Aécio Neves, du Parti social-démocrate brésilien (PSDB, opposition), rival malheureux face à la candidate du Parti des travailleurs (PT, gauche) en 2014, et avec l'ancien président de la Banque centrale, Arminio Fraga, qui aurait refusé le poste de ministre de l'économie avec M. Temer lui aurait offert. « *Ils vendent la lune* », raille M^{me} Rousseff.

Malmenée par la rue depuis sa réélection en 2014, la dauphine de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva (2003-2010) juge avoir été le jouet d'une conspiration orchestrée par son vice-président et d'une vengeance fomentée par le président de la Chambre des députés, Eduardo Cunha. « *Un homme coupable de corruption et de blanchiment d'argent* », qu'elle avait refusé de soutenir pour lui permettre d'échapper à la justice, rappel-

le-t-elle. L'impeachment s'est révélé pour ce petit groupe comme «*l'unique possibilité d'obtenir le pouvoir*», détournant la procédure de destitution en une sorte d'«*élection indirecte*», dit-elle.

La présidente n'est pas la seule à souffrir de cette torsion du droit constitutionnel. «*Depuis les années 1960, l'impeachment s'est transformé de façon systématique en un outil contre les présidents élus.*» Et d'ajouter: «*Un vieux putschiste sommeille au Brésil.*»

« Rupture avec la démocratie »

Le « *pédalage budgétaire* », dont la présidente se serait rendue coupable, n'est, de facto, pas la réelle motivation de la destitution. En attestent les mots prononcés dimanche 17 avril par les parlementaires. Rarement les élus ont fait mention du crime comptable de Dilma Rousseff, préférant évoquer la défense de valeurs traditionnelles, la famille, Dieu ou la situation économique « *désastreuse* » dans laquelle se trouve le pays.

Une partie des économistes estime que la mauvaise gestion de la présidente et de ses conseillers n'a fait qu'aggraver la situation. Mais des mea culpa, elle n'en fera pas. « *Je ne suis pas responsable de la fin du super-cycle des matières premières* », a-t-elle expliqué. La chute des prix du pétrole, dont dépend en grande partie l'économie du Brésil, ne pouvait être anticipée, pas plus que la grande sécheresse de 2014. Et même si la conjoncture a empêché la présidente de tenir ses promesses de campa-

gne: « *Je n'ai trompé personne* », dit-elle. L'impeachment, prévient-elle, ne mènera pas à la stabilité politique ni au retour de la croissance comme l'estiment certains. Il signera une « *rupture avec la démocratie* ».

En quête d'une alternative, un petit groupe de sénateurs entend déposer un amendement constitutionnel afin de convoquer de nouvelles élections en octobre. Mais leurs chances sont maigres, et le délai, très court. Dilma Rousseff, que l'on dit arrogante et têtue, a sans doute manqué de tact avec le Congrès. Quand Lula recevait les parlementaires dans son bureau la main sur l'épaule, trouvant des arrangements pour faire voter ses lois, elle les faisait patienter dans sa salle d'attente, en vain. *« Ce n'est pas son monde. C'est une puriste. Marchander avec eux l'a toujours gênée »*, explique un de ses proches.

Ce refus de mettre les « pieds dans la glaise » a fait du Congrès le promoteur de sa chute. Et l'ani-

mosité de certains députés s'est muée en haine. Les propos de Jair Bolsonaro, du Parti progressiste (PP, droite), sorte de Jean-Marie Le Pen brésilien, jusqu'à récemment membre de la majorité présidentielle, pour rendre hommage, dimanche, au colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra, grand tortionnaire de la dictature militaire (1964-1985), resteront gravés dans la mémoire de celle qui fut torturée vingt-deux jours pendant les années de plomb. «*Lamentable*» et «*terrible*», a-t-elle réagi, atterrée. Il ne s'agit pas de la seule attaque que la présidente ait essuyée : «*Certains ont eu un comportement envers moi qu'ils n'auraient jamais eu si j'avais été un homme.*»

La présidente devrait se rendre en fin de semaine à New York pour signer un accord sur le climat à l'ONU, mais aussi pour dénoncer auprès des médias américains le « coup d'Etat » dont elle s'estime victime. ■

CLAIRE GATINOIS

«La démocratie n'est pas menacée»

L'ancien président social-démocrate Fernando Henrique Cardoso estime que *«la démocratie n'est pas menacée»* au Brésil. La procédure de destitution du chef de l'Etat est *«un processus violent, car elle oppose le suffrage populaire à une décision politique et juridique du Congrès»*, a-t-il admis au lendemain du vote des députés sur l'impeachment de Dilma Rousseff, dimanche 17 avril. *«Il ne faut pas répéter des contre-vérités, il n'y a aucun coup d'Etat en cours, tout se fait dans le respect de la Constitution»*, a déclaré M. Cardoso. Et d'ajouter : *«Je suis impressionné par la maturité du peuple. Nous vivons un moment difficile, mais il n'y a pas eu d'affrontements. Le sentiment démocratique est très enraciné.»*

CHILI

Mort de Patricio Aylwin, le président de la transition démocratique

Le démocrate-chrétien chilien Patricio Aylwin, premier président élu après la dictature militaire du général Augusto Pinochet (1973-1990), est mort à Santiago, mardi 19 avril, à 97 ans. La présidente socialiste Michelle Bachelet a décrété un deuil national de trois jours. Patricio Aylwin avait été un des artisans de l'alliance entre la démocratie chrétienne et les socialistes chiliens, qui avait permis la transition vers la démocratie. Sous sa présidence, une commission de la vérité avait présenté le premier rapport officiel sur les violations des droits de l'homme commises par les militaires. *Le Monde* reviendra sur cette disparition dans une prochaine édition.

DANEMARK

Des troupes et des avions danois pour combattre l'Ir

Les parlementaires danois ont approuvé, mardi 19 avril, l'envoi de soldats et d'avions militaires pour combattre l'organisation Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie. Seuls trois petits partis de gauche ont voté contre ce plan annoncé en mars par le premier ministre Lars Lokke Rasmussen. Le Danemark contribuera à la coalition internationale contre l'EI avec 400 militaires, dont 60 des forces spéciales, sept avions de combat F-16 et un avion de transport C-130J. Jusqu'ici, il était intervenu seulement en Irak, où il avait envoyé sept avions de combats F-16 pendant un an jusqu'à l'automne 2015. – (AFP)

Sur la côte équatorienne dévastée, la solidarité afflue

Des dizaines de petits villages de la côte Pacifique, ravagée par le séisme, restent complètement isolés

REPORTAGE
PEDERNALES (ÉQUATEUR) -
envoyée spéciale

Au volant de sa belle voiture, bourrée de bouteilles d'eau et de couches pour bébé, German Mena attend depuis deux heures et demie qu'un bulldozer dégage la route entre Quito, la capitale, et la petite ville de Pedernales, au nord-ouest du pays. La file de véhicules est bloquée depuis le matin par un nouvel éboulement de terrain. Depuis le tremblement de terre de magnitude 7,8 qui, samedi 16 avril, a frappé la côte pacifique équatorienne, plus de 400 répliques ont été enregistrées, selon l'institut de géophysique du pays.

Cadre d'entreprise, German a décidé d'y aller de sa poche, et de son temps, pour apporter lui-même de l'aide aux victimes. Leur chiffre ne cesse de s'alourdir. Le dernier bulletin officiel en décompte 507 et plus de 3 000 blessés, essentiellement dans la province de Manabi, dans le nord-ouest du pays.

Également coincé sur la route, Fernando apporte le riz et les conserves que ses collègues de la coopérative de taxis Colon ont réunis. Un peu plus loin dans la longue file de voiture, des jeunes bavardent sur la plate-forme arrière d'un véhicule. Étudiants, ils ont spontanément décidé de venir prêter main-forte. Dans ce petit pays de 16 millions d'habitants, l'élan de solidarité a été massif.

Quatre voitures plus loin, un couple de retraité avoue avoir fait le voyage « juste pour voir ». Le tourisme morbide a ses adeptes. A la radio, journalistes et responsables de terrain tentent de dissuader ces curieux et de canaliser les volontaires trop impétueux. Un numéro d'appel a été mis en place



pour recevoir et coordonner leurs candidatures. « *Le pays a besoin de vous dans les centres de tri de l'aide* », insiste la présentatrice de Radio Zaracay. A Quito, comme dans toutes les villes du pays, ces centres centralisent les dons. « *N'envoyez plus de vêtements, ni de riz. Envoyez des masques, des médicaments et de la nourriture, à consommer sans cuisson* », continue la radio.

Risque d'urgence sanitaire

Mer calme et sable clair, la longue plage de Pedernales, 55 000 habitants, fait carte postale. Mais elle pue le cadavre. Le front de mer de la station balnéaire – la plus touchée par le séisme – n'est qu'une longue rangée de gravats. 159 personnes ont péri. Ici et là, des pelleuses s'agitent encore. Un homme pleure à côté d'un amas de fer et de béton. « *Pedernales était en plein développement. Depuis dix ans, ses infrastructures touristiques s'étaient beaucoup améliorées* », se désole Veronica Espinosa, qui a une maison dans le luxueux condominium de Jama Campay, à plusieurs kilomètres de là. La route pour accéder à la ville de Jama, également en ruine, est coupée.

Face au Pacifique, seul l'hôtel El Costeñoito a bizarrement résisté au terrible jeu de quille tellurique.



Dans la ville de Pedernales (province de Manabi), les secours répartissent les dons, lundi 18 avril. GUILLERMO GRANJA/REUTERS

Partout dans la ville, la nature semble avoir choisi ses victimes urbaines au hasard: pourquoi quelques rares immeubles de plus de trois étages ont-ils tenu? Pourquoi cette maison s'est-elle complètement effondrée alors que ses voisines semblent intactes? « *Tout dépend de la qualité des fondations* », résume Shannon, un secouriste américain.

« *C'est le vrai problème, ici en Equateur comme dans une bonne partie de l'Amérique latine. Ce ne sont pas les autorités municipales qui dictent les normes de construction mais la pauvreté et la négligence ou, pire, l'avidité et la corrup-*

tion », confirme l'architecte local Roberto Vera. Mardi, le président Rafael Correa a évalué à quelque 3 milliards de dollars le coût de la reconstruction.

Le modeste stade de la ville a été transformé en centre d'opération. Toutes les équipes de secouristes sont là: les équipes de pompiers venus de tout le pays, la Croix-Rouge, la police, les Péruviens, Mexicains et Colombiens.

De l'avis général, l'aide d'urgence a bien fonctionné... là où elle est arrivée. Pedernales fait figure de privilégiée. Le port de Manta, le deuxième du pays, et la ville de Portoviejo ont aussi fait

l'objet d'une attention rapide. Mais des dizaines de petits villages coincés dans les criques de la côte restent complètement isolés.

La colère y gronde, après trois jours passés avec des morts ou des blessés, sans eau, sans électricité, sans ravitaillement. Partout, la crainte que les corps encore ensevelis provoquent une urgence sanitaire s'intensifie.

L'autre grande question est de savoir si le gouvernement réussira à relever les défis de l'aide de longue durée et de la construction, en misant sur une eau de qualité. Maria Rosa, qui a perdu sa maison, s'en inquiète. « *Les miens sont vivants et cela devrait être la*

seule chose importante. Mais comment allons-nous repartir de rien? Nous avons acheté la maison à crédit. »

Elle pointe du doigt une de ces camionnettes où matelas et chaises s'amoncellent. « *Regardez, ce sont les gens qui quittent la ville pour aller s'installer ailleurs, là où ils ont de la famille. Nous, nous n'avons nulle part où aller.* »

Son inquiétude est d'autant plus vive que la terre continue de trembler. Mardi 19 avril, en fin d'après-midi, une nouvelle réplique de magnitude 5,9 a été enregistrée. ■

MARIE DELCAS

En Jordanie, l'afflux de réfugiés accroît encore la crise de l'eau

Dans ce pays, l'un des plus arides de la planète, les autorités ont décidé de recourir à un réservoir d'eau fossile qui ne se renouvellera pas

AMMAN, MOUDAWARRA -
envoyée spéciale

Elle longe l'autoroute du Sud qui mène vers Amman, sous une terre pelée par le soleil où, çà et là, des troupeaux de moutons se disputent de rares surfaces d'herbe. Invisible, l'eau ex-

traite de la nappe fossile de Disi (Moudawarra) navigue dans un aqueduc long de plus de 300 kilomètres enterré sous terre. Cet « or bleu » représente près de 50 % de l'eau fournie aujourd'hui à Amman, soit environ 25 % de l'eau disponible en Jordanie. Mais la ressource va inévitablement se tarir.

Son acheminement, depuis le sud du pays, est devenu d'autant plus vital que la présence massive de réfugiés syriens a accru la demande en eau, dans un pays parmi les plus arides au monde. Ces déplacés sont près d'un million, auxquels s'ajoutent des dizaines de milliers de réfugiés irakiens: soit entre 10

et 20 % de la population du pays. La plupart d'entre eux vivent dans des centres urbains.

L'arrivée dans les robinets de la capitale de l'eau de Disi n'a pas mis fin aux rationnements, anciens; mais elle a permis d'étendre la quantité d'eau stockée dans des réservoirs au-dessus des habitations. C'est dans le désert, à quelques dizaines de kilomètres de la frontière avec l'Arabie saoudite, que démarre le parcours de cette eau devenue essentielle. Cinquante-cinq forages pompent l'eau à 600 mètres de profondeur: ces installations sont réparties sur l'étendue du champ captant de Disi. Neuf autres forages servent à surveiller l'évolution de l'aquifère. Depuis 2014, près de 100 millions de mètres cubes sont extraits chaque année pour desservir le Grand Amman; l'extraction et le transfert de l'eau sont opérés par DAOM (Disi Amman Operation & Maintenance), filiale d'exploitation de Suez en Jordanie. Les projets de gestion de l'eau (dessalement de l'eau de mer, transformation d'eaux usées en eaux agricoles) menés par le groupe dans le pays se multiplient depuis la fin des années 1990.

La rareté des ressources en eau, qui voit la Jordanie faire face à un déficit hydrique annuel de l'ordre de 500 millions de mètres cubes, a poussé les autorités à développer, dans les années 2000, le gigantesque projet d'exploitation de Disi pour alimenter en eau potable Amman, d'un montant de 1 milliard de dollars (900 millions

d'euros), dont une partie a été financée par l'Agence française de développement (AFD). A l'époque, le pouvoir jordanien espère diminuer la pression sur d'autres nappes qui approvisionnent la capitale, où vit la moitié de la population, en misant sur une eau de qualité.

Une « solution à moyen terme »

« *C'est le seul projet stratégique qui pouvait être développé en quelques années*, souligne Elias Salameh, professeur d'hydrogéologie à l'université de Jordanie. *On pense que Disi peut être exploité pendant cinquante à soixante ans. C'est une solution à moyen terme. Mais si la population continue de croître, avec les réfugiés, il faudra développer rapidement d'autres projets.* » Il est difficile d'augmenter la quantité d'eau extraite de Disi: cela entraînerait, selon M. Salameh, un risque de salinisation de l'eau. Ainsi qu'une baisse trop rapide du niveau de la nappe. L'aquifère, partagé avec l'Arabie saoudite, est aussi pompé par Riyad, avec un volume huit à dix fois supérieur à celui extrait côté jordanien. Depuis

sa mise en activité, les objections auxquelles faisait face le projet d'exploitation de l'eau de Disi, vieille de 20 000 à 30 000 ans, se sont en grande partie estompées. Les autorités effectuent des tests réguliers pour mesurer le taux de radiation de l'eau, et assurent que les résultats sont conformes à un usage domestique. La quantité de l'eau utilisée pour l'irrigation a aussi diminué.

Surtout, face à la pression démographique exercée par les réfugiés, le débat, porté par certains, sur la pertinence de recourir à ce réservoir d'eau fossile, qui par nature ne se renouvelle pas, s'est atténué. « *Ce que nous souhaitons, c'est que l'exploitation de Disi soit faite de manière durable, [même si] le gouvernement se retrouve aujourd'hui accaparé par les réponses d'urgence* », explique Eshak Alguza, coordinateur au sein d'EcoPeace Middle East, la principale ONG locale de défense de l'environnement. Si l'impact des réfugiés sur les infrastructures est considérable, leur présence s'accompagne toutefois d'un afflux de dons ou de prêts destinés à permettre à la Jordanie de faire face à la crise. Une partie importante des fonds est allouée au secteur de l'eau. Lors du voyage de François Hollande en Jordanie, mardi 19 avril, un accord de coopération a été signé avec le ministère du plan et de la coopération internationale: il prévoit un don de plus de 800 000 euros pour l'amélioration de la distribution de l'eau dans le nord du pays. ■

LAURE STEPHAN

Le Monde

SMARTCITIES

Les prix de l'innovation

À VOS AGENDAS

Vendredi 20 mai 2016, Hôtel de Ville de Lyon

À l'occasion de la remise des prix de l'innovation, Le Monde organise une journée de débats sur le thème « **Smart Cities : comment innover ensemble ?** ».

Entrée gratuite sur inscription : lemondesmartcitieslyon.eventbrite.fr

Plus d'informations sur Lemonde.fr/smartcities

Partenaire principal

Partenaires

Ville partenaire

Chronique d’un « 21 avril » annoncé

A un an de la présidentielle, les partis s’interrogent sur une recomposition du paysage politique

Il y a 14 ans, un coup de tonnerre politique résonnait dans le ciel français. Le 21 avril 2002, à 20 heures, le visage de Jean-Marie Le Pen apparaissait sur les écrans de télévision au soir du premier tour de l’élection présidentielle. Le moment de stupeur passé, des millions d’électeurs avaient ensuite fait barrage au FN. Avertissement sans frais pour les dirigeants. Quatorze ans plus tard, la stupéfaction s’est muée en habitude. D’élection en élection, la présence de frontistes au second tour s’est banalisée sur tout le territoire. A un an du premier tour de la présidentielle de 2017, tous les sondages donnent Marine Le Pen qualifiée pour le second tour. Et le sort promis au président sortant, François Hollande, est bien pire que celui qu’a connu Lionel Jospin, le premier ministre de l’époque : M. Hollande serait non seulement éliminé d’emblée, mais dans certaines configurations, il pourrait être relégué à la quatrième place, derrière Jean-Luc Mélenchon. Au fur et à mesure que l’exécutif s’enfonce dans l’opinion et s’abîme dans les batailles de sa majorité, la probabilité d’un nouveau 21 avril devient de plus en plus forte. Cette perspective pèse déjà sur les manœuvres de pré-campagne et alimente toutes les conversations.

Choc brutal attendu
Cette fois-ci le personnel politique ne sera pas pris au dépourvu mais le choc attendu risque d’être beaucoup plus brutal. Avec l’élimination d’un président confronté à l’éclatement de sa propre famille sur quasiment tous les sujets, la majorité sortante pourrait être entraînée dans une longue crise entre son pôle libéral incarné par son ministre de l’économie, Emmanuel Macron, et son pôle social représenté par les frondeurs ou des figures comme Martine Aubry. Jusqu’au divorce ? Impossible pour le moment de répondre à cette question. Mais depuis plusieurs mois, la gauche, la droite et même le FN s’attendent à une recomposition du paysage politique et se demandent jusqu’à quel point un nouveau 21 avril pourrait faire bouger les lignes. Pour le moment, l’exécutif se débat afin d’éviter le pire en imposant au forceps l’idée du rassem-



Au QG de Lionel Jospin, le 21 avril 2002, à la suite de la qualification de Jean-Marie Le Pen (FN) pour le second tour de la présidentielle. CHARLES PLATIAU/REUTERS

Tous les sondages donnent Marine Le Pen qualifiée pour le second tour en 2017

blement. Et le souvenir du 21 avril 2002 est un bon moyen de pression. Depuis plusieurs mois, l’Elysée laisse planer le risque d’une élimination de la gauche en cas de dispersion de ses voix au premier tour et tente de réunir à tout prix. C’est la volonté de la Belle Alliance populaire lancée par Jean-

Christophe Cambadélis qui n’a – pour le moment – pas fait recette. C’était aussi l’objectif du dernier remaniement et du débauchage de certains écologistes, censé torpiller une candidature EELV. Peine perdue. Les Verts semblent bien décidés à être représentés en 2017. Si l’hypothèse Hulot a les faveurs de tous, Cécile Duflot et Noël Mamère ont eux aussi annoncé leur disponibilité. « C’est une erreur de penser que la présence d’offres alternatives fait progresser le FN, juge David Cormand, secrétaire national d’EELV. Ce dernier progresse avec l’incapacité de la gauche de proposer une alternative. » Jean-Luc Mélenchon, pourtant traumatisé par le 21 avril, ne

dit pas autre chose. « Les socialistes pourraient changer de disque ! Avec ce raisonnement, il n’y a qu’à voter Juppé au premier tour. C’est trop facile : ce sont eux qui font monter Madame Le Pen ! »
La réconciliation dans l’impasse
Les frondeurs ne se laissent pas charmer. « Le storytelling a commencé : si on perd en 2017, ce sera la faute des frondeurs qui ont divisé la gauche pendant le quinquennat malgré la menace FN », râle l’ancienne ministre de la culture Aurélie Filippetti. A gauche, le chemin de la réconciliation semble être une impasse et 2017 pourrait être le début d’une longue période de règlement de comptes.

Tout à la préparation de sa primaire, la droite observe cette décomposition tout en réfléchissant à la future recomposition du paysage politique qui se construirait sur les ruines du PS. « Le PS va sortir laminé de 2017. Et il y a neuf chances sur dix pour que le vainqueur de la primaire soit le prochain président de la République », observe Bruno Le Maire, candidat à la primaire des 20 et 27 novembre. Même s’ils refusent de le clamer haut et fort pour ne pas enjambrer le scrutin de l’automne, les dirigeants du parti Les Républicains (LR) sont convaincus que leur candidat affrontera le FN au second tour. Eux aussi se souviennent de l’année 2002 et ils ne veulent pas reproduire l’erreur de Jacques Chirac qui s’était condamné à un quinquennat stérile en refusant d’ouvrir sa majorité. « Il est quasiment certain que notre futur président sera élu avec une partie de l’électorat de gauche. Que fait-on ? Du Chirac 2002 ? Non, car il y aurait un risque d’affaiblissement au premier conflit venu », analyse un conseiller politique de Nicolas Sarkozy. Parmi les candidats déclarés, Alain Juppé semble le plus tenté par la recomposition politique en ouvrant son éventuelle majorité largement au centre et à certaines personnalités de gauche afin de couper « les deux bouts de l’omlette pour que les gens raisonnables gouvernement ensemble » dit-il. Un de ses principaux soutiens, Jean-Pierre Raffarin, s’est déjà dit prêt à travailler avec Emmanuel Macron.

trop tôt, histoire de ne pas effrayer l’électorat de droite avant la primaire et de ne pas réactiver l’argument de l’« UMPS » surexploité par le FN. « C’est un sujet très important pour la suite, mais c’est tabou. Tenter de faire péter le clivage gauche-droite avant la présidentielle, c’est s’assurer d’avoir 200 députés FN en 2017 », analyse le même conseiller politique de Nicolas Sarkozy. Dans son livre *La France pour la vie* (Ed. Plon), parsemé de nombreux mea culpa, l’ancien président est fier d’avoir pratiqué l’ouverture en 2007.
Clivage gauche-droite
Mais sa future campagne qui se mènera à droite toute ne lui laissera sans doute pas l’occasion d’évoquer cette thématique, même si certains, comme Christian Estrosi, élu grâce aux voix de gauche aux régionales en Provence-Alpes-Côte d’Azur, tentent de le convaincre. De son côté, François Fillon veut, lui, constituer un gouvernement où il intégrerait des personnalités de la société civile en se passant de la gauche tout comme Bruno Le Maire, lui aussi fermement agrippé au clivage gauche-droite. Le FN se projette lui aussi déjà vers un nouveau 21 avril et, contrairement à 2002, les frontistes s’y préparent activement. « Rassembler pour le second tour, c’est un enjeu nouveau par rapport à la présidentielle de 2012, reconnaît Florian Philippot, bras droit de M^{me} Le Pen. Depuis le lendemain des régionales, nous travaillons à diminuer les craintes des électeurs. » Selon l’analyse des dirigeants frontistes, une victoire d’Alain Juppé pourrait pousser la frange la plus conservatrice de la droite à les rejoindre. Idem en cas de victoire de la gauche, à l’issue de laquelle le FN fait le pari d’un éclatement des Républicains. L’ombre du 21 avril risque de planer sur le paysage politique français pendant encore de longs mois. ■

DAVID CORMAND
secrétaire national d’EELV

RAPHAËLLE BESSE DESMOULIÈRES, OLIVIER FAYE, MATTHIEU GOAR ET DAVID REVAULT D’ALLONNES

L’élimination de Hollande au premier tour est « un risque majeur »

ENTRETIEN

IL FUT L’UN DES RARES à avoir perçu le risque du 21 avril 2002. Analyste politique, proche du PS, Gérard Le Gall, décrypte l’opinion à un an de la présidentielle.

Vous aviez, à propos de 2002, diagnostiqué « un accident de l’histoire ». Alors que les sondages prédisent un François Hollande éliminé au premier tour, l’accident serait-il devenu la norme ?
Je fréquente les études d’opinion depuis assez longtemps pour les considérer comme de nécessaires matériaux à toute prospective, sans y voir l’énoncé du futur. 2002 fut un accident de l’histoire, moins par l’écart entre Lionel Jospin et Jean-Marie Le Pen que par l’incroyable absence de volonté de maîtrise de l’offre. Sans oublier l’indifférence au « lanceur d’alerte » que j’étais... Rappelons qu’en 1969, la gauche fut déjà éliminée, et qu’en 1995, après le désastre de 1993, Lionel Jospin était légitimement pré-occupé par sa présence au second tour...

L’élimination de M. Hollande est-elle à vos yeux une certitude ?
Je me pose méthodologiquement cette question depuis juillet 2012, quand j’ai diagnostiqué par intuition, par analyse de la nouvelle gouvernance et par une lecture serrée des études d’opinion, la naissance prématurée d’une « rupture d’opinion » entre le président et les Français. Aujourd’hui,

cette hypothèse stratégique prend une tonalité plus grave à un an du scrutin. Le risque est majeur.

La gauche n’est-elle pas dans une situation plus critique qu’en 2002, puisque les sondages placent parfois M. Hollande en quatrième position au premier tour, derrière M. Mélenchon ?
Je ne peux prendre au premier degré quelques éléments des deux sondages les plus récents. Néanmoins, toute enquête doit nous parler. En 2002, la prise de conscience fut tardive et sans écho. Cette fois, les acteurs, dûment informés, doivent savoir y faire face.
Que vous inspire le phénomène sondage Alain Juppé ?
J’ai pris au sérieux l’hypothèse Juppé à la rentrée 2013. J’étais étonné du fait qu’à gauche, l’on paraissait spéculer sur le probable succès de Nicolas Sarkozy... Contrairement à ceux qui, dans son camp ou à gauche, voient dans ce phénomène Juppé une bulle prête à exploser, il me semble que sa construction politique, idéologique et stratégique est suffisamment solide pour affronter victorieusement la primaire. Sa forte popularité, jamais démentie depuis 2013, et son ascendant sur ses concurrents constituent autant de ressources.

Nicolas Sarkozy peut-il rattraper son retard ?

Le doute à l’endroit de l’ancien président s’est instillé au lendemain des européennes de 2014 et exprimé au grand jour autour des régionales. Ce scrutin constituait pour lui un enjeu majeur. Son retour en politique devait remplir trois exigences pour triompher de ses rivaux : il devait à la fois connaître un retour en grâce dans l’opinion, réussir une série de performances électorales semblables à celles de la gauche entre 2008 et 2012, et manifester sa capacité, comme en 2004-2007, à faire face au FN afin d’endiguer son ascension. On le voit : on est loin du compte.

La surprise de cette présidentielle serait-elle qu’il n’y en aura pas ?
Une rétrospective présidentielle, à l’aune des camps plutôt qu’à celle des hommes, nous rappelle que l’issue des scrutins de 1965, de 1969, comme de 1988, 1995, 2007 et 2012, était attendue selon les anticipations sondagières. A l’inverse, celui de 1974 était très incertain. Et en 1981, l’affaire paraissait réglée dès février. Enfin, en 2002, j’avais clairement pointé le risque Le Pen face à la direction de campagne de Lionel Jospin, les 15 et 16 avril 2002. L’analyste a ses raisons que le politique peut ne pas connaître ou admettre. Mais la vigilance comme la juste appréciation de l’opinion, toujours reine du monde, demeure la vertu cardinale de gestion des campagnes électorales. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR D.R.A

Jean-Luc Mélenchon sort de l’impasse

Le cofondateur du PG, qui a choisi de partir seul en campagne, talonne François Hollande dans les sondages

Il se frotte les mains. Bien sûr, publiquement, Jean-Luc Mélenchon ne peut pas en-censer ces sondages qu’hier encore il vouait aux gémonies. Mais il n’en pense pas moins. *« Je vais avoir quarante-huit heures sur un petit nuage mais je ne me laisserai pas prendre »*, a-t-il confié mardi 19 avril.

Donné autour des 10 % dans les études d’opinion depuis plusieurs mois, celui qui se veut le représentant de *« la France insoumise »* talonne désormais François Hollande. Dans un sondage TNS Sofres-OnePoint publié lundi, M. Mélenchon oscille entre 12 % et 16 % des intentions de vote. A quelques points du président de la République qu’il dépasserait même si Bruno Le Maire devait être le candidat des Républicains en 2017.

« C’est la panique à bord, savourez-t-il. Les socialistes peuvent tout accepter sauf que je leur passe devant. » M. Mélenchon explique souhaiter *« ardemment »* la candidature de François Hollande car *« il faut qu’il assume »*. Et de lâcher : *« Pour faire une monarchie, il faut un monarque, pas un président du comité des fêtes. »*

Le fondateur du Parti de gauche (PG) voit sa stratégie confortée, lui qui a décidé de se lancer tôt pour être rapidement identifié. Dans son espace, il est d’ailleurs le seul à être testé dans les sondages. A l’heure où le PS, EELV et le PCF s’enferment dans une hypothétique primaire dont chacun est pourtant persuadé qu’elle n’aura pas lieu, il a choisi de s’en tenir éloigné. *« Ça légitime d’autant plus ceux qui ne sont pas flottants »*, note son ex-complice au PS, Marie-Noëlle Lienemann.

Difficile cependant pour l’ancien socialiste d’incarner, à 64 ans, la rupture avec le système ; lui qui a été sénateur et ministre. Et qui se présente pour la deuxième fois à la présidentielle. M. Mélenchon a donc décidé de

« C’est la panique à bord. Les socialistes peuvent tout accepter sauf que je leur passe devant »

JEAN-LUC MÉLENCHON
candidat à la présidentielle

rompre avec tout ce qui s’apparente aux partis politiques. Sans grosse structure derrière lui, il ne peut compter que sur ses propres moyens. D’où l’importance de sa plate-forme Web, Jlm2017.fr, lancée en fanfare le soir de l’annonce de sa candidature, le 10 février.

La même que Bernie Sanders, répète-t-il. Qu’importe si ce n’est pas vraiment le cas : le but est de s’inspirer des méthodes du candidat à l’investiture démocrate qui concurrence Hillary Clinton. Un virage à 180 degrés pour celui qui a longtemps fustigé les *« Nord-Américains »* et ne jurait que par les expériences de gauche en Amérique latine.

Mission compliquée

Son ancienne attachée de presse, Sophia Chikirou, a même été envoyée aux Etats-Unis pour faire la campagne de M. Sanders et ramener des idées pour celle de M. Mélenchon. *« L’utilisation des mails et des contacts directs avec les sympathisants est d’une efficacité redoutable, explique celle qui est désormais sa conseillère. Ça permet de mettre en mouvement des millions d’activistes “isolés” pour un même objectif. »*

Par le biais de sa plate-forme, M. Mélenchon revendique près de 100 000 soutiens et affirme avoir récolté 200 000 euros. Mais Internet ne fait pas tout. Le candidat devra déjà réunir les 500 parrainages nécessaires pour se présen-



ter, une mission d’autant plus compliquée sans les communistes. La direction du PCF semble en effet prête à explorer toutes les options pour ne pas avoir à se rallier à M. Mélenchon. Les bons sondages attribués à leur ex-allié ne les font pas dévier de leur trajectoire. *« Ses scores en progression montrent qu’il y a quelque chose de réel, mais sans cela impacte un second tour où la France serait livrée à la droite et l’extrême droite »*, juge Olivier Dartigolles, porte-parole du parti.

Beaucoup de cadres communistes restent échaudés par les affrontements entre le PCF et le PG au sein du Front de gauche. Certaines des positions du député européen, sur l’Allemagne ou l’intervention russe en Syrie, sont également clivantes. *« Mélenchon a provoqué des réactions de refus à l’intérieur de l’appareil du PCF et a perdu terrain »*, constate Roger Martelli, un ancien dirigeant communiste qui a quitté le parti. La forte personnalisation de sa campagne, résumée par le

sigle « Jlm2017 », ne convainc pas non plus. *« Sa démarche ne correspond pas à l’air du temps porté sur l’horizontalité et les constructions collectives »*, souligne Clémentine Autain, porte-parole d’Ensemble, troisième force du Front de gauche.

M. Mélenchon sait qu’il lui faudra d’abord réunir les siens pour continuer d’élargir son assise. En attendant, il ne peut que se réjouir de voir perdurer la mobilisation contre le projet de loi El Khomri et s’installer le mouve-

ment Nuit debout. *« C’est du bonus, ça “conscientise” les esprits »*, glisse-t-il. Le 5 juin, il espère les voir nombreux lors d’une marche qu’il organise à Paris. Ce dimanche-là est aussi le dernier jour du congrès du PCF. Une semaine plus tard, ce sera au tour des écologistes de clore leur congrès. M. Mélenchon s’en félicite déjà : *« La confusion va encore monter. Une seule chose est stable : moi ! A la fin juin, je devrais bien moissonner ! »* ■

RAPHAËLLE BESSE DESMOULIÈRES

Un proche de Marine Le Pen visé par la justice

Axel Loustau, conseiller régional FN, au cœur d’une enquête pour abus de biens sociaux

Après Frédéric Chatillon, pris dans la tourmente des révélations « Panama papers », un autre proche de Marine Le Pen se trouve sous les feux des projecteurs. Axel Loustau, 45 ans, conseiller régional d’Ile-de-France et secrétaire départemental du Front national dans les Hauts-de-Seine, est au cœur d’une enquête préliminaire ouverte, le 13 mars, par le parquet de Nanterre, pour *« abus de biens sociaux »*, *« blanchiment de capitaux »* et *« travail dissimulé »*, a appris *Le Monde*, mardi 20 avril, de source judiciaire, confirmant une information de Mediapart.

« Un patron protecteur »

Selon le site d’information, les flux financiers ayant conduit au versement d’une caution de 25 000 euros pour faire libérer Logan Djian, chef de file du groupuscule étudiant d’extrême droite GUD à Paris, en novembre 2015, sont dans le viseur de la justice.

M. Djian avait été placé en détention provisoire pour avoir violemment agressé son prédécesseur à la tête du groupuscule. Une société fondée par M. Loustau, dans laquelle il détient encore des parts, et qu’une de ses proches dirige, se trouve au cœur des virements qui ont fait l’objet d’un signalement de Tracfin, la cellule

antiblanchiment du ministère des finances.

Lui-même ancien chef de file du GUD dans les années 1990, M. Loustau, ami proche de M. Chatillon, occupe une place stratégique dans l’appareil du Front national, puisqu’il est le trésorier de Jeanne, le microparti de M^{me} Le Pen. C’est d’ailleurs à ce titre qu’il a été mis en examen dans le cadre de l’enquête qu’a menée la justice sur le financement du parti d’extrême droite.

Spécialisé dans la sécurité privée, M. Loustau a employé Logan Djian dans une de ses sociétés. *« Des gens en détresse sont venus le voir pour avoir une petite aide temporaire. Logan est un de ses employés. Axel, c’est un patron protecteur. Il a une responsabilité morale envers eux »*, assure au *Monde* un élu frontiste, pour justifier ce que plusieurs dirigeants du FN qualifient, eux, de *« prêt »*.

La révélation, en mars, par Mediapart, de vidéos montrant l’agression commise par M. Djian n’avait suscité que des hausses d’épaules au sein du parti d’extrême droite, où l’on estime ne pas être concerné par cette histoire. Contacté par le site d’information, M. Loustau a lui assuré n’avoir *« jamais eu aucun flux financier avec M. Djian »*. ■

OLIVIER FAYE ET SIMON PIEL

« Avocats debout » de permanence à République

Etudiants et avocats aguerris tiennent une consultation juridique chaque soir

Chaque jour depuis une semaine, vers 18 heures, Dominique Tricaud quitte son cabinet d’avocats dans le 14^e arrondissement de Paris et roule jusqu’à la place de la République. Dans les valises de son scooter, une banderole bricolée à la vavite – des feuilles A4 bleues sous chemises plastifiées liées entre elles par une ficelle –, des vieux codes Dalloz écornés de droits civil et pénal, un code du travail, un autre sur le séjour des étrangers et le droit d’asile, un morceau de tissu vert en guise de nappe.

Accrochés à l’arrière du scooter, une planche et des tréteaux. Paré pour la permanence quotidienne de consultations juridiques, baptisée « Avocats debout » et installée sous un réverbère au pied de la statue de la République. A peine a-t-il commencé à monter la table et à fixer la banderole entre deux arbres avec les bénévoles du jour que les premiers justiciables en quête de conseils s’avancent.

L’avocat bientôt sexagénaire, cofondateur de SOS Racisme, familier des combats pour les droits de la défense, est tôt venu humer l’air frais de Nuit debout. Pendant deux jours, il a sillonné ses multiples forums. *« Au début, je pensais prendre la parole à la tribune. Et puis, il m’a semblé que, parmi toutes les initiatives existantes, il manquait quelque chose sur le droit. Et je me suis dit que je serais plus utile en revenant à mon cœur de mé-*

tier », raconte-t-il. Ainsi est née l’initiative Avocats debout.

Le savoir-faire militant et l’enthousiasme de l’avocat, ajoutés à une formation accélérée aux réseaux sociaux, ont vite séduit les étudiants en droit ou les apprentis avocats, heureux de prendre leur part du forum géant de la place de la République.

Encore fallait-il convaincre les professionnels plus aguerris du barreau de Paris de donner un peu de leur temps à ces « permanences juridiques » en plein air. Avec le soutien de la vice-bâtonnière, Dominique Attias, M^e Tricaud a monté un planning sur lequel chacun est invité à inscrire son nom, ainsi que le jour et l’heure où il prendra son tour de quart. Une cinquantaine de volontaires ont répondu présent. La permanence est assurée de 18 h 30 à 22 heures *« Après 22 heures, le droit est soluble dans la bière »*, observe en souriant M^e Tricaud.

« Faire de la politique »

Lundi 18 avril, l’avocat blogueur connu sous le pseudonyme de M^e Eolas répondait à des questions sur la loi El Khomri, pendant que Marine, une élève avocate expliquait à une jeune femme inquiète ses droits après une période d’essai. Le doyen des avocats parisiens et farouche militant communiste, Roland Weyl, 96 ans, est passé les saluer. Danielle Mérian, 76 ans, l’avocate de combat qui avait en-

« Il m’a semblé que, parmi toutes les initiatives, il manquait quelque chose sur le droit »

DOMINIQUE TRICAUD
avocat

flammé les réseaux sociaux en lançant un appel à la tolérance au lendemain des attentats du 13 novembre 2015, était attendue mercredi sur le stand.

En une semaine, assure Dominique Tricaud, près de mille « consultations » ont été dispensées. Conversations est sans doute un mot plus juste, qui vont du conflit de voisinage à la préparation d’un entretien de licenciement, en passant par une histoire de locataire en conflit avec sa propriétaire, une autre de salariée désireuse de savoir comment elle peut lancer une procédure pour harcèlement sexuel contre son supérieur hiérarchique ou le (long, très long) récit d’une malheureuse expérience judiciaire.

Une volontaire avocate se glisse au milieu de ses confrères.

« Comment ça marche ? – C’est quoi, ta spécialité ? – Droit pénal. – OK. »

Une voix fuse : *« Quelqu’un qui s’y connaît en droit des étrangers ? »* « Moi ! », lance une autre en s’avançant face au demandeur. Les questions les plus fréquentes portent sur les droits à faire valoir en cas d’interpellation, les conditions de garde à vue, les contraintes juridiques d’organisation d’une manifestation sur la voie publique ou le droit des étrangers, justement.

A l’un des visiteurs du stand qui lui demande : *« Vous faites du caritatif ? »*, Dominique Tricaud répond : *« Qualifiez-le comme vous voulez. Moi j’appelle ça faire de la politique. »* A voix haute, il rêve de faire franchir un cap à l’initiative Avocats debout en lançant des pétitions susceptibles de se transformer en plaintes devant une juridiction civile.

Il en énonce quelques-unes : assigner *« les dirigeants successifs du pays qui ont fabriqué la dette »*, *« poursuivre François Hollande pour promesses électorales non tenues avec injonction de les réaliser sous astreinte »* ou encore délivrer contre Manuel Valls une *« sommation interpellative par huis-sier »* pour venir s’expliquer devant l’assemblée de la place de la République. *« On doit convaincre les participants à Nuit debout que le droit n’est pas contre eux, mais qu’il peut se mettre au service du mouvement social »*, dit M^e Dominique Tricaud. ■

PASCALE ROBERT-DIARD

Pédophilie dans l’Eglise : les appels à témoins affluent

L’association La Parole libérée a permis à de nombreuses victimes de sortir du silence

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Il y a des hommes et des femmes derrière ces écrits livrés souvent avec appréhension sur la Toile. Ils ont 40, 50, voire 60 ans. Jean-Pierre Martin-Vallas en a même 70 et s’appelle ainsi dans la vraie vie ; quand « Lalie » est le nom qu’a choisi cette habitante des Hautes-Pyrénées pour tout balancer : c’était à Lourdes, dans les années 1970. Elle avait 5 ou 6 ans, la première fois. L’homme était prêtre, mais aussi le frère de sa grand-mère.

Les proches de « Lalie » savent depuis une quinzaine d’années. Il n’empêche, Marie-Pierre – de son vrai prénom – se débat, comme beaucoup, seule ou sur le divan d’un psy, avec son passé. Depuis qu’en janvier a éclaté l’affaire du père Bernard P., accusé d’attouchements sexuels sur des scouts de Sainte-Foy-lès-Lyon (Rhône) dans les années 1970 et 1980, elle n’a rien manqué de ce qui se disait, s’écrivait sur la pédophilie dans l’Eglise. Au début d’avril, l’évêque de Pontoise, M^{gr} Lalanne, intervenait sur le plateau de « C dans l’air ». Les mots n’étaient, selon elle, « pas à la hauteur ». De colère, le lendemain, elle a lancé un appel à témoins : « J’ai été violée à Lourdes (...), je n’étais pas la seule enfant (...), je recherche d’autres victimes. »

Le choix de le poster sur le site de l’association La Parole libérée fut une évidence. Depuis trois semaines, les avis de recherche fleurissent sur le forum. Une petite dizaine sont rangés dans une rubrique spécifique, mais d’autres se mêlent aux témoignages. Cette plate-forme, créée dans l’urgence de décem-

bre par d’anciens scouts du père Bernard P. qui recherchaient d’autres victimes, a très vite attiré des histoires similaires. Les récits, arrivés de toute la France, datent souvent. Mais on vient, là, déposer son paquet par e-mail, certain que ces pères de famille abusés gamins et qui parlent désormais face caméra comprendraient la honte, les années de silence.

L’effet libérateur des révélations
Trouver du réconfort auprès de ceux dont les proches n’ont pas su les entendre reste une des premières raisons de visite du site. Ses fondateurs et deux psychologues bénévoles répondent aux messages, orientent vers des confrères. Des groupes d’échanges se sont formés. On y parle des angoisses, des cauchemars qu’une odeur, même fugace, ravive. Mais à présent, on vient aussi chercher des témoins du passé, en espérant secrètement ne pas avoir été l’unique victime.

« Si quelqu’un répond à mon appel, ça change tout. Même si nous ne sommes que deux, je ne serai plus seule, j’irai rencontrer cette personne », confirme Marie-Pierre. Et après ? Après, elle n’y a pas vraiment réfléchi. Les faits sont prescrits. Son agresseur principal est mort. Mais un témoin la conforterait au moins dans sa vérité. « Et puis, il y avait un autre curé avec des lunettes foncées, poursuit-elle. De toute façon, je ne supporte plus de garder tout cela. J’ai trouvé la force de parler, j’ai une responsabilité pour tous ceux qui n’y arriveront pas. » Ceux dont les faits sont trop anciens espèrent trouver une personne « non prescrite ». L’affaire



YASMINE GATEAU

Les fondateurs du site et deux psychologues bénévoles répondent aux messages

pourrait alors connaître une issue judiciaire. Lundi 17 février, la mère d’une victime, « Mam Lili » est venue demander si certains du diocèse de Bayonne s’étaient manifestés, « avant de développer plus longuement une situation complexe ».

L’effet libérateur qu’ont eu les révélations lyonnaises est indéniable. « Si ces pères de famille osent parler et demander des

comptes à l’Eglise, pourquoi pas moi ? », s’interrogent ceux qui s’étaient tus jusqu’alors. Des personnes se sont récemment confiées à leurs proches. Voire sur Facebook. Jean-Pierre Martin-Vallas, lui, a retrouvé de l’énergie. Abusé, dit-il par l’aumônier d’un collège jésuite parisien, dans les années 1950, il avait commencé, en 2010, à rechercher des anciens tout en demandant des comptes à l’institution.

« Hors de question de me taire »
a lassitude avait fini par le gagner après quatre années d’échanges infructueux, relatés d’ailleurs sur un blog. Ce site, laissé en sommeil pendant deux ans, a été réactivé le 8 mars. Le premier message est une dédicace aux gars de La Parole libérée, qu’il « remercie

d’avoir rendu [leur] combat public ; et par là même de [l]’encourager à reprendre le [s]ien ». Le 7 avril, il publiait un nouvel « appel à témoignages ».

Plus inattendue est l’alerte lancée par une architecte parisienne. Géraldine n’est ni victime, ni la mère de l’une d’elles. « Je suis lyonnaise. J’étais scout au groupe Saint-Luc. » Découvrir le deuxième visage du père Preynat qu’elle « adorai[t] » fut un premier choc. Apprendre par une amie que leur aumônier de collège, dans le sud des Hauts-de-Seine, aurait, lui aussi, fait des victimes, un second. « Aujourd’hui, je me retrouve dans la même situation que ces gens qui savaient et n’ont rien dit. Je suis très catho, je ne veux pas salir l’Eglise, mais il est hors de question, maintenant que

je sais, de me taire. Ce prêtre est toujours en exercice. »

Pour les victimes de pédophilie, les Lyonnais de La Parole libérée sont devenus les personnes à contacter. Parfois il n’est question ni de prêtre ni de religieuse, mais d’un médecin de la Sarthe ou d’un archéologue normand que des enfants devenus grands veulent dénoncer. Déposez plainte, « même si les faits sont prescrits », conseille alors François Devaux, l’un des fondateurs de l’association, « cela étayera un dossier ». « Vous pouvez aussi vous inscrire sur notre forum pour échanger », ajoute-t-il. Enfin, « médiatisez ». A ce sujet, il dit connaître « des journalistes de confiance » qui pourraient être intéressés par leur histoire. ■

ÉMELINE CAZI

« Ce n’est qu’à la retraite que j’ai décidé de tirer cette histoire au clair »

Jean-Pierre Martin-Vallas se bat depuis 2010 pour faire reconnaître des attouchements au collège Franklin à Paris dans les années 1950

TÉMOIGNAGE

Pendant plus de trente ans, il a tout oublié. Le père L., l’aumônier du petit collège (la partie primaire) Saint-Louis de Gonzague de Paris qui, une nuit de 1953, dans un dortoir, lors d’un camp de vacances près de Compiègne (Oise), se glisse dans le lit du petit garçon de huit ans, lui caresse le torse, cherche à passer sous le pantalon de son pyjama. L’enfant qui se cabre alors, conduisant le prêtre à battre en retraite. Les souvenirs sont remontés plus tard, après la mort des parents de Jean-Pierre Martin-Vallas. « Il était inconcevable de leur en parler, ils n’auraient pas voulu entendre », explique aujourd’hui cet homme de 70 ans, qui vit sa retraite à Montpellier. « Ce n’est qu’à la retraite que j’ai décidé de tirer cette histoire au clair », raconte-t-il.

En 2010, commencent quatre années de combat pour obtenir des jésuites, qui dirigent l’établissement, la reconnaissance de ce qu’il a subi, la recherche d’éventuelles autres victimes du père L., la vérité sur ce que sa hiérarchie savait, ou non, à l’époque, et sur les conditions de son départ. Il s’adresse

successivement au supérieur de la communauté Saint-Louis de Gonzague (aussi appelée Franklin), au préfet du petit collège de l’époque des faits, au Provincial (le supérieur de la Compagnie) des jésuites de France, à la congrégation pour la doctrine de la foi, à Rome, et même au premier pape jésuite, alors nouvellement élu, à l’été 2013. Conséquence de cette dernière démarche ? Quelque temps après, l’archevêque de Montpellier, Pierre-Marie Carré, reçoit instruction de la curie romaine de le contacter. Le prélat se contentera de lui proposer... de saisir l’ordre des jésuites !

Témoignages directs

Parallèlement, constatant que ni le collège, ni la Compagnie jésuite n’ont l’intention de chercher s’il y a d’autres victimes, il compulse les annuaires et les sites à la recherche d’adresses mail d’anciens élèves. Il en contacte un millier, soit « 10 % de tous ceux qui ont fréquenté Franklin à l’époque du père L, de 1946 à 1977 ». Parmi eux, il recueille une dizaine de témoignages directs ou indirects des agissements de l’aumônier du petit collège, décédé en 2000. « Cela donne un or-

dre de grandeur du potentiel », observe-t-il.

Il informe régulièrement la direction des jésuites de ses découvertes. Le Provincial, le père Jean-Yves Grenet, annonce, en 2010, la mise en place d’une commission qui se chargerait de ce cas et d’autres qui pourraient se présenter. Mais celle-ci ne verra pas le jour avant... le printemps 2014. A la grande consternation de Jean-Pierre Martin-Vallas, son intitulé – groupe d’accueil et de veille pour les situations d’abus sur les personnes – ne comprend pas le mot « pédophilie ».

De guerre lasse, n’ayant rien obtenu de ce qu’il demandait, convaincu que les jésuites ont opposé à sa quête la force d’inertie, il avait fini par renoncer. Jusqu’à ce que l’affaire de pédophilie du diocèse de Lyon, fin 2015, réveille sa combativité. Aujourd’hui, Jean-Pierre Martin-Vallas a repris le clavier. Il a réactivé son blog, où toute sa démarche est retracée. Il poste sur le site La Parole libérée, créé par des victimes du père Bernard P., à Lyon, pour retrouver d’autres victimes du père L. Et il bouscule à nouveau les jésuites pour obtenir d’eux ce qu’ils lui ont refusé jus-

qu’à présent. Le Provincial, qui a convoqué dans l’urgence une conférence de presse, mardi 19 avril, après la diffusion sur France inter du témoignage de Jean-Pierre Martin-Vallas, est aujourd’hui très embarrassé par cette affaire qui « ne [le] laisse pas tranquille ». « Il est clair que j’ai une initiative à prendre, reconnaît Jean-Yves Grenet. Depuis six ans, je n’ai pas réussi à trouver la solution qui procurerait une certaine paix à M. Martin-Vallas. »

Il soupèse l’une des demandes de l’ancien collégien : lui permettre de prendre la parole lors de l’assemblée des anciens élèves de Franklin pour raconter son histoire et inciter les éventuelles autres victimes du père L. à prendre la parole.

Pourquoi n’avoir pas accepté plus tôt de s’exprimer publiquement sur cette affaire qui touche un prestigieux établissement scolaire de la Compagnie de Jésus ? « Au début, on est démuni, hésitant. Quand il s’agit d’un jésuite vivant, on saisit la justice. J’ai eu à le faire une fois. Mais c’est la première fois que nous avons des accusations contre un jésuite mort. » Il dit avoir consulté des praticiens de la jus-

Convaincu que les jésuites ont opposé à sa quête la force d’inertie, il avait fini par renoncer

tice et de la psychologie sur une éventuelle opération publique. « Je n’ai pas eu d’avis clair en faveur de cette solution », fait-il valoir.

Le Provincial assure avoir, depuis 2010, « contacté les personnes qui ont connu le père L. » et n’en avoir retiré « aucun élément objectif » pouvant l’incriminer ou seulement établir des soupçons à l’époque. « Il n’y a rien dans son dossier hormis des lettres d’éloge envoyées à sa mort », ajoute-t-il. Quelques témoignages ont conduit M. Martin-Vallas à penser que le père L. avait été évincé de Franklin à la suite de rumeurs. « Sans bien savoir pourquoi, il serait important pour moi que ç’ait été le cas », dit-il. Mais Jean-Yves Grenet n’a « rien trouvé » en ce sens. Le père Yves de Kergaradec a aussi cherché. Ce jé-

suite a été placé à la tête de groupe d’accueil pour les victimes. Il connaissait un peu le père L., décédé en 2000.

« A la fin, il avait perdu la tête. Il me disait de ne pas sortir car le diable était dehors », raconte-t-il. « J’ai dit à M. Martin-Vallas : comment veux-tu qu’on se transforme en commission d’enquête ? Peut-on frapper aux portes et demander : “Avez-vous été victime d’attouchements sexuels” ? »

Yves de Kergaradec a « fait le tour de tous les survivants jésuites qui étaient responsables à Franklin à cette époque » et qui ont « entre 90 et 100 ans aujourd’hui ». « Je n’ai eu comme réponse que : “On ne m’a jamais rien dit, je n’ai rien entendu” », témoigne-t-il. L’ancien recteur du petit collège lui a pourtant confié : « Je n’étais pas très à l’aise avec L. Mais je n’avais rien de précis. Quand il a eu 70 ans, je l’ai remplacé. » Yves de Kergaradec a tiré une conviction de ses conversations avec les anciens responsables : « Maintenant, on sait qu’il faut parler. A l’époque, on ne voulait pas savoir ». Et une conclusion : « Comme adulte, on n’a pas le droit d’être naïf. » ■

CÉCILE CHAMBRAUD

La lente installation des migrants subsahariens

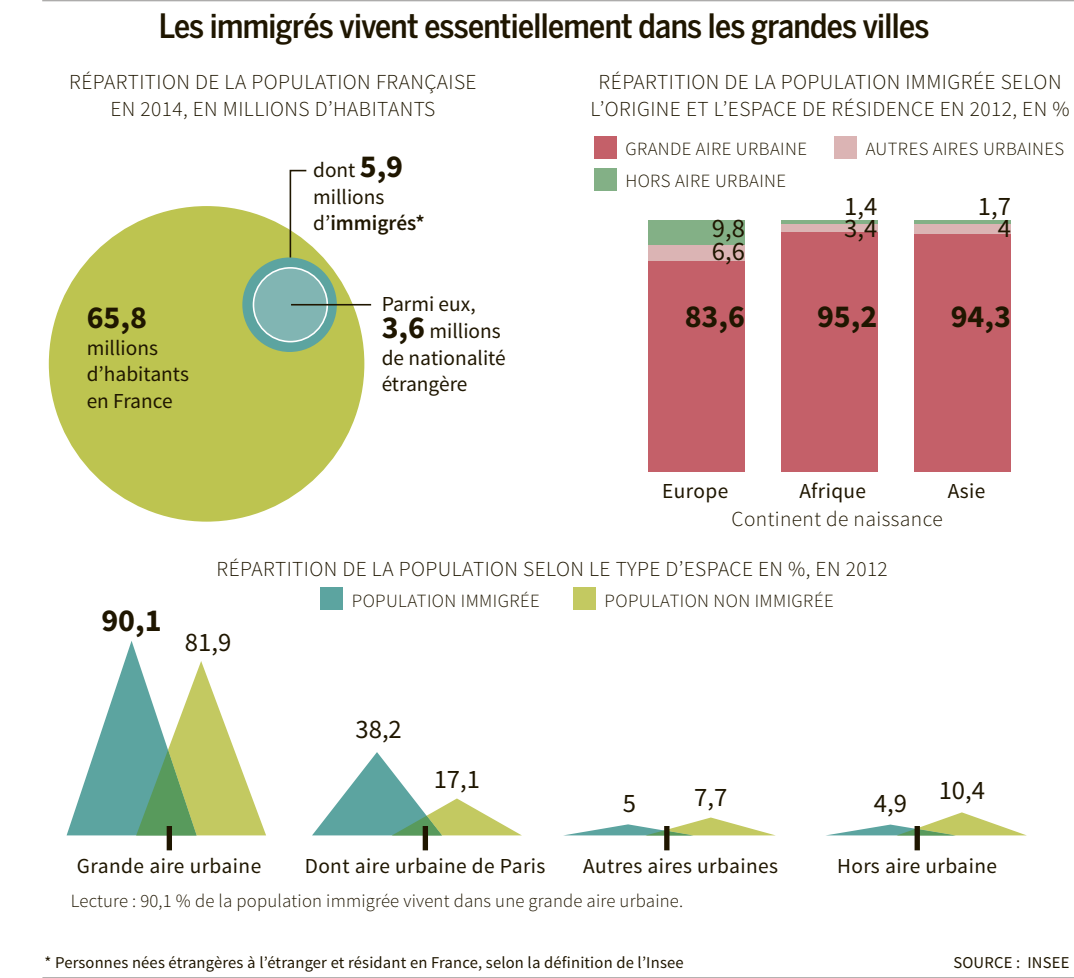
Il faut sept années pour que la moitié des hommes obtiennent un logement, un emploi et un titre de séjour de plus d'un an

Il est bien long le chemin de l'installation en France... Sept années. Voilà le temps nécessaire pour que la moitié des hommes venus d'Afrique subsaharienne disposent à la fois d'un travail, d'un logement autonome et d'un titre de séjour de plus d'un an... Les femmes, elles, parviennent à la même situation en une année de moins, selon une étude menée par Anne Gosselin du Centre de population et de développement (Ceped) auprès de 2 468 migrants d'Ile-de-France, en 2012 et 2013, et intitulée « Migrants subsahariens : combien de temps leur faut-il pour s'installer en France ».

Dans ce travail publié par l'Institut national d'études démographiques (INED), la chercheuse pointe le parcours du combattant vécu par les Camerounais, Guinéens, Maliens, Sénégalais, ressortissants de la République démocratique du Congo et de la Côte d'Ivoire qui arrivent en région parisienne.

Avec une communauté de 800 000 ressortissants, dont 60 % sont installés autour ou dans Paris, les Subsahariens représentent le deuxième groupe d'immigrés en France (13 %), après les Maghrébins (30 %). L'étude concernant ces Africains, qui représentent 25 % de ceux qui demandent un premier titre de séjour à Paris, selon l'Enquête longitudinale sur l'intégration des primo-arrivants (Elipa, rattachée au ministère de l'intérieur) de décembre 2015, constitue une première. Alors que les politiques utilisent régulièrement le concept d'« intégration », aucun travail scientifique n'avait été mené concernant l'étape antérieure, celle de l'installation.

Un rudiment de comparaison peut juste être fait, à titre indicatif, avec les résultats d'Elipa qui montrent que 61 % des titulaires d'un titre de séjour ont un emploi au bout de trois ans, et que seuls 17 % de ce groupe, qui mêle toutes les origines, sont hébergés par un



tiers. La chercheuse estime donc que « la durée nécessaire à l'installation des Subsahariens est très longue et laisse ces populations dans un état de précarité qui conduit à l'altération de leur santé ». Son enquête pointe d'ailleurs que 42 % de ce groupe vit au-dessous du seuil de pauvreté.

« Précarité administrative »
Même si les femmes prennent une place croissante dans le flux venu d'Afrique, les hommes restent majoritaires dans ce groupe. La moitié d'entre eux (45 %) viennent en France pour trouver une

vie meilleure, un quart (22 %) parce qu'ils se sentent menacés dans leur pays, un cinquième (19 %) pour continuer des études et 12 % pour rejoindre leur famille. La plupart entrent légalement sur le territoire, avant de se retrouver très vite dans un statut de « précarité administrative », version politiquement correcte du « sans-papiers ». En parallèle à la quête d'un emploi et d'un toit, c'est cette reconquête d'un statut administratif, qui aboutit parfois à une naturalisation, beaucoup plus tard, que raconte l'enquête d'Anne Gosselin.

Les hommes accèdent d'abord à un travail, les femmes à un logement

Si dans tous les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le taux de chômage des immigrés est supérieur à celui des natifs, cette situation est particulièrement vraie en France. Les études

de l'OCDE font même de ce facteur une des explications de la difficulté des nouveaux arrivants à s'installer. « Les hommes entament leur installation en France par une entrée sur le marché du travail. Pour arriver à ce que la moitié d'un groupe vive de son travail – précaire ou non, déclaré ou non – il faut deux années, rappelle la chercheuse. Le logement arrive la troisième année, et les papiers pour une durée supérieure à un an, l'année suivante encore. Pour les femmes, l'ordre n'est pas le même. Elles commencent par accéder à un logement – au bout de deux ans pour la moitié d'entre elles – avant d'obtenir des papiers la troisième année et un travail, au bout de quatre ans. »

Ses travaux offrent aussi une lecture longitudinale, puisqu'ils portent sur des migrants arrivés entre 1972 et 2012. Ils permettent d'observer que le temps d'installation est resté identique entre 1972 et 2005. « En revanche, nous notons à partir de 2005 un allongement de cette période, et ce, quel que soit le profil de l'immigré », ajoute M^{me} Gosselin. Son étude montre en effet, que « les hommes les plus instruits s'installent un peu plus rapidement que les autres, ainsi que les femmes venues pour chercher du travail ou étudier, par rapport à celles venues dans le cadre du regroupement familial ». Mais le différentiel n'est pas très important.

En l'absence de statistiques, difficile de savoir si les résultats seraient identiques sur des groupes de migrants originaires d'autres parties du monde. Il reste cependant clair que dans tous les pays de l'Union européenne, le groupe des migrants subsahariens se vit comme le plus discriminé. Selon le dernier baromètre OCDE sur le sujet (2015), 26 % des personnes originaires de cette zone géographique se sentaient discriminées, contre 15,5 % des immigrés venus d'Asie. ■

MARYLINE BAUMARD

Vers une meilleure coordination entre le GIGN et le RAID

Le ministère de l'intérieur a décidé d'autoriser l'unité la plus proche à intervenir en cas d'attaque de masse

À défaut de parvenir à fusionner les trois unités d'élite de la police et de la gendarmerie – RAID, BRI et GIGN – en une seule force compétente sur l'ensemble du territoire, le ministre de l'intérieur a annoncé, mardi 19 avril, un « schéma national d'intervention » visant à coordonner leurs actions en situation de crise. Les derniers attentats ayant frappé la France n'ont pas révélé de dysfonctionnement dramatique, mais ils ont ravivé suffisamment de tensions et de rivalités entre ces trois corps pour convaincre Bernard Cazeneuve de remettre à plat leurs protocoles d'intervention.

La mesure la plus spectaculaire de ce plan réside dans la suspension des zones de compétences territoriales de la police et de la gendarmerie en situation d'urgence absolue. Cette disposition, limitée dans le temps, doit permettre aux gendarmes, généralement cantonnés aux zones rurales, d'intervenir en zones urbaines, traditionnellement dévolues à la police, et inversement. En d'autres termes, elle autorise l'unité la plus proche à intervenir sans délai quelle que soit sa zone de compétence naturelle. « C'est durant les premières minutes que les terroristes font le plus grand nombre de victimes », a souligné le ministre de l'intérieur, évoquant la « guerre du temps qu'implique désormais toute riposte antiterroriste ».

Le « schéma national d'intervention » distingue trois niveaux d'intervention : le niveau élémentaire (les patrouilles de police et de gendarmerie), le niveau intermédiaire – plus de 750 unités essentielle-

ment constituées par les BAC (brigades anticriminalité) de la police nationale et les pelotons de surveillance et d'intervention de la gendarmerie (PSIG-Sabre) – et enfin les forces d'intervention spécialisées : celle de la police nationale, le RAID, celle de la gendarmerie, le GIGN et celle de la Préfecture de police de Paris, la BRI.

Moins de vingt minutes

La suspension des zones de compétence concerne les niveaux intermédiaires et spécialisés. Elle doit théoriquement permettre une première intervention en moins de vingt minutes en tout point du pays. Pour étoffer ce maillage territorial, trois nouvelles antennes du RAID seront créées d'ici à 2017 à Toulouse, Montpellier et Nancy, tandis que trois antennes du GIGN ont vu le jour en avril à Nantes, Reims et Tours. Les effectifs de la BRI de Paris seront eux doublés pour atteindre une centaine d'hommes. Fin 2017, la France métropolitaine comptera ainsi dix-neuf unités spécialisées implantées dans seize villes.

Le deuxième axe fort de ce « schéma national d'interven-

tion » concerne les compétences propres aux trois unités spécialisées. Chacune a été invitée à évaluer son savoir-faire parmi une liste de cent trente « capacités rares » (effraction, extraction d'otages, tirs, explosifs, recueil d'informations tactiques...) afin de permettre à l'Unité de coordination des forces d'intervention (UCoFi) d'évaluer leurs spécialités. Une unité « menante » sur une situation de crise pourra ainsi demander l'aide d'une autre unité, dite « concourante », pour résoudre un problème tactique inédit pour elle.

Là où la situation se complique, c'est que les compétences propres à chaque unité spécialisée pourront décider, tout autant que la rapidité de leur projection sur zone, de l'attribution finale du commandement des opérations. Exemple : en cas d'attentat à Dijon, l'antenne GIGN de Dijon sera selon toute vraisemblance sur place avant celle du RAID de Lyon. Le GIGN prendra donc le commandement. Mais il pourrait être amené à le céder au RAID à son arrivée, si tant est que ce dernier dispose de compétences plus adaptées à la situation.

Pour tenter de mettre un peu d'huile dans les rouages, un « commandant des opérations d'intervention spécialisée » sera à la manœuvre sur place. Un exercice conjoint inédit et grandeur nature des trois forces d'intervention a été organisé gare Montparnasse, à Paris, dans la nuit de mardi à mercredi, pour roder ce nouveau schéma. ■

SOREN SEELOW

ÉTAT D'URGENCE
Le gouvernement veut une prolongation jusqu'au 26 juillet
Le gouvernement souhaite que l'état d'urgence, instauré au soir des attentats du 13 novembre 2015, soit prolongé de deux mois à compter du 26 mai, a annoncé Manuel Valls mercredi 20 avril sur France Info, afin d'englober l'Euro de football et le Tour de France. La mesure devait être présentée mercredi en conseil des ministres par le ministre de l'intérieur. Le texte sera transmis au Conseil d'Etat puis au Parlement.

VAL-DE-MARNE
Arcueil : le PS connaît de nouvelles défections
Les élus du groupe socialiste au conseil municipal d'Arcueil (Val-de-Marne) quittent le parti, selon L'Obs. Ils souhaitent protester contre la nomination de Benoît Joseph Onambebe, secrétaire de section de leur ville très contesté en interne, au Secrétariat national. Ils décrivent dans un courrier au premier secrétaire « l'ambiance délétère et de violence qui règne » à Arcueil. M. Onambebe dénonce des « allégations complètement délirantes et sans fondements ».

PRÉSIDENTIELLE
Juppé accentue son avance dans les sondages
Alain Juppé creuse l'écart dans les intentions de vote pour le premier tour de la présidentielle, y compris vis-à-vis de Marine Le Pen, selon un sondage IFOP pour Paris Match, i-Télé et Sud Radio publié mardi. Le maire de Bordeaux est crédité de 34 % des voix, soit quatre points de plus que dans la précédente enquête réalisée en février, et même de 37 % si le président du MoDem, François Bayrou, ne se présente pas.

Une loi pour abolir la violence contre les enfants

Deux députés présentent un texte, mercredi 20 avril, afin de « sensibiliser » les adultes

Ils espèrent « faire bouger les lignes » sur un sujet qui est encore loin de faire consensus. Les députés Edith Gueugneau (divers gauche, Saône-et-Loire) et François-Michel Lambert (écologiste, Bouches-du-Rhône) présentent, mercredi 20 avril, une proposition de loi « visant à abolir la violence faite aux enfants ». L'autorité parentale doit selon eux s'exercer en excluant « tout traitement cruel, dégradant ou humiliant, y compris tout recours aux punitions corporelles ».

Le texte, qui entend modifier des articles du code civil, ne prévoit aucune sanction. « Il ne s'agit pas de pénaliser, mais de sensibiliser, résume Edith Gueugneau. J'ai travaillé très longtemps dans une pharmacie en milieu rural, et j'ai toujours été stupéfaite de voir la rapidité avec laquelle les parents crient et utilisent des gestes brutaux envers leurs enfants. »

Dire non sans coups

Les « violences éducatives ordinaires » comprennent les injures, moqueries, menaces, gestes brutaux, fessées, gifles... « Il est établi que ces méthodes ne sont pas efficaces pour se faire obéir, mais aussi qu'elles représentent un risque pour la santé et le développement de l'enfant », affirme le médecin Gilles Lazimi, très impliqué sur ce sujet. On peut éduquer un enfant sans violence et en sachant dire non. »

Des études américaines et canadiennes montrent que plus les enfants reçoivent des coups, plus ils en donneront. Un lien entre corrections et maltraitance a été établi, l'appréciation de la légèreté ou de la gravité des corrections étant très variable selon les personnes.

C'est aussi une question éthique, selon les élus. « Dans la rue, si vous voyez un homme gifler une femme, vous intervenez ; quel qu'un donner un coup de pied à un animal, vous intervenez ; un parent donner une claque à son enfant, vous n'intervenez pas, alors qu'il est particulièrement vulnérable », dit M. Lambert.

« 90 % des parents que je rencontre ont des intentions positives et aspirent à une éducation non-violente », observe M. Lazimi. Aucun spécialiste de l'enfance ne défend l'usage des punitions corporelles. Mais les Français, rétifs à toute intrusion dans la sphère privée, restent majoritairement hostiles à une interdiction formelle.

C'est l'argument utilisé par le ministre des familles, Laurence Rossignol, qui se refuse à légiférer sur ce sujet. « Il faut changer le regard sur les punitions corporelles : être davantage sur le terrain éducatif que législatif », a-t-elle répété sur son compte Twitter le 18 avril.

« Son discours est parfait, il ne manque que la loi ! » lance M. Lazimi. Une étude comparative menée en 2007 sur cinq pays montrait que la Suède, qui a légiféré sur ce sujet, présente les plus faibles taux de recours aux corrections et de maltraitance, tandis que la moitié des parents français avait recours aux punitions corporelles.

Le précédent texte élaboré sur ce sujet, déposé en 2011, n'avait jamais été mis à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. M. Lambert table, lui, sur une inscription du texte dans la prochaine niche parlementaire écologiste, qui permettrait une discussion en séance publique en janvier 2017. ■

GAËLLE DUPONT

**PATRICK ROGER
CARTOGRAPHIE : SYLVIE GITTUS
ET DELPHINE PAPIN**

Bonnes Adresses

Tarifs 01/01/16

Tél. : 01 57 28 38 52

1 parution	Professionnels	Particuliers
Forfait 5 lignes	65€ HT	65€ TTC
Forfait 10 lignes	110€ HT	110€ TTC

Reproduction interdite

ESPACE CANAPÉS

Là où se lovent
les tendances

FAUTEUIL HÔTEL

1190€

au lieu de 1690€

Du 15 avril au 15 mai

Ecoparticipation incluse - 7€. Dimensions: L79 x P85 x H73 cm.
Structure hêtre massif, suspension sangle, mousse polyuréthane expansée.

PRIX ANNIV ERSAIRE

Espace
Topper
1926-2016 **90ans**

Entreprise familiale, l'Espace Topper a la qualité dans les gènes. Et la modernité. Fidèle aux créateurs français ou européens, il aime les marques pionnières, celles qui innovent et surprennent sans cesse, en appui sur leur savoir-faire artisanal.

Hier, aujourd'hui, demain, encore et toujours contemporain.

63 rue de la Convention Paris 15^e • 7J/7
01 45 77 80 40 • M^o Boucicaut • P. gratuit

Canapés, literie, armoires lits, gain de place, mobilier design, dressing CeLio, meubles Gautier : **toutes nos adresses à Paris sur www.topper.fr**

BOUCHERIE

ROBERT & RENÉ

PRIX BAS toute l'année !

CÔTE DE BOEUF

17,80 € le kg

Origine U.E.

FOIE DE VEAU

18,80 € le kg

Origine Hollande

POULET FERMIER

LABEL ROUGE

5,80 € le kg

Origine France

13 rue du Fbg du Temple

75010 Paris - M^o République

Tél. 01 42 08 22 84

www.robertetrene.fr

DÉCORATION

RENOV'DÉCO 1961 SARL

Nos compétences,

notre expérience

et notre goût

du travail soigné

A VOTRE SERVICE !

PEINTURE, PAPIER-PEINT,

PARQUET, ELECTRICITE,

CARRELAGE, PLOMBERIE,

MACONNERIE, MENUISERIE.

*Devis gratuit *Délai respecté

Tél : 01.40.09.79.26

06.21.40.02.81

www.renovdeco1961.fr

LIVRES

LIBRAIRE

ACHÈTE LIVRES 20^e

Illustrés Modernes,

Beaux Arts, Sciences Humaines,

Littérature, Voyages, Photos,

Pléiade, etc.

GOLEN : 06.30.49.93.94

LIBRAIRE ACHÈTE

Services de presse, livres modernes,

essais, beaux-arts, livres anciens,

Pléiades, CD, DVD, successions.

livres92@gmail.com

06.80.43.82.70

LIBRAIRIE VIGNES

(ACHAT - VENTE - EXPERTISES)

recherche livres rares, éditions

originales dédiées et numérotées,

reliures mosaïquées, autographes

et archives littéraires.

Déplacement gratuit et paiement

comptant.

57, rue Saint-Jacques, Paris 5^e

Tél : 01 43 25 32 59

contact@librairievignes.com

LIBRAIRIE HOPPENOT

ACHÈTE LIVRES ANCIENS

du 15^e au 19^e, sciences, voyages,

histoire etc... Manuscrits

autographes + livres 20^e illustrés

par Chagall, Miro, Dali, Buffet,

Van Dongen, Foujita etc...

Belles éditions originales.

hubert.hoppenot@orange.fr

Tél : 06 80 06 54 24



JUSQU'AU 30 AVRIL 2016
1590€*
AU LIEU DE 2106€
Prix livré / installé sur Paris IDF

Armoire lit Venezia

Des atouts à dormir debout !

- Ouverture automatique verticale (mécanisme breveté)
- Véritable sommier à lattes
- Couchage 140 (existe en 90, 120 et 160)
- L155 x H218 x P40
- Finition mélaminé blanc
- Disponible sur stocks

*Armoire lit seule, hors éléments et matelas.
Eco-part. incluse : 9€

CANAPÉS, LITERIE, MOBILIER : 3 000 M² D'ENVIES !

www.topper.fr
PARIS 15^e • 7J/7 • M^o BOUCICAUT • P. GRATUIT
Canapés : 63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40
Literie : 66 rue de la Convention, 01 40 59 02 10
Mobilier gain de place : 58 rue de la Convention, 01 45 71 59 49
Armoires lits : 60 rue de la Convention, 01 45 71 59 49
Mobilier Design : 145 rue Saint-Charles, 01 45 75 06 61
Dressing Celio : 143 rue St-Charles, 01 45 79 95 15
Meubles Gautier : 147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81

ANTIQUITÉS

Suite à mes prestations

télévisées sur le marché

de l'art, je vous propose

UN RENDEZ-VOUS

POUR VOS DEMANDES

D'ESTIMATIONS,

Spécialisé successions

J'ACHETE

Meubles Tableaux Pendules

Objets d'art & curiosités

Argenterie Livres anciens

Violons & Archets anciens

Art d'Afrique et d'Asie

Art décoratif du XX^e s

Art d'Islam et d'Orient

Photos anciennes et d'artistes

Sérieux et discrétion

assurés, déplacements

Paris et Province.

PATRICK MORCOS

EXPERT

Affilié à la Compagnie

Nationale des Experts

06.07.55.42.30

morcospatrick@orange.fr



**ACHAT AU DESSUS
DE VOS ESTIMATIONS
ET EXPERTISES**

« ART D'ASIE » :

CHINE, JAPON

ET MOYEN-ORIENT

06.07.55.42.30

P. MORCOS

EXPERT CNE

* Porcelaines et Bronzes

* Cristal de Roche

* Corail et Ivoires Anc.

* Jade blanc et couleurs

* Cornes et Laques

* Peintures et Tissus anc.

* Manuscrits et Estampes

DEPLACEMENT

PARIS - PROVINCE

morcospatrick@orange.fr

BIJOUX

PERRONO-BIJOUX

Anciens. Occasions argenteries.

Brillants. Pierres précieuses.

Création & transformation

réparations. Achats ventes.

Echanges sélectionné par le guide

PARIS PAS CHER

OPÉRA : angle bd des Italiens

4, rue de la Chaussée d'Antin

Tél : 01 47 70 83 61

ÉTOILE : 37, avenue Victor Hugo

Tél : 01 45 01 67 88

Ouverts du mardi au samedi

MUSIQUE

ACH. POUR COLLECTION

33 TOURS ANNÉES 50

(MUSIQUE CLASSIQUE)

Tél. : 06.11.57.62.81

Disquaire sérieux achète

DISQUES VINYLES

33 T ET 45 T.

Pop/rock/jazz/Classique...

Grande quantité, service de presse,

successions...

06 89 68 71 43

Le Monde

Les petites annonces immobilières

Tous les mercredis et samedis- Reprise de vos annonces sur LeMonde.fr

TARIFS 2016 (au 1^{er} janvier 2016)

► **PROFESSIONNELS**

FORFAIT 5 LIGNES
(31 caractères ou espaces par ligne)

• **1 parution : 65 € HT**

15 € HT la ligne supplémentaire.
Modules : nous consulter

POUR NOUS CONTACTER : TÉL : 01.57.28.38.52

Immobilier

Reproduction interdite

VENTES

APPARTEMENTS

PARIS 16^e



« PASSY »
*70m², 3^eét., 2 chbres
2 parkings - **895.000€**
*138m², 4P., balc s/jardin parking
- **1.600.000€**
* Bel ancien, 4^eét., 240m²
6 chbres - **2.180.000€**
« V.HUGO »
* Duplex, 193m², 5 chbres
box, serv possib - **1.740.000€**
* Et. élevé 223m², 5 chbres
parkings possible - **1.990.000€**
FEAU PASSY
01.53.92.00.00
www.feau-immobilier.fr

91 ESSONNE

Juvis-sur-Orge - Plateau.

Particulier vend pavillon de

construction traditionnelle

comprenant une très belle pièce

principale d'environ 65 m² avec

cheminée, donnant accès sur

terrasse et jardin sans vis-à-vis,

cuisine équipée ouverte de 14 m²,

3 chambres dont une de 20 m²,

salle de bains et très belle salle

d'eau avec sauna et douche

multijets, sous-sol total avec cave

à vin et garage double. Chauffage

au gaz (récent), fenêtres double

vitrage. Le tout élevé sur 356 m²

de terrain. **Prix : 370000 €.**

M. Leroux 06 85 20 41 50.

ACHATS

L'IMMOBILIER 100%

ENTRE PARTICULIERS

Acheteurs Français et Européens

Recherch. tous types de biens

entre particuliers. **LMO**

0 800 141 160

Service & appel gratuits



LEGASSE VIAGER,

depuis 1963

Spécialiste du viager

Bruno et Nicolas Legasse vous proposent

Une étude et un suivi gratuit et discret

La solution Viager : augmenter sa retraite en restant chez soi

47, avenue Bosquet 75007 Paris.

Tél. : 01 45 55 86 18

Fax : 01 45 55 50 18

Site internet : www.viager.fr

6 mois

169€

ABONNEZ-VOUS À LA **FORMULE INTÉGRALE**

BULLETIN D'ABONNEMENT

161EMQADCV

A compléter et à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements

A1100 - 62066 Arras Cedex 9

OUI, je m'abonne à la **FORMULE INTÉGRALE** du Monde

pendant 6 mois pour **169*** au lieu de ~~421,20*~~ (prix de vente en kiosque)

soit : **6 quotidiens + tous les suppléments + M le magazine**

du Monde + l'accès à l'Edition abonnés du Monde.fr 7 jours/7.

J'ÉCONOMISE AINSI 252,20€

Je règle par :

☐ Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice du Monde

☐ Carte bancaire : ☐ Carte Bleue ☐ Visa ☐ Mastercard

Expire fin :

Notez les 3 derniers chiffres

figurant au verso de votre carte :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Localité :

E-mail : @

Tél. :

IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ CHEZ VOUS PAR PORTEUR*

☐ Maison individuelle

☐ Immeuble

☐ Digicode N°

☐ Interphone : ☐ oui ☐ non

☐ Boîte aux lettres :

☐ Nominative ☐ Collective

☐ Dépôt chez le gardien/accueille

☐ Bât. N°

☐ Escalier N°

☐ Dépôt

spécifique

le week-end

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 80, BOULEVARD AUGUSTE-BLANQUI - 75013 PARIS - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 94 610 348,70€. Offre réservée aux nouveaux abonnés et valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2016. En application des articles 38, 39 et 40 de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de radiation des informations vous concernant en vous adressant à notre siège.

En amphitheatre, Twitter remplace la main levée

Des professeurs invitent leurs étudiants à poser des questions via le réseau social pour rendre leurs cours interactifs

Lorsque les étudiants en troisième année de licence à Paris-I-Panthéon-Sorbonne ont reçu ce mail début septembre 2015 de Bruno Dondero, leur professeur de droits des sociétés : « #uUP1L3Sociétés1 Lundi: l'affectio societatis et la société, soumise au droit des contrats: twitez vos questions dès 9h30 #Amphi-Tweet », il y a d'abord eu une phase de surprise puis d'enthousiasme. « On s'est vite pris au jeu », confie Diane Didi, étudiante en L3. Même réaction à l'université d'Angers, où Antony Taillefait, professeur de finances publiques, a introduit Twitter dans ses cours il y a trois ans. « On a trouvé l'initiative très novatrice et presque étrange, car ce n'est pas trop le genre de la fac de droit d'innover », déclare Alexandre Thuau, étudiant en L2.

Boîtiers électroniques, quiz, pédagogie inversée, liens vers des vidéos... Les amphis poursuivent leur révolution. Les innovations se multiplient non seulement dans les établissements mais aussi dans les disciplines. Et désormais dans les amphis de droit. A Paris-I-Panthéon-Sorbonne, à Caen, à Angers ou encore à Toulouse-I-Capitole, des professeurs ont décidé d'utiliser le réseau social Twitter dans leur cours.

Objectif de cette nouvelle innovation ? En finir avec le professeur qui « dicte » et l'étudiant qui « gratte » ; rendre les cours plus interactifs ; créer de la proximité entre le professeur et ses étudiants ou en tout cas réduire le fossé existant ; transformer l'élève de consommateur à acteur de sa formation. Demandez à n'importe quel étudiant en droit pourquoi il ne pose pas de question pendant le cours, il vous répondra invariablement : « Premièrement, parce qu'il faut oser lever le doigt devant 400 personnes. Deuxièmement, parce que les professeurs nous font bien comprendre dès la première année que l'on n'est plus au lycée... » « Nos professeurs sont très bons, mais nous avons du mal à communiquer avec eux », confirme Jérémy, étudiant à l'université d'Angers – qui a préféré garder l'anonymat.

« Quand je regarde mes étudiants, je les vois face à trois écrans, celui qui est derrière moi,

leur ordinateur et leur smartphone. Il faut que je capte leur attention », reconnaît Antony Taillefait. Quant aux questions, certains viennent en poser après les cours mais la réponse du professeur ne profite pas à tout le monde. « Le seul moment interactif, c'est les TD, qui ne sont pas menés par les professeurs. Résultat, c'est paradoxal mais je ne peux jamais échanger avec mes étudiants », explique-t-il.

Bruno Dondero a bien rodé son rituel. Il annonce le thème du cours sur Twitter, envoie des liens vidéo à consulter, propose à ses

étudiants de poser des questions via Twitter pendant le cours, répond en direct de vive voix et leur suggère de poursuivre ces échanges sur Facebook en différé.

A Angers, un compte générique a été spécialement créé afin non seulement que les étudiants ne soient pas obligés de créer leur propre compte mais aussi pour préserver l'anonymat et permettre ainsi aux plus timides de poser des questions. Le fil Twitter s'affiche sur le tableau, les questions sont précédées du même code (@L2Droit) : « Pouvez-vous m'expliquer ce qu'est la débudgétisa-

tion ? » « Pouvez-vous définir le terme LIDES ? »

Un enrichissement pédagogique Dans les autres universités, le professeur voit s'afficher sur son smartphone la question. Il y répond immédiatement ou attend le meilleur moment. « J'y réponds quand je veux. Je sélectionne les questions mais c'est moi le patron ! En fait, je me sers de Twitter aussi comme un outil de déconcentration-reconcentration. Je sélectionne les questions. C'est au professeur de maintenir le contrôle. C'est moi le patron de Twitter ! »,

explique Grégory Kalflèche, professeur de droit public à Toulouse-I-Capitole, qui utilise le réseau social depuis septembre 2015 dans son cours de droit administratif pour ses 400 étudiants de L2 et en master 1 pour ses 200 étudiants en droit des contrats.

Evidemment, il y a eu une petite phase de rodage. Quelques petits messages sans rapport avec le cours (« Elle est super votre cravate aujourd'hui, monsieur »). Puis des questions sérieuses. Sur une séance d'amphi, soit entre deux et trois heures de cours, une petite dizaine de questions surgit. Mais



ADRIÀ FRUITOS

« Plus la matière est sociétale, plus il y a des réactions. Ça a vraiment libéré la parole »

JEAN-CHRISTOPHE PAGNUCCO
professeur de droit des sociétés à l'université de Caen

c'est déjà ça ! « Plus la matière est sociétale, plus il y a des réactions. Certains de mes étudiants ont créé des comptes Twitter exprès pour pouvoir interagir. Ça a vraiment libéré la parole », reconnaît Jean-Christophe Pagnucco, professeur de droit des sociétés à l'université de Caen, qui a utilisé Twitter dans la foulée de Bruno Dondero.

Les étudiants, eux, en redemandent. « Dès que je vois un point qui nécessite une précision, que ce soit sur un élément du cours ou sur un détail de jurisprudence, ou si j'ai envie que le professeur nous expose sa réflexion, je pose une question », dit Diane Didi. Pour les professeurs, l'expérience est plus que positive. « Twitter m'a rendu plus accessible et j'ai encore plus de questions à l'intercours », confie Antony Taillefait. Tous reconnaissent que « [leurs] étudiants sont plus concentrés ».

Au-delà, Twitter permet de dialoguer d'un amphi à l'autre et devient un instrument d'enrichissement pédagogique. « Je me suis servi des questions posées par les étudiants de Jean-Christophe Pagnucco [son collègue à Caen] pour enrichir mon cours », indique Bruno Dondero. Et il a même transféré à ses étudiants quelques-unes des questions les plus pertinentes posées par leurs homologues des autres universités.

Las ! Leur enthousiasme n'a pas encore fait beaucoup d'émules. Au mieux, ces « nouveaux » pédagogues sont snobés par leurs collègues. Au pire, on leur fait comprendre que tout ceci n'est que gadget. « Pour certains professeurs, le caractère très traditionnel de l'enseignement du droit est un gage de qualité », reconnaît Bruno Dondero. ■

NATHALIE BRAFMAN

Le bachelors séduit les étudiants... mais dérange les universités

Les écoles proposent de plus en plus de formations à bac + 3, dont le diplôme n'est pas forcément reconnu

Le bachelors séduit, et cela commence à rendre les universités nerveuses. Au point que celles-ci tapent du poing sur la table et demandent officiellement à l'Etat de mettre de l'ordre dans le premier cycle postbac. La Conférence des présidents d'université (CPU) a ainsi diffusé un communiqué le 8 avril : « Bachelor et licence : stop à la confusion. »

Difficile, pour les bacheliers, de se retrouver dans l'offre pléthori-

que d'après-bac. A côté de la licence (le cycle universitaire public), des classes préparatoires ou des instituts universitaires de technologie, de plus en plus d'écoles proposent des formations en trois ou quatre ans juste après le bac. Traditionnellement positionnées sur le bac + 5, elles investissent massivement le bac + 3. Ces cursus, facturés de 4 000 à 8 000 euros par an, seraient une centaine, principalement dans les

écoles de commerce. Mais d'autres établissements, comme les écoles d'ingénieurs publiques ou le Centre de formation des journalistes, par exemple, s'y mettent. Ils débouchent sur un « bachelors », nom donné dans les pays anglo-saxons au premier diplôme universitaire. En France, en effet, seules les universités détiennent le monopole de la « licence », unique diplôme à bac + 3 reconnu par l'Etat.

Or, si les universités s'inquiètent de cette concurrence de plus en plus acharnée sur le premier cycle universitaire, c'est que les écoles souhaitent dorénavant obtenir la reconnaissance officielle du bachelors. L'enjeu : qu'il ouvre droit à poursuivre ses études en master. Pour les universités, c'en est trop. La CPU demande que « l'Etat affirme clairement, y compris réglementairement, que l'appellation licence est la seule en France pour les formations reconnues par l'Etat de niveau bac + 3 et que sa traduction à l'international est "bachelors" ». « Le terme de "bachelors", déplore-t-elle, est utilisé de façon anarchique pour désigner des diplômes qui se

revendiquent de niveau bac + 3 ou bac + 4, de qualité et de reconnaissance hétérogènes. »

Toulouse Business School indique par exemple sur son site que son bachelors « est reconnu à bac + 3 comme une licence universitaire. C'est une question importante, car les bachelors ne sont pas forcément tous des diplômes, ce qui peut poser problème pour la poursuite des études ». Le directeur de l'école, François Bonvalet, souligne que la formation est « visée » par l'Etat. « Donc, assure-t-il, de facto, il s'agit bien du même niveau qu'une licence universitaire. » Pour le reste, « nous avons la même position que la CPU, dit-il. Nous aussi, nous voudrions que du ménage soit fait, y compris dans les licences universitaires d'ailleurs, car il y a des licences de mauvaise qualité ».

Les esprits s'échauffent

Ce que souhaitent les écoles, c'est que l'Etat délivre le grade licence sur le seul critère de la qualité de la formation, indépendamment du statut de l'établissement qui la délivre. « La France est dans une situa-

En France, les universités détiennent le monopole de la « licence », unique diplôme à bac + 3 reconnu par l'Etat

tion singulière, justifie Arnaud Pottou, pour la Conférence des grandes écoles. Elle compte plus de diplômés à bac + 5 qu'à bac + 3. Partout dans le monde, l'enseignement supérieur explose. Entre 2000 et 2015, il y a eu 250 millions d'étudiants supplémentaires. Cela représente 2 500 milliards d'euros. La France veut-elle participer à cette bataille ? Universités et grandes écoles doivent proposer des formations lisibles à l'étranger. »

Sauf que « la CPU ne peut pas accepter que l'Etat reconnaisse, voire finance (que ce soit comme diplôme ou comme grade), de nouvelles formations sélectives, payan-

tes, au contenu pédagogique variable, ouvrant aux mêmes droits que les licences, alors que dans le même temps il est demandé aux universités, seuls établissements habilités à délivrer le diplôme national de licence, d'accueillir en licence tous les bacheliers sans aucun prérequis et avec des niveaux de financement notoirement insuffisants ».

Bref, les esprits sont passablement échauffés. Et le secrétariat d'Etat chargé de l'enseignement supérieur se montre donc prudent. Il a certes demandé à la Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion de réfléchir au cas des bachelors. Mais « il n'y a aucun objectif de délivrance du grade licence à ce jour », indique l'entourage du secrétaire d'Etat, Thierry Mandon. Pour le reste, on rappelle de même source que « l'Etat n'a pas vocation à réglementer le bachelors. Cela relève de la liberté d'organisation de l'enseignement supérieur. Nous veillons cependant à ce qu'il n'y ait pas de tentative de s'attribuer le soutien de l'Etat quand il n'y a pas lieu ». ■

BERNARD FLOC'H

Le sphinx Ramadan

Avec son éloquence impeccable et son CV à rallonge, l'islamologue suisse a contribué à une nouvelle affirmation de l'islam chez toute une génération de Français musulmans. Mais ses ambiguïtés continuent de le desservir auprès des universitaires comme des politiques

RAPHAËLLE BACQUÉ ET BESMA LAHOURI

Après bien des discussions avec son assistante, des SMS où il s'inquiétait que l'on puisse chercher « *le détail qui confirme l'image négative que la France veut construire de [lui]* », Tariq Ramadan a fini par nous donner rendez-vous dans un petit café, à côté de la place de la République, où il a ses habitudes.

Le voilà donc, cet homme dont le nom paraît sentir le soufre jusque dans les bureaux de Matignon. Le voilà, cet intellectuel de 53 ans qui a déjà écrit près de trente livres et dont les interventions filmées – plan serré sur son visage et voix monocorde – postées sur son compte Facebook comptabilisent des centaines de milliers de « vues ».

En vingt-cinq ans, ce Suisse qui vit à Londres, dans une jolie maison de brique très British aux abords du stade de Wembley, a sillonné la plupart des villes françaises, toutes leurs banlieues, et discours dans une grande majorité des mosquées de l'Hexagone. Son public, rameuté par les associations musulmanes locales et souvent l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), est un mélange de familles populaires, de jeunes filles arborant un foulard sur un visage bien maquillé, de chômeurs, d'étudiants, de petits chefs d'entreprise et parfois de barbus portant le qamis, ce vêtement long traditionnel. Certains ont lu ses livres. D'autres ont écouté ses cassettes. La plupart, surtout, l'ont vu à la télévision, invité à plusieurs reprises par Thierry Ardisson, Laurent Ruquier, Franz-Olivier Giesbert ou Frédéric Taddeï qui adorent convier dans leurs amphithéâtres de lumière cet « islamologue, professeur à Oxford » dont les universités françaises ne veulent pas.

Dans ce café, où il a commandé une infusion, avec son costume gris sur une chemise blanche, sa barbe courte parfaitement taillée et sa voix enveloppante, on croirait voir l'aimable Mohammed Ben Abbes, le leader de la Fraternité musulmane que Michel Houellebecq a imaginé président de la République en 2022 dans *Soumission* (Flammarion, 2015). Ramadan a lu le roman, l'a jugé « *assez mal écrit* » mais n'a pas été choqué par ce double de papier. « *Il ne me ressemble pas vraiment* », minaude-t-il. Depuis qu'il a annoncé qu'il demanderait bientôt la nationalité française, pourtant, les pouvoirs publics s'interrogent sur ses éventuelles ambitions politiques. Au ministère de l'intérieur, on a déjà noté qu'il n'existe aucune raison légale de refuser de naturaliser ce Suisse marié depuis 1986 à une Bretonne convertie, sans casier judiciaire et bon connaisseur de la littérature française.

Sa démarche est pourtant moins électorale que gramscienne, au sens où le révolutionnaire communiste italien Antonio Gramsci prônait le combat culturel, préalable à la prise de pouvoir politique. Au sens où l'entendaient aussi les Frères musulmans, cette organisation secrète fondée en Egypte en 1928 par Hassan Al-Banna, le grand-père de Ramadan. De fait, courir les mandats n'intéresse pas Tariq Ramadan : « *Je suis contre le principe d'un parti musulman parce que je suis contre le vote communautaire* », dit-il doucement. Il préfère travailler à la diffusion des valeurs musulmanes au sein d'une société civile heurtée par un matérialisme dont elle ne profite pas toujours et nourrie par un fort sentiment d'injustice sociale, dit-il.

C'est aux enfants et petits-enfants d'immigrés que Ramadan s'adresse. Mais à la revendication citoyenne et antiraciste qui porta

en 1983 la Marche des beurs, bientôt déçue par la gauche, il a ajouté des revendications religieuses. Et a contribué à faire de cette combinaison entre citoyenneté et religion une nouvelle identité assumée. « *L'islam est une religion française*, affirme-t-il ainsi devant ces auditoires conquis par avance. *Vous avez la capacité de faire que la culture française soit considérée comme une culture musulmane. Et il faut le dire avec force et le vivre avec détermination.* »

Avec son éloquence impeccable, son CV à rallonge et son charisme, Ramadan a indéniablement contribué à cette nouvelle affirmation de l'islam chez toute une génération de Français musulmans. Ses conférences reposent sur « *un savoir combinant sophistication et sens pratique* », relève Malik Bezouh, auteur de *France-islam, le choc des préjugés* (Plon, 2015). « *Son succès*, poursuit cet ancien membre des Frères musulmans, *repose en grande partie sur le fait qu'il a toujours su éviter l'écueil du discours académique, sans portée pratique, qui aurait pu en rebuter plus d'un. Il a développé des thématiques qui touchent au plus près la vie des gens.* » Chômage, drogue, éducation, mais aussi port du foulard pour les femmes, nourriture halal et construction de mosquées, il ne néglige rien. « *Ramadan est le seul intellectuel musulman qui nourrit une mouvance de réaffirmation de l'identité musulmane*, note Didier Leschi, ancien préfet en Seine-Saint-Denis. *C'est en cela qu'il participe d'une dynamique de durcissement communautaire.* »

« LA BLESSURE DE L'EXIL »

Ses adversaires les plus implacables l'ont souvent soupçonné de tenir un « double discours ». A la fois policé et subtil, dans la forme. Radical et sectaire, sur le fond. Il n'y a pas, en réalité, d'écrits cachés qui divergeraient de ses discours en français ou en anglais, langues qu'il manie parfaitement. Ses rares interventions en langue arabe sont quelques sourates du Coran déclinées au tout début de ses discours et parfois dans ses tweets. Ramadan est un conservateur, critique envers ceux qui prônent une lecture littéraliste du Coran, mais contempteur de ces musulmans libéraux qui, moque-t-il, « *disent ce que l'on veut entendre sur le foulard, se taisent sur la Palestine ou vont dîner au CRIF* [le conseil représentatif des institutions juives de France] ».

Ses propos les plus contestables ont toujours été tenus dans ses conférences publiques ou sur son site en accès libre. Après l'attentat contre *Charlie Hebdo*, le 7 janvier 2015, alors qu'il condamne fermement les assassinats, il alimente en même temps une théorie du complot qui fait déjà rage : « *On a entendu hier [que les frères Kouachi] ont oublié leurs cartes d'identité dans la voiture, deux cartes d'identité... D'un côté tant de sophistication, de l'autre tant de stupidité*, écrit-il sur son compte Facebook. *Nous devons demander comment ils ont été en capacité de faire cela. (...) Nous devons demander quelles sont leurs connexions, quel est le rôle des services secrets dans toute cette affaire, où sont-ils, comment cela a-t-il pu se passer de cette manière. (...) Nous devons condamner, mais nous ne devons pas être naïfs.* »

Comment Tariq Ramadan est-il devenu « *ce symbole de la visibilité d'un islam européen* », selon l'expression de la sociologue franco-turque Nilüfer Göle ? C'est en Suisse, à Genève, qu'est né le 26 août 1962 Tariq, dernier de six enfants. La famille Ramadan s'y est réfugiée en 1954, cinq ans après l'assassinat en Egypte du grand-père maternel Hassan Al-Banna, instituteur et fondateur des Frères



Tariq Ramadan à la Faculté d'études islamiques de Doha, au Qatar, lundi 18 avril.

OLYA MORVAN / HANS LUCAS POUR « LE MONDE »

musulmans. « *Le patrimoine familial, la blessure de l'exil, cela nous a tous marqués* », reconnaît aujourd'hui Ramadan.

La famille vit au-dessus du Centre islamique, surnommé « la maison verte » en raison de la couleur de ses volets et de la poutre de façade. C'est là que Saïd, le père, a installé en 1962, dans le quartier des Eaux-Vives à Genève, l'antenne politique de la confrérie des Frères musulmans, poursuivant ainsi le combat de son beau-père. Aujourd'hui âgé de 67 ans, Ahmed Benani, universitaire suisse d'origine marocaine, professeur d'anthropologie religieuse à l'université de Lausanne, dont le père fréquentait Saïd dans les années 1970, se souvient que les chefs de famille s'enfermaient dans la bibliothèque pour discuter. « *On ne voyait jamais la mère de Tariq, Wafa,*

rapporte-t-il. Cette femme discrète et très pieuse dirigeait d'une main de fer le foyer. Les Ramadan vivaient très honorablement. La maison était vaste et située dans un quartier bourgeois. »

Adolescent, Tariq joue au foot à l'Etoile Carouge, écoute Johnny Hallyday et poursuit sa scolarité en Suisse. « *J'ai passé un bac français à Grenoble à 17 ans* », révèle-t-il. Discret jeune homme ne portant pas encore de barbe et n'affichant aucun signe ostentatoire de religion, il obtient à 22 ans la nationalité suisse, et paraît soucieux de ne pas se faire remarquer. Mais « *la religion musulmane est déjà au cœur de ses préoccupations* », remarque Benani.

En 1986, il a épousé la sœur de son meilleur ami, Isabelle, une jeune catholique bretonne



que certains « savants » lui contestent parfois. En Egypte, le petit-fils du fondateur des Frères musulmans ne passe pas inaperçu.

Lui-même affirme ne pas faire partie de la confrérie. *« Je ne suis pas Frère musulman et ne l'ai jamais été. J'ai toujours été rebelle aux structures »,* se justifie-t-il. C'est tout de même sur les Frères musulmans et son grand-père qu'il choisit de faire sa thèse, une fois de retour en Suisse. L'étude, intitulée « Aux sources du renouveau musulman, d'Al-Afghani à Hassan Al-Banna », paraît être si favorable à l'organisation islamiste, que le jury refuse d'abord de la valider. Dépêché en catastrophe, en 1997, pour sauver l'étudiant Ramadan, le professeur allemand Reinhard Schulze, islamologue de renom à l'université de Berne (Suisse), raconte les débuts tumultueux de son ancien élève : *« Lorsqu'il a soutenu son doctorat à l'université de Genève, son directeur de thèse et plusieurs membres du jury avaient démissionné, mal à l'aise avec ses conclusions. De fait, il avait tenté de reconstruire une tradition réformiste de l'islam dans laquelle Al-Banna, son grand-père, n'était plus lié aux fondamentalistes. »*

Comment classer cet étonnant travail académique ? Théologie ? Philosophie ? Histoire des religions ? *« Il ne fait pas de recherches. Il ne propose pas de nouvelles approches originales. Il n'a jamais souhaité s'intégrer dans le débat universitaire, et il n'y pas de tradition apologétique de l'islam dans nos universités »,* énumère Reinhard Schulze. Avant de conclure : *« De manière générale, son public n'est pas universitaire à proprement parler. Il s'adresse avant tout aux musulmans. »*

Peut-être sa destinée aurait-elle été changée si Tariq Ramadan avait pu conduire une véritable carrière universitaire. C'est en tout cas après cet épisode qu'il débute un parcours plus franchement politique. De l'autre côté de la frontière, dans les banlieues lyonnaises, un petit groupe de militants très dynamiques a lancé une Union des jeunes musulmans (UJM), qui combat activement la première circulaire prise, en 1994, par le ministre de l'éducation nationale François Bayrou, contre le port de signes religieux ostentatoires à l'école.

Hani Ramadan, le frère aîné de Tariq, est déjà venu plusieurs fois de Genève, à deux heures de route, participer à des veillées spirituelles organisées par l'UJM pour soutenir les jeunes lycéennes qui, dans plusieurs établissements, persistent à vouloir porter un foulard. Ce docteur en lettres diplômé de l'université de Genève est un homme bien plus radical que son cadet. Trois ans plus tôt, son livre *La Femme en islam* (éd. Tawhid, 1991), prônait une telle orthodoxie que ses collègues de l'université de Genève se sont désolidarisés publiquement de lui. Mais Tariq le rejoint bientôt à Lyon.

« On lui a fait faire le tour des Minguettes, lui montrant l'urbanisme pourri, les contrôles au faciès, toute une réalité des banlieues françaises qu'il ignorait », se souvient Abdelaziz Chaambi, l'un des fondateurs de l'UJM de l'époque. Les Lyonnais militent pour un islam social et engagé, *« sur le modèle des Jeunes ouvrières chrétiennes »,* assure Chaambi. Ardents sur le terrain, ils n'ont, cependant, pas toujours les références théoriques nécessaires. Tariq Ramadan, lui, parle un français impeccable, lit des dizaines de livres et joue avec aisance de sa séduction physique autant que de son pouvoir de conviction. *« Cela a été un coup de foudre politique »,* se souvient le militant. Désormais, l'intellectuel suisse sillonne les banlieues françaises.

L'INTÉRÊT DE L'EXTRÊME GAUCHE

En 1994, Ramadan publie aux éditions Tawhid, fondées par Yamin Makri, un des militants de l'UJM, son premier livre *Les Musulmans dans la laïcité*. Quelques mois plus tard, le voilà invité pour la première fois à la télévision française. *« Jean-Marie Cavada cherchait une voix musulmane pour "La Marche du siècle" consacrée à l'islam de France,* raconte aujourd'hui l'islamologue Gilles Kepel. *Je lui ai conseillé Ramadan. »* Avec son allure de prince égyptien et sa façon de revendiquer sa culture occidentale, il crève l'écran. *« Il nous a tous volé la vedette »,* s'agace Kepel. Sur le plateau, Cavada qui a présenté son invité comme *« un imam »,* est rappelé à l'ordre : *« Professeur de littérature et de philosophie »,* rectifie Ramadan. Le voilà lancé.

Le gouvernement d'Edouard Balladur voit cependant d'un mauvais œil ce jeune prédicateur suisse si actif dans les banlieues françaises. En novembre 1995, le ministre de l'intérieur Charles Pasqua décide de l'interdire de séjour en France pour « menaces contre l'ordre public ». L'UJM se mobilise aussitôt pour le défendre, appuyée par la Ligue des droits de l'homme et la Ligue de l'enseignement.

« Tariq accompagnait ces jeunes musulmans qui voulaient entrer dans la modernité d'une société sécularisée tout en gardant leur foi reli-

gieuse. Il était l'homme dont nous avions besoin pour lancer notre commission sur la laïcité et l'islam », rappelle Michel Morineau, à l'époque patron de la Ligue de l'enseignement. De 1995 à 2000, ce dernier effectue plus d'une centaine de déplacements en province avec ce Ramadan qu'il tutoie et fait inviter dans les loges maçonniques.

C'est l'un des traits du caractère de Ramadan que de toujours user des occasions qui s'offrent à lui. Cette gauche humaniste, souvent chrétienne, lui tend la main ? Il la saisit. Aujourd'hui âgé de 76 ans, le pasteur Claude-Jean Lenoir, qui travaille alors au sein de cette commission sur la laïcité, se souvient d'avoir été d'abord *« extrêmement séduit par le personnage, si populaire auprès de nombreux jeunes musulmans »*. Très rapidement, pourtant, le pasteur déchanté. *« Ses interventions se sont bientôt transformées en un réquisitoire contre la laïcité et pour la défense des musulmans en Europe »,* rapporte-t-il. Stupéfait, Lenoir entend celui qu'il croyait un allié asséner de but en blanc : *« Pour les sociétés musulmanes ou à majorité musulmane, ce terme de laïcité, qui n'existe pas vraiment dans la langue arabe, fait partie d'une histoire qui n'est pas la leur. »*

Tariq Ramadan se met à critiquer la façon dont la question du voile est, selon lui, très mal gérée en France. *« A chaque fois, qu'une personne posait une question précise sur son discours religieux, il répondait par des "Vous m'inquiétez... je suis gêné par la façon dont vous vous exprimez..." »* Echaudé, le pasteur fait part de ses craintes à Michel Morineau : *« Il se sert de nous comme d'un tremplin. Nous lui servons de caution intellectuelle. »* En vain. *« Du côté de la Ligue, et d'une partie des catholiques humanistes, il y a eu une générosité, une naïveté à son égard, dont il a totalement profité »,* regrette-t-il aujourd'hui.

L'influence de Tariq Ramadan auprès des musulmans est pourtant grandissante. Son combat pour un islam européen trouve toujours plus d'écho auprès de ces jeunes Français mais aussi des jeunes Belges qui aspirent à rompre avec des imams étrangers prêchant chaque vendredi à la mosquée dans un arabe qu'ils ne comprennent pas. De Ramadan, ils admirent l'allure de dandy et la culture d'intellectuel. *« Il faisait intervenir des historiens, des philosophes pour nous aider à penser la complexité du monde »,* se félicite Fouad Imaraine, aujourd'hui cadre d'AVS, une entreprise de certification de produits halal. *« Il a mis de la profondeur dans nos idées »,* renchérit le patron des éditions Tawhid, Yamin Makri.

Ramadan n'économise pas son temps. *« Les Lyonnais allaient le chercher en Suisse, puis le mettait dans un train pour Roubaix-Lille, on l'amenait ensuite en Belgique, et là, il reprenait l'avion sur Paris,* se souvient Ali Rhani. *Il faisait quatre ou cinq interventions par week-end. C'était un rythme de fou. Du matin jusqu'à minuit. Deux week-ends par mois. Il y avait chaque fois entre 300 à 400 personnes. »* Il fait vite des émules qui s'habillent et parlent comme lui. A Sciences Po Aix, le jeune Nabil Ennasri, seul élève à venir des cités, le prend pour modèle. *« Il a formé une génération qui ne voulait plus de cet islam trop conciliant et dominé, incarné par le recteur de la Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur »,* assure ce jeune musulman du Collectif des musulmans de France, qui ne cache pas sa proximité avec les Frères musulmans et le Qatar.

Après la gauche chrétienne, l'extrême gauche s'intéresse à cet intellectuel qui s'adresse à ces jeunes de banlieues qu'elle ne parvient pas à toucher. Au *Monde diplomatique*, le rédacteur en chef Alain Gresh se rapproche de lui et l'introduit dans ses propres cercles. Par tagé entre sa base militante et son désir d'appartenir à l'establishment intellectuel français, le prédicateur Ramadan commet pourtant l'erreur qui va ébranler ce bel édifice patiemment construit. Le 3 octobre 2003, il publie sur le site Oumma.com une « critique des (nouveaux) intellectuels communautaires » où il dresse la liste d'intellectuels juifs ou supposés l'être, coupables à ses yeux de *« prendre un positionnement politique qui répond à des logiques communautaires, en tant que juifs, ou nationalistes, ou défenseurs d'Israël »*. C'est le scandale.

« La foudre nous est tombée sur la tête », constate Ali Rhani. Tariq Ramadan, professeur au collège de Saussure, perd non seulement son aura mais la seule heure de cours hebdomadaire qu'il avait réussi à arracher à la Faculté de Fribourg. *« Au mitan des années 2000, son association Présence musulmane était quasiment à l'arrêt,* raconte Franck Frégosi, chercheur à l'Institut d'études politiques d'Aix et spécialiste de l'islam. *Cet acteur de terrain, tournait un peu en rond. Et puis, il a été interdit de séjour aux Etats-Unis. »* Ramadan qui avait obtenu un poste à l'université catholique Notre-Dame en Indiana, se voit refuser l'accès au pays, au nom du « Patriot Act » voté après les attentats du 11 septembre 2001. Le

charismatique Suisse est sonné. *« Il avait rendu les clés de son appartement en Suisse, inscrit ses enfants à l'école, démissionné du lycée où il enseignait et avait même envoyé ses meubles aux Etats-Unis ! »,* rapporte Ali Rhani.

En 2005, à la consternation de ses amis qui fustigent son intervention militaire en Irak, la Grande-Bretagne enrôle Ramadan dans un groupe de réflexion sur l'extrémisme islamiste que le premier ministre Tony Blair vient de créer après les attentats du 7 juillet 2005 à Londres. Cette remise en selle vaut bien de fermer les yeux sur l'alliance de Blair avec ce George W. Bush qui lui avait interdit l'accès aux Etats-Unis. La consécration arrivera en 2009. L'Université d'Oxford lui offre, à l'âge de 47 ans, le poste tant rêvé : professeur d'université.

PROTÉGÉ DU QATAR

« C'est au prédicateur Youssef Al-Qaradawi que Tariq Ramadan doit en partie sa nomination en tant que professeur en études islamiques contemporaines au St Anthony's College », analyse Haoues Seniguer, maître de conférences à Sciences Po Lyon. Al-Qaradawi, président de l'Union internationale des savants musulmans, proche de la cheikha Moza, deuxième des trois épouses de l'émir du Qatar, a été membre du conseil d'administration au Centre d'études islamiques de l'université anglaise, en 2004.

Ramadan, qui avait toujours fustigé les monarchies du Golfe, fait désormais partie des protégés du Qatar. Il faut dire que, à Oxford, la monarchie investit sans compter : 11 millions de livres sterling (13,9 millions d'euros) en 2015 pour rénover un des bâtiments du St Anthony's College, où enseigne Tariq Ramadan. C'est la cheikha Moza en personne qui a inauguré le bâtiment somptueux réalisé par l'architecte Zaha Hadid. Un don de plus de 2 millions de livres à Oxford a permis la création d'une chaire de théologie qui porte le nom de « sa majesté Hamad Ben Khalifa Al-Thani », émir du Qatar de 1995 à 2013. Elle est présidée par le professeur Ramadan. Avec lui, le Qatar a trouvé le moyen de toucher ces jeunes Français musulmans que l'émirat convoite.

L'intellectuel suisse continue cependant de diviser. Lâché par Martine Aubry, qui retire en 2011 sa signature d'une pétition où figurait le nom de Ramadan. Mais réclamé pour un meeting par le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone, lors des élections régionales de 2015. Fui par la ministre de l'éducation nationale Najat Vallaud-Belkacem, qui annule en 2013 sa présence à un congrès à Florence pour ne pas se retrouver en sa présence. Mais légitimé par le philosophe Edgar Morin, dans un livre d'entretien, mené en 2014 *« dans un bel hôtel de Marrakech, sous les orangiers »* (Au Pêril des idées, Presses du Châtelet). Villipendé par le premier ministre Manuel Valls. Compagnon de débat du patron de Mediapart Edwy Plenel, qui n'hésite pas à parler de *« déshonneur »* de la France lorsqu'elle veut interdire Ramadan de meeting.

Il passe désormais sa vie dans les avions, courant de conférence en conférence et partageant son temps entre l'Europe et le Centre de recherche sur la législation islamique et l'éthique qu'il préside à Doha, depuis 2012. Son activité universitaire est plus réduite que ne le laisse supposer son CV. Au Japon, l'université de Doshisha, à Kyoto, confirme qu'il occupe bien une fonction mais à titre honorifique, et que sa dernière intervention date de 2007. Sa charge de professeur à l'université Mundiapolis de Casablanca, au Maroc, ne lui prend que quatre jours par an. Ses derniers livres, parus aux Presses du Châtelet, ne lui rapportent que peu de droits d'auteur. *Le Génie de l'islam*, sorti en janvier, s'est vendu à 5678 exemplaires, *Etre occidental et musulman aujourd'hui* (2015) à 1624 exemplaires, *Introduction à l'éthique islamique* (2015) à 3271 exemplaires, et *De l'islam et des musulmans* (2014) à 10334 exemplaires.

Son caractère ombrageux et son désir d'être toujours le seul sur les tribunes lui ont valu bien des ruptures. *« Les projecteurs lui ont brûlé le cerveau »,* dénonce Farid Abdelkrim, l'ancien président des Jeunes musulmans de France. *« C'est un coucou qui s'installe dans le nid des autres »,* tempête le Lyonnais Abdela-ziz Chaambi. Il a parfois été dépassé par le conservatisme de ses propres troupes. Ainsi, Nabil Ennasri n'admet toujours pas que Ramadan n'ait pas fermement pris position contre le mariage gay, *« pour ne pas se couper de l'extrême gauche »,* soupçonne-t-il.

Tous reconnaissent pourtant qu'il a marqué une génération. *« Je crois que c'est la société civile qui change un pays,* souligne ainsi Fateh Kimouche, qui tient un blog, Al-Kanz, très lu des jeunes musulmans. *Il a réconcilié beaucoup d'entre nous avec le drapeau français. Tariq, c'était celui que nous voulions être. De ce point de vue, il a fait plus de bien que de mal et il a mis des rêves dans la tête des gens. »* ■

de 18ans qui s'est convertie à l'islam et a pris le prénom d'Iman. Cinq ans plus tard, le couple est parti en Egypte afin que leurs trois premiers enfants s'arabisent et pour parfaire la formation religieuse de Tariq. *« Une formation intensive sur vingt mois,* explique-t-il, *d'abord en cours privé individuel selon la méthode traditionnelle de l'enseignement personnalisé. J'ai reçu sept ijaza (ermissons d'enseigner) de la part de différents savants. »* Ses professeurs ne sont pas tous issus d'Al-Azhar, cette université du Caire qui se prétend la plus haute autorité de l'islam sunnite. *« Certains étaient à la retraite »,* reconnaît Ramadan. C'est de cette méthode en accéléré et assez inhabituelle (il faut cinq à six ans d'études à Al-Azhar pour obtenir le diplôme en théologie) qu'il tirera son savoir religieux. Une autorité



Christine and the Queens sur la scène de la tente Gobi, au Festival Coachella, à Indio (Californie), le 15 avril. EMMA MCINTYRE/AFP

Coachella, raout musical cinq étoiles

Avec Christine and the Queens ou Ibeyi, le festival californien donne une touche francophile à sa sélection

REPORTAGE INDIO (CALIFORNIE)

Coachella!», rugit de joie Héloïse Letissier, à la fin du show de son entité musicale, Christine and the Queens. «*Je n'en reviens pas d'être là, moi qui, ces dernières années, passais des nuits à regarder les concerts du festival en direct sur YouTube!*» Une déclaration qu'on pourrait mettre sur le compte de l'émerveillement d'une jeune Française vivant de près, vendredi 15 avril, ses fantasmes américains... si on n'avait pas déjà entendu nombre des 180 groupes ou artistes programmés lors de ce festival californien (découpé en deux week-ends à la programmation identique, du 15 au 17 avril, puis du 22 au 24) hurler de même le nom «*Coachella!*», comme une promesse d'extase ou un rêve devenu réalité. Une excitation constatée aussi plus tôt chez des spectateurs pénétrant sur le site en se frappant dans les mains ou en s'embrassant, comme libérés d'une trop longue attente.

Le cadre irréel de Coachella pourrait à lui seul justifier cet enthousiasme. Entretenu en plein désert du Colorado, aux alentours d'Indio, ville voisine de Palm Springs, à 200 kilomètres à l'est de Los Angeles, 32 hectares de pelouse bordés de milliers de palmiers et surplombés par la sublime aridité d'un relief montagneux accueillent chaque jour 90 000 personnes, pour ce qui est sans doute devenu le principal rassemblement à la fois musical, festif et mondain des Etats-Unis.

Lancé en octobre 1999 par Paul Tollett, patron de Goldenvoice, une division d'AEG Live (la deuxième plus grosse société de production de spectacles dans le monde, derrière Live Nation), le Coachella Valley Music and Arts

Festival s'est développé dans un pays jusque-là moins riche que l'Europe en culture festivalière.

Quelques mois après le désastre d'une tentative de résurrection du festival de Woodstock qui s'était soldée, en juillet 1999, par des émeutes, viols et pillages, Coachella a dès le départ cherché à se définir comme un événement «*tout confort*», aussi exemplaire dans sa programmation qu'en termes d'hygiène et de sécurité.

Atout maître du projet, un lieu de destination à l'ensoleillement garanti, à la fois suffisamment coupé du monde pour proposer une expérience immersive, et suffisamment proche de Los Angeles pour tenter la jeunesse, mais aussi les professionnels de la capitale de l'«*entertainment*».

Bohème affriolante

«*On se croirait aux Grammys*», s'amuse Lisa Diaz, chanteuse et pianiste franco-cubaine de 21 ans, qui, avec sa sœur jumelle percussionniste, Naomi, constitue le duo Ibeyi. Les 15 et 22 avril, leurs mélanges épurés de soul lancinante, chants yoruba, groove hip-hop et percussions afro-cubaines ont les honneurs de la scène Mojave, l'une des trois grandes tentes du festival. Après un concert où elles

ont réussi à faire chanter en chœur un public découvrant souvent leur musique, les demoiselles ont pris conscience de la dimension people de l'événement en croisant en backstage Lenny Kravitz, Taylor Swift ou Diplo. Elles auraient aussi bien pu apercevoir Jude Law, Paris Hilton, Katy Perry, Kendall ou Kylie Jenner, et toute une ribambelle de vedettes qui, comme chaque année, défilent à Coachella, assurément par leur compte Twitter ou Instagram une promotion d'enfer au festival.

Un an après la sortie de leur premier album, *Ibeyi*, publié par le label britannique, XL Recordings, les sœurs Diaz affichent près de 200 concerts donnés dans le monde entier. A l'été 2015, elles avaient expérimenté le festival géant de Glastonbury, au sud-ouest de l'Angleterre. Le contraste est saisissant, trouvent-elles, entre l'ambiance facilement boueuse et le public souvent éméché de l'institution rock britannique, et la sobriété de la jeunesse dorée sous le soleil de Coachella.

De fait, la consommation d'alcool est interdite sur le site, à l'exception d'un large enclos (le Beer Barn), interdit aux moins de 21 ans, et de deux vastes carrés VIP, auxquels ont accès ceux qui ont choisi de payer le double de l'habituel forfait week-end (soit 800 dollars – 705 euros – au lieu de 400).

Moins en proie aux dérèglements alcoolisés, les festivaliers californiens affichent néanmoins les atours d'une bohème affriolante, hésitant (en particulier pour les filles) entre hippy chic et sex-appeal balnéaire. Ce dont témoignent en masse les selfies relayés par la blogosphère, d'autant plus nombreux que l'environnement naturel du festival et un décor d'œuvres d'art monumentales regorgent de charmes photographiques.

Dans un cadre irréel, Coachella est sans doute devenu le principal rassemblement musical, festif et mondain des Etats-Unis

Est-ce le souvenir de grandioses concerts de Daft Punk, Justice ou Manu Chao? La programmation de Coachella possède souvent une touche francophile, comme le prouve encore une édition 2016 accueillant, outre Christine and the Queens et Ibeyi, leurs compatriotes de M83, St Germain ou Melody's Echo Chamber.

Programmée en fin d'après-midi, sous la grande tente Gobi, Christine devait composer avec le contre-jour d'un fond de scène ouvert sur le désert et les palmiers. «*Avec la chaleur, le vent, le sable et la lumière du jour, on sait que Coachella va être physique*», expliquait la Nantaise, comparant son concert à un match de boxe. Privés de jeux de lumières sophistiqués, les chorégraphies de sa petite troupe n'avaient sans doute pas leur impact habituel. Néanmoins très en voix et en verve conviviale, la Française a obtenu un beau succès, notamment auprès d'un imposant groupe de garçons aux tors nus et sculpturaux témoignant de l'attrait qu'elle et ses «*reines*» suscitent dans la communauté gay.

La suite de son encourageant début de carrière américain pourrait un jour permettre à Christine de jouer sur la Coachella Stage, la scène vedette du festival. Un privilège obtenu cette année par An-

thony Gonzalez, le demiurge de M83, à la suite de deux précédentes participations, en 2005 et 2012. Après le succès international de son double album *Hurry Up, We Are Dreaming* (2011), l'Antibois désormais installé à Los Angeles présentait son nouvel opus, *Junk*, au milieu du feu d'artifice multicolore de ses vidéos. Très (trop) imprégnées de nostalgie «*eighties*» et californienne, ces nouvelles chansons doivent aussi une partie de leur onirisme au désert entourant Coachella. «*A une heure trente de chez moi, j'aime me balader du côté de Palm Springs et de Joshua Tree*, confie Anthony Gonzalez. *Ces paysages dénudés, et les ciels étoilés qu'on peut y trouver sont des sources d'inspiration.*»

Le succès (et la rentabilité) phénoménale du Festival Coachella tient aussi à la façon dont la programmation s'est adaptée aux nouvelles habitudes de consommation d'une jeunesse adepte du mode «*shuffle*», soit le constant brassage des styles et des répertoires.

Marquer les mémoires

Quantité de genres musicaux sont représentés à Indio. Avid de découvertes rock, hip-hop, metal et électro (à suivre de près, le Norvégien Lido, producteur et multi-instrumentiste visionnaire déstructurant le sentimentalisme R'n'B avec une audace confondante), l'affiche ne dédaigne pas les sucreries pop (cette année Ellie Goulding, Sia...).

Si le décor paradisiaque pousse à l'évasion et à l'insouciance, les rappeurs sont souvent là pour rappeler la noirceur de la réalité sociale et politique. Que cela passe par le flow magnifiquement névrotique d'un chanteur de Long Beach, Vince Staples, ou par le biais d'un message spécialement enregistré par le candidat

démocrate Bernie Sanders, pour introduire le concert d'un duo militant, Run the Jewels. Tête d'affiche de la soirée du samedi, Ice Cube, star du gangsta rap des années 1980 et 1990, a fait sensation en remettant très spectaculairement en scène ses tubes solos et les classiques de son groupe NWA, dont la foule attendait la reformation annoncée. Sans la présence, finalement, du coleader Dr Dre, mais avec d'autres membres originaux comme MC Ren et DJ Yella, et des invités tels Common ou Snoop Dogg, le rappeur devenu acteur a, entre autres, interprété un *Fuck the Police* d'anthologie, illustré par des images récentes de violences policières à caractère racial.

A l'instar de cette reformation éphémère de NWA, nombre des grands concerts du festival cherchent à marquer les mémoires. Parfois par le dépassement de soi ou par une reprise inattendue (la magnifique version de *Heroes*, de Bowie, lors du non moins superbe retour de LCD Soundsystem). Le plus souvent, grâce à un ou à des invités de marque.

Tout en gardant des munitions pour le prochain week-end, la première salve de Coachella a ainsi vu les apparitions «*surprises*» de Lorde et Sam Smith au concert de Disclosure, de Kanye West à celui d'ASAP Rocky, de Joe Walsh, guitariste des Eagles, au show de The Arcs, le nouveau groupe du Black Keys Dan Auerbach, de Taylor Swift et Rihanna pendant le set de Calvin Harris. La venue du guitariste d'AC/DC, Angus Young, pour une reprise de *Whole Lotta Rosie*, ne parvenant pas pour autant à sauver un très décevant concert de reformation des Guns N' Roses, plombé par un chanteur, Axl Rose, cloué dans un fauteuil à cause d'un pied cassé. ■

STÉPHANE DAVET

La variété 2.0 de Lilly Wood & The Prick

Le duo français, au succès non démenti, a enregistré à Bamako l’album qu’il défend sur scène

MUSIQUE

Lilly Wood est capricieuse, comme Veruca Salt, la peste de *Charlie et la chocolaterie*. En 2014, elle grimpe avec le Prick (« petit con ») dans un taxi à l’écoute de France Inter. Ils tombent sous le charme de la musique malienne à laquelle une émission est consacrée et dont ils ne connaissaient qu’Ama-dou et Mariam. La décision est prise, irrévocable : le troisième album de Lilly Wood & The Prick – interprété sur disque et sur scène par Nili Hadida et Benjamin Cotto – sera enregistré à Bamako. L’état de l’industrie du disque ne permet plus de satisfaire les apprentis divas, mais que refuserait-on à ces deux-là ? Leurs premiers albums, *Invincible Friends* (2010) et *The Fight* (2012), sont disques d’or (50 000 exemplaires), un carton à l’ère de la dématérialisation de la musique. Et le Mali, ce n’est pas Miami. « Ça ne leur a pas coûté si cher », plaide Nili Hadida.

Le résultat, *Shadows*, sorti en un jour tragique (le 13 novembre 2015), est actuellement défendu sur la route des festivals, où Lilly Wood & The Prick trône en tête d’affiche. Un duo « bankable », dix ans après sa rencontre dans un bar du 11^e arrondissement parisien. Ils voulaient faire de la musique sans savoir en jouer. Comme des bouteilles à la mer, ils ont lancé leurs « démos pourries » sur le site MySpace, déjà sur le déclin.

Eux-mêmes ne s’expliquent pas leur succès. « On est l’arnaque du siècle, une caméra cachée », rit Nili Hadida dans les locaux du label parisien Cinq7. Leur positionnement est incertain et fluctuant, entre les facilités du *mainstream* et les ambitions de l’*indie*. En 2008, ils furent estampillés « folk » parce que *Water Ran* avait atterri sur la com-

pilation *Folk & Proud*. Puis « pop », ce mot attrape-tout, fut lâché pour *The Fight* et sa veine Fleetwood Mac, annoncée dès *Where I Want to Be (California)*. Eux revendent plutôt « variété », une insulte hier encore.

Des airs pour spots publicitaires Une variété 2.0, alors. Nés au milieu des années 1980, ces enfants de la mondialisation et de l’hyperconnexion ne connaissent que l’anglais comme idiome musical. Elle, franco-israélienne qui a vécu en Californie, possède une voix dont on peut tomber amoureux. Lui est devenu « zicos » sur le tard, en étudiant les plans funky de Nile Rodgers et ceux des machines de Depeche Mode, après avoir travaillé dans la presse mode.

Un de leurs premiers fans a d’ailleurs été Jean-Charles de Castelbajac, qui a relayé *Down the Drain* quand ils étaient inconnus. Depuis, Guerlain (*This Is a Love Song*) et Cartier (*Into Trouble*) ont utilisé leurs airs pour des spots publicitaires. Puis Carrefour, avec la boucle de guitare de la pastorale *Prayer in C*, remixée par Robin Schulz. Et bientôt Evian, pour une reprise du *Kokomo* des Beach Boys. « C’est une marque pour les annonceurs », reconnaît-on chez Cinq7. Qui n’a pas d’état d’âme. « C’est un moyen de communica-

« **Shadows** », le troisième opus, se réfère moins à un espace qu’à une période, « géniale, décomplexée », les années 1980



tion comme un autre, s’agace Nili Hadida. On n’a pas fait de pub pour des Tampax et on a souvent dit non. »

Il fallait quitter sa zone de confort et, pour cela, l’Afrique a toujours été une destination idéale – Paul Simon et *Graceland*, Damon Albarn et *Mali Music*. Le binôme atterrit à Bamako sans la moindre chanson dans sa besace, mais avec trois ordinateurs. Pour constater que le studio Bogolan tourne encore avec des bandes magnétiques, puis que le Moffou (celui de Salif Keita) « fait 15 m² ».

Ils voulaient du changement, les voilà servis. « Il faisait 40° C et, comme on était en plein ramadan, les odeurs de bouffe entraient dans la climatisation », raconte Benjamin Cotto, constatant alors que « la chaleur change le son, qui se dilate ». « Les coupures d’électricité étaient fréquentes et cela s’entend dans les prises de guitare de Ben », complète sa complice. Evidemment, personne là-bas n’avait jamais entendu parler d’eux : « Les musiciens nous prenaient pour des marioles et ne comprenaient pas les structures de nos chansons, mais ils nous aimaient bien. Un vieux monsieur venait avec son violon, vexé qu’on ne l’ait pas enregistré. » Il y eut en revanche foison de percussionnistes « pour détériorer le son, alors que jusque-là on avait

toujours lissé nos défauts ». Et des choristes. Le refrain de *Mbe’Hera La* est chanté en bambara, une entorse au « tout en anglais ».

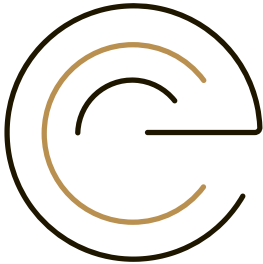
Les Rita Mitsouko, le modèle « On était seuls au monde », témoigne Nili Hadida, qui se mit à parler aux lézards. Sujets à une « tourista continue », ils apprennent que le remix de *Prayer in C* par un DJ allemand est « le » tube de l’été 2014 en France. Il sera numéro un dans une trentaine de pays, y compris le Royaume-Uni, où il déloge David Guetta. De l’expérience, ils sont sortis épuisés mais contents : « On

était inculte en musique africaine, on a découvert des groupes géniaux dans les maquis [restaurants], comme *Songhoy Blues*. » « Ben » en a profité pour faire « de fausses imitations de guitare malienne, une version chinoise ». Deux écueils devaient toutefois être évités : « La world music, et les blancs-becs qui font de la musique africaine. » De fait, *Shadows* se réfère moins à un espace qu’à une période, « géniale, décomplexée », les années 1980. Dès la pochette, signée Pierre et Gilles, puis avec la production, confiée à un fan de Grace Jones, le Kényan Dave

Okumu. Le modèle demeurant les Rita Mitsouko – Cotto empruntant la fine moustache de marlou de Fred Chichin – pour leur « côté punk dans la musique de variété ». Si variée que cet album est un cauchemar à retranscrire en concert, même à six : « On doit jouer de trois instruments au lieu d’un, et lancer des samples. Du coup, on ne boit plus avant de monter sur scène. » ■

BRUNO LESPRI

En concert le 21 avril au festival Mythos de Rennes, et le 14 mai à l’Imaginarium Festival de Margny-lès-Compiègne (Oise).



LE CLUB DE L'ÉCONOMIE Le Monde

Un rendez-vous mensuel de débats et d’échanges sur les grandes mutations économiques.

Retrouvez le compte rendu des interventions des invités de la séance du 19 avril

BRUNO LE MAIRE

Député de l'Eure, candidat à la primaire de la droite et du centre

& PHILIPPE WAHL

Président directeur général du Groupe La Poste

sur lemonde.fr/le-club-de-l-economie



Une Quinzaine et une Semaine entre vétérans et inconnus sur la Croisette

Grand écart démographique pour les sections parallèles cannoises

CINÉMA

Des septuagénaires (Paul Schrader, Marco Bellocchio) et de jeunes inconnus (Sacha Wolff ou Shahrbanoo Sadat) : les principes de sélection de la Quinzaine des réalisateurs, section parallèle, non compétitive, du Festival de Cannes, qui se tiendra du 11 au 22 mai, autorisent tous les écarts démographiques. En revanche, la Semaine de la critique, qui ne présente que des premiers ou seconds longs-métrages – départagés par un jury présidé par Valérie Donzelli –, fait fortement baisser la moyenne d’âge des cinéastes. A cette aune, Justine Triet, dont le film *Victoria*, avec Virginie Efira, fera l’ouverture de la section, hors compétition, fait presque figure de vétéran.

Annoncée en ligne par son délégué général, Charles Tesson, le 18 avril, la Semaine de la critique proposera un premier film français, *Grave*, de Julia Ducournau, et des longs-métrages venus du Cambodge (*Diamond Island*, de

Davy Chou), de Turquie (*Albüm*, de Mehmet Can Mertoglu), d’Israël (*One Week and a Day*, d’Asaph Polonsky), du Liban (*Tramontane*, de Vatche Boulghourjian), d’Espagne (*Mimosas*, d’Oliver Laxe) et de Singapour (*A Yellow Bird*, de K. Rajagopal).

Le lendemain, le 19 avril, Edouard Waintrop a présenté, au Forum des images, à Paris, la sélection de la Quinzaine. Dix-huit longs-métrages, dont *Fai bei sogni* (« Fais de beaux rêves ») pour Bellocchio, *Dog Eat Dog* pour Schrader, avec Willem Dafoe et Nicolas Cage. Il y aura des premiers films, dont *Wolf and Sheep*, de l’Afghan Shahrbanoo Sadat, et *Mercenaire*, de Sacha Wolff, dans le milieu du rugby en France, et aussi un film ultime, *L’Effet aquatique*, de Solveig Anspach, disparue en août 2015. « C’est son dernier film, mais ce n’est pas pour ça que nous l’avons choisi », a précisé Edouard Waintrop, qui a commencé sa conférence de presse par l’annonce de la mort de Ronit Elkabetz. La réalisatrice et actrice is-

raélienne avait présenté *Le Procès de Viviane Amsalem* à la Quinzaine, en 2014.

Parmi les réalisateurs reconnus, Joachim Lafosse, avec *L’Economie du couple*, qui réunit Bérénice Bejo et Cédric Kahn, et Laura Poitras, qui a achevé *Risk*, le documentaire sur Julian Assange, dont la réalisation avait été interrompue par un mail d’Edward Snowden. Le Chilien Pablo Larraín présentera *Neruda*, récit d’un épisode de la vie du Prix Nobel de littérature, incarné par Gael García Bernal.

Céline Sciamma, qui avait triomphé à la Quinzaine avec *Bande de filles*, revient en tant que scénariste du film d’animation de Claude Barras, *Ma vie de courgette*, et Rachid Djaidani, découvert avec *Rengaine*, proposera *Tour de France*, avec Gérard Depardieu. Parmi les auteurs des courts-métrages de la Quinzaine, on relève le nom du maître russe de l’animation Garri Bardine dont on découvrirait *Listening to Beethoven*. ■

THOMAS SOTINEL

Eva Jospin reboise la Cour carrée du Louvre

L'artiste propose une installation panoramique en carton recyclé travaillé selon une technique qu'elle a créée

ARTS

Il y a un peu plus de deux millénaires, il y avait probablement des arbres au bord d'un fleuve qui ne s'appelait pas encore la Seine, en un lieu qui ne s'appelait pas le Louvre. En ce lieu, en sa Cour carrée, le sol est de pavés, les murs de pierre. Mais il y a de nouveau une forêt, dressée par Eva Jospin. Au centre de la Cour, dans le bassin de la fontaine, un pavillon octogonal sur pilotis a été construit. Ses parois extérieures sont plaquées d'acier poli miroir et les façades s'y reflètent, occasion d'innombrables selfies pour les passants.

On y entre par un plan incliné courbe, comme le couloir obscur qui conduit jusqu'à l'entrée d'un espace circulaire. Là, en rond, se déploie, dans la pénombre, un panorama, au sens que le mot avait aux XVIII^e et XIX^e siècles : la représentation à 360 degrés d'un paysage ou d'un événement à l'intérieur duquel le spectateur doit avoir l'illusion d'être pris. On les montrait dans des salles conçues à cet effet ou dans des architectures temporaires édifiées souvent à l'occasion de fêtes ou de foires. C'était, autrement dit, une préfiguration du cinéma.

En ces temps anciens, le spectacle était peint. Eva Jospin a une autre technique, qu'elle a inventée et perfectionne depuis une décennie. Elle travaille le carton recyclé, brunâtre et dur, celui dont on fait des emballages. Elle le découpe, le pèle, l'émince, le creuse. Elle l'em-



Exposition
« Panorama », d'Eva Jospin, au Louvre, à Paris, le 12 avril.

FRANÇOIS MORI/AFP

ploie en masses épaisses comme en feuilles de quelques millimètres. Avec cet unique matériau, ses instruments à lame et de la colle, elle fait apparaître des sous-bois

impénétrables, des buissons entrelacés, des touffes d'herbe, des racines épaisses ou échevelées.

Haut niveau d'illusionnisme visuel

La superposition des éléments découpés et décalés est calculée de façon à suggérer des espaces profonds. A la maîtrise du motif forestier, elle joint désormais celle du motif minéral. Elle érode des blocs faits de dizaines de cartons collés, comme l'eau érode le calcaire, et la ressemblance est d'autant plus trompeuse que l'on croirait voir des couches de sédiments superposées, une par carton. La couleur ajoute encore à l'effet d'imitation géologique.

Si l'on n'y prend garde, il est aisé d'oublier que l'on est dans la Cour carrée du Louvre : on se croirait aisément dans quelque coin de Franche-Comté, de ceux que Courbet a souvent peints du côté d'Ornans (Doubs). D'autant plus aisément que l'on pénètre dans le panorama par une ouverture en forme d'ogive, qui semble elle-même découpée dans la roche : l'entrée d'une grotte ou celle de la source de la Loue, motif que Courbet a représenté plusieurs fois.

La comparaison, qui s'impose comme une évidence, inciterait à présenter Eva Jospin comme une artiste réaliste, un terme qui ne s'emploie plus guère dans l'art ac-

On se croirait aisément dans un coin de Franche-Comté, de ceux que Courbet a peints du côté d'Ornans

tuel. Elle ne pourrait cependant tout à fait le refuser, avec ce qu'il sous-entend de volonté d'imiter la nature, ne serait-ce que parce que choisir la forme d'un panorama n'est pas une décision anodine aujourd'hui et que la technique qu'elle a mise au point se révèle capable d'un haut niveau d'illusionnisme visuel.

Une autre interprétation, moins directe, est néanmoins possible. Courbet en est à nouveau le point de départ. Ses vues des sources de la Loue ont été souvent considérées comme des allégories du sexe féminin, ce qui est très vraisemblable pour l'auteur de *L'Origine du monde*. Jeff Koons est un des défenseurs les plus farouches de cette thèse. Or, il est aisé de glisser de là jusqu'à l'installation la plus fameuse de Marcel Duchamp, *Etant donné : 1° la chute d'eau, 2° le gaz d'éclairage*. Elle donne à voir, par un trou dans une lourde porte, un nu féminin renversé sur le dos, parmi des buissons, à proximité d'une petite cascade : encore l'origine du monde. Avec Eva Jospin, les buissons deviennent forêt et la cascade grossit en rivière souterraine coulant entre les pierres. Son *Panorama* est, en ce sens, une version agrandie et naturalisée d'*Etant donné* dans laquelle le spectateur est enfin autorisé à pénétrer. Et tout cela discrètement, au centre du Louvre. ■

PHILIPPE DAGEN

Panorama, Cour carrée du Louvre, Paris 1^{er}. Louvre.fr. Du mercredi au lundi, de 10 heures à 18 heures. Accès libre. Jusqu'au 28 août.

HORS-SÉRIE
Le Monde

Réussir son bac

PROGRAMME 2016

avec Le Monde

Reviser son bac
Le Monde
FRANÇAIS 1^{re}

Reviser son bac
Le Monde
PHILOSOPHIE

Reviser son bac
Le Monde
ANGLAIS

Reviser son bac
Le Monde
MATHÉMATIQUES

Reviser son bac
Le Monde
HISTOIRE

Reviser son bac
Le Monde
GÉOGRAPHIE

Reviser son bac
Le Monde
SCIENCES ÉCO.

Reviser son bac
Le Monde
SVT Sciences de la vie et de la Terre

HUIT MATIÈRES

Toutes les clés pour enrichir
votre copie et décrocher la mention

En vente chez votre marchand de journaux
et sur : www.lemonde.fr/boutique

En coédition avec
rue des écoles

En partenariat avec
MAIF
assureur militant

Sidiki Diabaté, musicien malien « validé » par Booba

Star dans son pays, le joueur de kora, la harpe mandingue, a la cote en France depuis que le rappeur a repris sa musique

MUSIQUE

Il est habillé tout de blanc, jean déchiré, bijoux bling-bling autour du cou comme les rappeurs. Sauf que le jeune chanteur malien, qui jouait le 10 avril au Trianon, à Paris, n'attrape pas son micro pour haranguer la foule, mais sa kora, la harpe mandingue.

Sidiki Diabaté, 26 ans, est le fils de Toumani, un des meilleurs joueurs de cet instrument au monde, qui a accompagné les plus grands, dont Ali Farka Touré. En 2014, père et fils ont parcouru ensemble l'Europe et l'Afrique pour leur album commun *Toumani & Sidiki* (World Circuit). A Bamako, sans avoir sorti d'album solo, Sidiki, accompagné de son acolyte rappeur Iba One, est une star qui remplit les stades, comme le Modibo-Keïta en octobre 2014 pour Génération RR –, « qui rappe et qui respecte », analyse le musicien avant son concert parisien.

Chez les Diabaté, pas de conflit, on est griot de père en fils depuis soixante-douze générations, et quand le petit dernier se met au rap et à l'électro sur son ordinateur, le patriarche l'encourage. « Au stade, s'amuse Sidiki Diabaté, c'est mon père qui gérait la sécu-

« J'ai grandi dans une maison où les jouets ne sont pas des jeux vidéo mais des instruments »

SIDIKI DIABATÉ

rité en coulisses, qui faisait monter les rappeurs sur scène... Pour nous, les Diabaté, que tu joues un répertoire traditionnel, du rock ou du metal, c'est toujours de la musique, ce sont les mêmes notes, doré-mi-fa-sol-la-si-do... » Ses chansons, entre rap, électro et rythmiques africaines, diffusées sur YouTube, ont gagné le cœur de la diaspora africaine.

« Nous respectons nos aînés »
Au Trianon, le public parisien a chanté en chœur ses textes en bambara. Les maisons de disques françaises sont en embuscade pour le signer depuis que l'icône du rap hexagonal, Booba, a repris le refrain chanté de son *Inianafi Deben* (« Je l'avais validée ») : « Un jour, alors que j'allais prier à la mosquée à Bamako, j'ai reçu un appel inconnu de France. Une

grosse voix m'a demandé si je connaissais Booba. J'ai cru qu'on me faisait une blague et je lui ai raccroché au nez. Deux mois plus tard, son clip, Validée, est sorti. Au lieu de me fâcher, je me suis senti fier. Il a donné de la valeur à mon travail. Son équipe m'a ensuite rappelé et a été très correcte. Je me suis senti respecté. »

Entre le rappeur bodybuildé et le frère musicien africain, il ne peut y avoir de plus grand écart : pas de fesses dénudées dans ses clips, pas de vulgarité, pas de glorification des armes. « Nous avons eu une éducation différente, philosophe Sidiki Diabaté, chez nous il y a beaucoup de règles, et nous respectons nos aînés. Moi par exemple, j'ai grandi dans une maison où les jouets ne sont pas des jeux vidéo mais des instruments : le petit balafon, le djembé, la kora. Ma mère avait tellement peur que je sorte le soir qu'elle improvisait des spectacles pour me faire jouer devant tout le monde à la maison. En plus de mon père, c'est elle qui m'a vraiment encouragé. » Si l'ensemble du rap français pouvait s'inspirer, à l'instar de Booba ou de MHD, de la jeunesse africaine, cela lui ferait certainement le plus grand bien. ■

STÉPHANIE BINET



Humberto et Fernando Campana.

FERNANDO LASZLO, AVEC L'AIMABLE
AUTORISATION D'ESTUDIO CAMPANA

LES CAMPANA, MÉTISSEURS DE MATIÈRES

Tongs devenues miroirs, paillasson habillant une commode... Les deux frères brésiliens, as du recyclage, ont longtemps détonné dans le monde du design. Ils exposent à Paris leurs dernières créations



Miroir Sushi (2012). FERNANDO LASZLO, AVEC L'AIMABLE
AUTORISATION DE CARPENTERS WORKSHOP GALLERY



DESIGN

Sofa et fauteuil Bolotas en peau de mouton d'Uruguay, façon gros nou-nours, buffet Detonado (cannages d'osier de chaises Thonet du XIX^e siècle, assemblés avec du cordage de raquette de tennis), ou miroir en chutes de caoutchouc ayant servi à fabriquer des tongs: les frères brésiliens Fernando et Humberto Campana, avec leur préoccupation du recyclage et leur fantaisie inventive, n'ont jamais été autant dans l'air du temps. L'exposition «Manufatura» – «manufacture» pour célébrer l'artisanat sud-américain – donne à voir, jusqu'au 22 mai, dans la galerie parisienne Carpenters Workshop, leurs dernières créations en édition limitée (moins d'une dizaine à chaque fois).

Presque une hérésie pour des designers travaillant avec des matériaux pauvres et des rebuts – vieux briquets, peignes cassés ou débris de jouets –, «tirés de la rue»? «Pas du tout, se défend Fernando Campana. Dans cette galerie, on nous accorde la liberté de concevoir les objets qui sont dans notre imaginaire. Cela permet qu'ils deviennent réalité. Et les profits que nous réalisons sont réinvestis auprès de différentes communautés brésiliennes, dont des jeunes des favelas afin qu'ils apprennent un métier.»

C'est précisément avec la chaise Favela (un invraisemblable fauteuil en morceaux de bois assemblés), qu'Humberto, l'avocat de formation né en 1953 au Brésil, et Fernando ont connu le succès en 1991, alors qu'ils s'étaient asso-

ciés huit ans auparavant pour créer une œuvre hors normes. En 1998, ils sont les premiers artistes brésiliens jamais exposés au MoMA de New York. En 2002, la Banquete Chair, faite d'un amoncellement d'animaux en peluche (produite par l'Estudio Campana), et le siège Sushi, composé de lamelles de tissu (édition Edra), confirment leur singularité: un design anticonformiste, baroque et écolo avant l'heure.

«Mon frère et moi, nous sommes complémentaires: moi, en tant qu'architecte, j'aime faire avancer les projets en faisant des dessins, confie Fernando Campana. Humberto est plus manuel. Il essaie, comme moi, de dire des choses dans un langage brésilien, en parlant la langue de ceux qui ne sont pas les plus riches, de ceux qui tirent le maximum du minimum.» Loin du trio folklorique samba,

Buffet Detonado, (2015).

FERNANDO LASZLO, AVEC L'AIMABLE
AUTORISATION DE CARPENTERS WORKSHOP GALLERY

Vase de la collection «Candy».

LASVIT DR



foot, carnaval, les Campana offrent du Brésil un nouveau visage, celui du métissage culturel, d'une ingéniosité populaire et d'une nature inspirante, voire «poumon de la planète».

Du buffet en enfilade, façon crocodile sur pattes (il est tendu d'une peau de pirarucu, poisson géant d'Amazonie), à ce nouveau guéridon en bronze, baptisé Ofidia ou «serpent», dont il imite l'ondulation sinueuse, en passant par le célèbre fauteuil Corallo ou «corail» (tressage de fil de métal rouge, édition Edra, 2004): les deux frères restituent un univers sauvage, presque primitif, à l'instar du terrain de jeu de leur enfance, dans une ferme à 250 kilomètres de Sao Paulo. C'est là, à l'orée de forêts peuplées de singes, de toucans et de boas, que leurs grands-parents avaient émigré d'Italie pour planter du café. «Le crocodile est un animal fétiche pour nous et pour les Brésiliens. Il y a un fleuve dans l'Etat de Sao Paulo qui porte son nom...», souligne Fernando, qui travaille avec son frère dans un atelier-laboratoire artisanal, situé dans la capitale grouillante de cet Etat.

«Designers libres penseurs»

Pionniers du recyclage et du développement durable, le duo s'est tourné vers des bois brésiliens typiques, le sucupira ou le freijo, plutôt que l'acajou et autres essences précieuses. Ils ont replanté 15 000 arbres sur l'ancienne exploitation paternelle. Et

«CE SERAIT UN HONNEUR SI, EN TANT QUE DESIGNERS, NOUS AVONS CONTRIBUÉ À FAIRE PASSER UN PEU DE CONSCIENCE ÉCOLOGIQUE AUX GÉNÉRATIONS SUIVANTES»

FERNANDO CAMPANA

surtout, ils transforment tels des alchimistes le raphia ou le bambou, qui pousse rapidement au Brésil, en matériaux luxueux, «pervertis» – disent-ils – par le bronze ou le marbre. «Ce serait un honneur si, en tant que designers, nous avons contribué à faire passer un peu de conscience écologique aux générations suivantes», concède humblement Fernando Campana. «Petit, mon frère Humberto rêvait de vivre dans une cabane, en haut d'un arbre géant de la forêt amazonienne!»

Avec leur regard décalé et généreux, les Campana ont su séduire de la galerie Friedman, à New York, au Vitra Design Museum, en Allemagne, de l'italien Alessi – qui édite notamment leurs corbeilles à fruits Blow up en fils d'acier façon mikado – au français Bernardaud. On est loin des années 1990 où «les designers des favelas», comme on les surnom-

mait, étaient perçus comme des extraterrestres. Leur «design povera» faisait «l'effet d'une déflagration dans le milieu du design porté sur les lignes aseptisées», peut-on lire dans *Humberto & Fernando Campana. Entretien avec Cédric Morisset* (Achibooks, 2010). Désormais, souligne M. Morisset, expert aujourd'hui directeur associé de la Carpenters Workshop Gallery, «avec un instinct de liberté rendu plus fort par les années de dictature brésilienne, les Campana se sont inscrits dans une lignée de designers libres penseurs comme Gaetano Pesce, Alessandro Mendini ou Ingo Maurer».

Au Musée d'Orsay, à Paris, où ils ont aménagé fin 2011 le Café de l'Horloge, niché au 5^e étage, le grand public peut découvrir leur univers coloré, foisonnant et jubilatoire. Leur style? «Un design à la Duchamp dans l'esprit ready-made», résumait la Brésilienne Ethel Leon, historienne du design.

«Il y a une forme d'humilité dans notre travail, explique Fernando Campana. On peut jouer avec du bronze, mais aussi des paillassons: ça ressemble au Brésil d'aujourd'hui. On peut passer d'une favela à un quartier immensément riche, sans avoir besoin de passeport!» ■

VÉRONIQUE LORELLE

Manufatura, Fernando & Humberto Campana, à la Carpenters Workshop Gallery, 54, rue de la Verrerie, Paris 4^e. Jusqu'au 22 mai.

Ronit Elkabetz

Actrice et réalisatrice israélienne



En 2009. FRANCOIS GUILLOT/AFP

Le regard intense, les traits taillés à la serpe, la crinière noire flamboyante. Ronit Elkabetz était le visage du nouveau cinéma israélien. Cette nouvelle vague profuse, diverse, stimulante, qui déferle sur le monde depuis le début des années 2000, a été marquée par ses rôles intenses de femmes se débattant sur la voie escarpée de l’émancipation quand la pression de la société patriarcale ne les poussait pas au bord de la folie. Le cancer contre lequel elle luttait depuis deux ans l’a emportée mardi 19 avril, à 51ans.

Née le 27 novembre1964 dans une famille d’origine marocaine, d’un père financier pour la poste et d’une mère coiffeuse, Ronit Elkabetz est arrivée dans le cinéma par hasard, alors qu’elle se destinait à une carrière de styliste. Venue passer un casting pour ce qu’elle croyait être une publicité, elle décroche le premier rôle du *Prédestiné*, de Daniel Wachsmann, en 1990. D’autres suivront vite, comme celui de cette jeune femme, efficiente mentale légère et douée de pouvoirs médiumniques, que lui offre Shmuel Hasfari dans le beau *Sh’Chur* (1995). Ce personnage, qui restera comme un des plus forts de sa carrière, contenait en germe toute sa personnalité d’actrice : *« Je n’ai jamais été attirée par les rôles de belle femme, confiait-elle au Monde en 2004. Je suis attirée par la difficulté, la saleté, ce qui gratte, ce qui saigne. »*

Saga familiale

Les questions soulevées par ce film, qui pointait de manière inédite les pesanteurs de la communauté marocaine d’Israël, résonnent fortement, en outre, dans la saga familiale qu’elle réalisera plus tard avec son frère, Shlomi: trois films inspirés de l’histoire de leur mère (*Prendre femme*, 2004, *Les Sept Jours*, 2008, et *Gett, le procès de Viviane Amsalem*, 2014) dans lesquels ils règlent leurs comptes avec les archaïsmes culturels de leur milieu d’origine.

En 1997, alors qu’elle vient de tourner pour Amos Gitai (*Milim*, 1996) et de signer trois nouveaux projets de film, Ronit Elkabetz vient en France où elle est inconnue, et repart de zéro. Après un stage d’un an dans la troupe d’Ariane Mnouchkine, épreuve aussi douloureuse que fondatrice, dira-t-elle, elle atterrit sur les planches du Festival «*off*» d’Avignon pour jouer, sous la direction d’Elen Melaver, le rôle d’une Martha Graham malade et alcoolique, âgée de 74ans.

Son retour en Israël coïncide avec ce moment où le cinéma na-

27 NOVEMBRE 1964 Naissance à Beer-Sheva (Israël) **1990** Joue dans « *Le Prédestiné*», de Daniel Wachsmann **1995** Joue dans « *Sh’Chur*», de Shmuel Hasfari **2009** Joue dans « *La Fille du RER*», d’André Téchiné **2014** Coréalise « *Gett, le procès de Viviane Amsalem*» **19 AVRIL 2016** Mort à Tel-Aviv

tional commence à franchir les frontières. Dans *Mariage tardif* (2001), de Dover Kosashvili, elle joue l’amante, mère divorcée d’origine marocaine, d’un jeune homme d’origine géorgienne que sa famille cherche à marier avec une vierge issue de leur communauté. Dans *Mon Trésor* (2004), de Keren Yedaya, elle est la mère prostituée d’une adolescente de 17ans. Ces films la conduiront à Cannes où elle ne cessera de revenir dès lors, notamment avec son frère Shlomi, comme réalisatrice de *Sept jours* (présentés à la Semaine de la critique, dont elle présidera le jury en 2015), puis de *Gett, le procès de Viviane Amsalem* (présenté à la Quinzaine des réalisateurs).

Ronit Elkabetz se disait heureuse d’avoir vécu ce moment où le cinéma israélien s’est affranchi de l’obligation de parler du conflit israélo-palestinien pour devenir *« plus physique », « moins cérébral », « plus féminin »*. Voir pour aller vers la comédie, comme elle l’a fait elle-même dans *La Visite de la fanfare* (2007), d’Eran Kolirin, dont le succès international a certainement favorisé son intégration dans le cinéma français – on l’a vue depuis chez André Téchiné (*La Fille du RER*, 2009), Pascal Elbé (*Tête de Turc*, 2010), Brigitte Sy (*Les Mains libres*, 2010) ou encore dans la série *Trepalium* (2016) d’Arte.

Coproductrice avec Sandrine Brauer du *Procès de Viviane Amsalem*, Marie Masmonteil évoque *« une femme géniale, profondément généreuse, dont les dehors un peu diva se dissipaient dès qu’elle commençait à parler. On pensait sincèrement qu’elle serait capable de vaincre la maladie, ou du moins de la repousser très loin. Elle était si forte... »* Ces derniers mois, raconte-t-elle, Ronit Elkabetz préparait un film sur la dernière année de la vie de Maria Callas, dont elle voulait jouer le personnage. *« Le film devait être une réflexion sur la vie, sur cette femme qui ne voulait pas mourir. La Callas avait perdu sa voix, l’envie de chanter, Onassis... Et elle se reconditionnait pour renaitre. Mais elle est morte avant, à 53ans. »* ■

ISABELLE REGNIER

<div>Le Monde</div> <div>Le Carnet</div>
<p>Vos grands événements</p>
<p>Naissances, baptêmes, fiançailles, mariages, anniversaires de naissance</p>
<p>Avis de décès, remerciements, messes, condoléances, hommages, anniversaires de décès, souvenirs</p>
<p>Colloques, conférences, séminaires, tables-rondes, portes-ouvertes, forums, journées d’études, congrès, nominations, assemblées générales</p>
<p>Soutenances de mémoire, thèses, HDR, distinctions, félicitations</p>
<p>Expositions, vernissages, signatures, lectures, communications diverses</p>
<p>Pour toute information :</p> <p>☎ 01 57 28 28 28</p> <p>✉ 01 57 28 21 36</p> <p>✉ carnet@mpublicite.fr</p>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès
<p>M^{me} Valentina Badiali, son épouse, Nadya Hristova, sa belle-fille, Jean-Paul et Bernard Barjot, ses frères</p> <p>Ainsi que tous ses amis,</p>

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre BADIALI, directeur de recherche au CNRS,

survenu le 15 avril 2016, dans sa soixante-quizième année.

<p>La cérémonie civile a eu lieu le mardi 19 avril, au cimetière de Montmartre, Paris 18^e.</p>
<p>vivanova62@free.fr</p> <p>35, avenue du Général-de-Gaulle, Résidence Clos d’Alençon, D6, 91140 Villebon-sur-Yvette.</p>

<p>M. Jacques Chirac, ancien président de la République française</p> <p>Et M^{me} Jacques Chirac,</p>
<p>M. et M^{me} Frédéric Salat-Baroux,</p>
<p>M. Martin Rey Chirac,</p>

ont la grande douleur de faire part du décès de

<p>Laurence CHIRAC,</p>
<p>survenu à Paris, le jeudi 14 avril 2016.</p>
<p>La cérémonie religieuse a eu lieu en la chapelle de Jésus Enfant, de la basilique de Sainte-Clotilde, Paris 7^e, dans l’intimité familiale.</p> <p>(<i>Le Monde</i> du 16 avril.)</p>

<p>Clélia, Aurélia et Valentine, ses filles,</p>
<p>Yvette Morali,</p>
<p>Andrea, Félice et Sven, ses petits-enfants,</p>
<p>Jeanne Cohen-Solal</p>

Et tous ceux qui l’ont accompagné et aimé au cours de sa vie lumineuse,

ont l’immense chagrin de faire part du décès de

<p>M. Claude MORALI,</p>
<p>qui jusqu’au bout n’aura cessé de pratiquer et de transmettre la philosophie.</p>
<p>La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 21 avril 2016, au cimetière de Pantin, 164, avenue Jean-Jaurès (Seine-Saint-Denis), à 16 h 45 précises.</p>

<p>Christine Lemarié-Deprez, son épouse, Sa famille, Ses amis, Ses proches,</p>

ont la profonde tristesse de faire part de la disparition de

<p>Dominique DEPREZ, directeur d’hôpital honoraire,</p>
<p>survenue à Paris, le 14 avril 2016, dans sa soixante-neuvième année, des suites d’une longue maladie.</p>
<p>Ses obsèques auront lieu le vendredi 22 avril, à 16 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 71, rue des Rondeaux, Paris 20^e.</p>

DISPARITIONS & CARNET | 21

<p>M^{me} Titia Houplain, son épouse, Ses enfants Et toute sa famille,</p>
--

ont l’immense chagrin de faire part du décès de

M. Bernard DUBOIS, chevalier de la Légion d’honneur, ancien délégué général de la Fondation Hôpitaux de Paris-Hôpitaux de France,

survenu le samedi 16 avril 2016, à l’âge de soixante-dix-huit ans.

Une cérémonie d’hommage civil aura lieu le jeudi 21 avril, à 10 heures, en la Maison funéraire de Montreuil, 32, avenue Jean-Moulin, où l’on se réunira.

Elle sera suivie de l’inhumation au cimetière Ancien de Romainville, rue Paul-de-Kock.

<p>Famille Dubois, 60, rue Saint-Germain, 93230 Romainville.</p>
<p>Valérie et Catherine Goin</p>

ont la tristesse d’annoncer la disparition de leur père

Bernard GOIN,

survenue le 14 avril 2016.

s’associent à leur peine.

La cérémonie des adieux se déroulera le 22 avril, à 13 heures, salle Mauméjean, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e, entrée Gambetta.

Elisabeth Guimbretière-Porcher, sa fille, Luc et Ümit Guimbretière, son fils et sa belle-fille, André-Frédéric et Emmanuelle Hoyaux, son beau-fils et sa belle-fille, Yaëlle, Maiwenn, Solveig, Guilhem, Hakan, Ali et Baran, ses petits-enfants, Pierre et Inès Guimbretière, son beau-frère et sa belle-sœur, Janie, Pierre et Sandrine Poissonnier, sa filleule, son mari et leur fille, Johann et Laure Mathieu, Erik et Lysiane Mathieu, ses neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

Suzanne GUIMBRETIERE, née **MATHIEU**, enseignante à l’IPFE université Paris 3 de 1958 à 1985, Juste parmi les nations (2001), chevalier de la Légion d’honneur,

survenu le 17 avril 2016, à Issy-les-Moulineaux, à l’âge de quatre-vingt-douze ans.

Son corps repose au funérarium des Batignolles.

L’inhumation aura lieu le jeudi 21 avril, à 15 heures, au cimetière des Batignolles, Paris 17^e (métro Porte de Clichy).

Son amour, sa générosité, son courage et sa grande modestie vont nous manquer.

<p>Cet avis tient lieu de faire-part.</p>
<p>M^{me} Antoine Journé, sa mère, M. Gaspard Journé, son fils, Hervé et Blandine Galloo, Nicolas et Martine Journé, Emmanuel et Marie Laure Journé, Le docteur Arielle Journé et Jean Louis Marsal, Venance Journé, Guilhem et Ariane Journé, Ses frères, ses sœurs, ses beaux-frères et ses belles-sœurs, Les familles Journé, Chatelin, Helena Staub,</p>

ont la grande tristesse de faire part du décès de

<p>Jean-Lin JOURNÉ,</p>
<p>ancien élève de l’Ecole normale supérieure, professeur agrégé et docteur en mathématiques,</p>

survenu le 7 avril 2016, à Paris, dans sa cinquante-neuvième année, à l’issue d’une brève maladie.

Jean-Lin avait enseigné à l’université de Princeton (USA). Ses travaux d’analyse, notamment sur les ondelettes et les bases de Wilson, le théorème de David-Journé, lui avaient valu le prix Salem en 1987, et récemment, ont été à la base de l’algorithme utilisé dans la mise en évidence des ondes gravitationnelles.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mardi 12 avril, en l’église Saint-François de Sales, Paris 17^e, suivie de l’inhumation dans le caveau familial, à Reims (Marne).

200, boulevard Malesherbes, 75017 Paris, 138, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

Jean-François Guthmann, président de l’Œuvre de Secours aux Enfants (OSE), Patricia Sitruk, directrice générale, Les membres du conseil d’administration,

ont la tristesse de faire part du décès de

<p>Albert KIRCH,</p>
<p>survenu à l’âge de quatre-vingt-dix-sept ans.</p>
<p>Résistant, célèbre ministre-officiant et doyen du Bnei Brith Europe, Albert Kirch avait été nommé rabbin par le grand rabbin de France, Haïm Korsia, en 2014.</p>

Simone Monestier, née Lacotte, son épouse, Jean Monestier, Le docteur Danièle Monestier Carlus et le docteur Francis Carlus, Michèle Monestier et Roland Matutini (†), Elisabeth Monestier et Jean Paul Cazal, ses enfants, Ses petits-enfants Et ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Louis MONESTIER, ancien maire de Prades,

survenu le 10 avril 2016, à l’âge de quatre-vingt-dix-sept ans.

Les obsèques ont été célébrées le jeudi 14 avril, en l’église Saint-Pierre de Prades (Pyrénées-Orientales).

Agrégé d’histoire et de géographie, Louis Monestier fut maire de Prades, pendant trois mandats, à partir de 1959.

Ecrivain, il publia son premier roman en 1949. Cinéphile averti, il créa le premier Ciné-club de Prades et fut à l’origine du festival de cinéma qui contribue, depuis bientôt soixante ans, à porter haut les couleurs de la ville. Mélomane, il assura la pérennisation du festival Pablo Casals, quand le maître se retira à Porto Rico. Enfin, il fut rédacteur en chef de la revue *La France*, pendant plus de dix ans.

<p>danielemonestier@wanadoo.fr monestier.jean@laposte.net</p>
<p>Michelle Roux, son épouse, Christine King, Sylvie et Frédéric Gohl, François Roux et Claire Girard, Jean-Michel et Valérie Roux-Formond, ses enfants et leurs conjoints, Ses petits-enfants Et arrière-petits-enfants,</p>

ont la tristesse de faire part du décès, le 16 avril 2016, de

Georges ROUX, général de division, grand officier de la Légion d’honneur.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 21 avril, à 10 heures, en l’église de Saint-Eloy-les-Mines (Puy-de-Dôme). Elle sera suivie de l’inhumation au cimetière de cette même commune.

La famille sera reconnaissante de don à l’association : Les Amis du Petit Câlin.

Marc Desvignes et Delphine Fortier, Sophie et Xavier Roquel, Eric et Anna Delalande, ses enfants et leurs conjoints,

Philippe, Claire, Emma, Alessandro et Louis, ses petits-enfants,

Martine Sobel, sa sœur, Jean-Louis Sicard et Dominique, son frère et sa belle-sœur,

Sa famille Et ses amis,

ont la grande tristesse de faire part du décès du

docteur Claudine SICARD,

survenu à Paris, le 13 avril 2016.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 21 avril, à 10 h 30, en l’église Saint-Thomas-d’Aquin, Paris 7^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

<p>7, rue Sédillot, 75007 Paris.</p>
<p>Société éditrice du «<i> Monde</i> » SA</p> <p>Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus</p> <p>Directeur du «<i> Monde</i> », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio</p> <p>Directeur de la rédaction Luc Bronner</p> <p>Directrice déléguée à l’organisation des rédactions Françoise Tovo</p> <p>Directeur de l’innovation éditoriale Nabil Wakim</p> <p>Directeurs adjoints de la rédaction Benoît Hopquin, Marie-Pierre Lannelongue, Virginie Malingre, Cécile Prieur</p> <p>Direction éditoriale Gérard Courtios, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann, Arnaud Leparmentier</p> <p>Rédaction en chef numérique Vincent Fagot, Philippe Lecœur, Michael Szadkowski</p> <p>Rédaction en chef quotidien Franck Johammès, Michel Guerrin, Christian Massol</p> <p>Directeur délégué au développement du groupe Gilles van Kote</p> <p>Directeur du développement numérique Julien Laroche-Joubert</p> <p>Rédacteur en chef diversification, partenariats Vincent Giret</p> <p>Chef d’édition Sabine Ledoux</p> <p>Directeur artistique Aris Papatheodorou</p> <p>Photographie Nicolas Jimenez</p> <p>Infographie Eric Béziat</p> <p>Médiateur Franck Nouchi</p> <p>Secrétaire générale du groupe Catherine Joly</p> <p>Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget</p> <p>Conseil de surveillance Pierre Bergé, président, Sébastien Carganico, vice-président</p>

Nicolle Tremppé, sa nièce, Karine, Valérie et Gaëlle Dorso, ses petites-nièces,

ont le regret de faire part du décès, en sa centième année, de

<p>M^{me} Rolande TREMPÉ, professeur émérite de l’université du Mirail, à Toulouse, ancienne résistante.</p>
<p>Un temps de recueillement est prévu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, salle de la Coupole, le mercredi 27 avril, à 15 h 15, (entrée par l’avenue du Père-Lachaise, Paris 20^e).</p> <p>(<i>Le Monde</i> du 20 avril.)</p>

Monique Ledoux, sa compagne, Aline et Françoise Vacca, ses filles,

font part du décès de

M. Armand VACCA, chevalier de la Légion d’honneur, croix de guerre 1939-1945, 1^{re} Division des français libres,

<p>survenu le 13 avril 2016.</p>
<p>Yves Aubin de La Messuzière, président de la Mission laïque française, Les membres du bureau, Les membres du conseil d’administration et de l’association, Jean-Christophe Deberre, directeur général Et ses collaborateurs,</p>

ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre VANDEVOORDE, vice-président de la Mission laïque française de 2001 à 2010,

survenu à Saint-Clément-de-Régnat, le 13 avril 2016.

Ils s’associent à la douleur de sa famille et de ses proches et leur présentent leurs plus sincères condoléances.

<p>Alain et Elisabeth Wils et leur fils Flavien, Bernard et Nika Wils, Olivier Wils et ses enfants Et toute la famille,</p>

ont la tristesse de faire part du décès de

Yvan François WILS,

survenu le 17 avril 2016, à l’âge de quatre-vingt-seize ans, à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 22 avril, à 15 heures, en l’église Saint-Pierre-du-Gros-Caillou, 92, rue Saint-Dominique, Paris 7^e, suivie de l’inhumation au cimetière du Montparnasse, Paris 14^e.

La Turquerie, 84240 La Tour-d’Aigues. 93, boulevard Arago, 75014 Paris. 12, rue des Minimes, 75003 Paris.

Le professeur Francis Brunelle, président Et les membres du conseil d’administration du Cercle santé société,

ont la tristesse de faire part du décès de

Thierry ZYLBERBERG, directeur de Orange Health Care, membre actif du Cercle santé société depuis son origine en 2005.

Ils s’associent à la douleur de sa famille et lui adressent leurs sincères condoléances.

Thierry Zylberberg aura marqué les travaux du Cercle de sa grande compétence et de sa bienveillante présence.

Anniversaire de décès
<p>Il y a dix ans, le 19 avril 2006,</p>
<p>François ZOURABICHVILI</p>
<p>nous quittait.</p>
<p>Que tous ceux qui l’ont connu et aimé aient une pensée pour lui.</p>

Chantal Mouffe : « Pour un populisme de gauche »

Ce n’est qu’en renouant avec le conflit, les passions et les clivages politiques que la gauche pourra faire triompher ses valeurs, explique la philosophe belge

Entretien

Pour la philosophe belge Chantal Mouffe, professeure à l’université de Westminster et auteure de *L’Illusion du consensus* (Albin Michel, 200 pages, 17,50 euros), c’est le refus du conflit en politique qui explique le recul de la gauche. Ainsi, le Parti socialiste, comme plusieurs formations sociales-démocrates en Europe, en est venu à proposer des politiques de droite et y a perdu son identité. Proche du parti de gauche radicale espagnol Podemos, Chantal Mouffe souhaite un retour à des identités politiques fortes afin de revitaliser le débat démocratique.

Quel regard portez-vous sur la gauche française ?

Elle est dans un état catastrophique. Peut-on encore dire du Parti socialiste qu’il est de gauche, alors que Hollande prône le social-libéralisme ? La situation du PS n’a malgré tout rien d’exceptionnel, il suffit d’examiner l’évolution de la vie politique en Europe pour s’en rendre compte. Partout, on a vu se développer la postpolitique, ce qui ne signifie pas que l’on a dépassé le politique, mais plutôt que l’on est incapable de penser politiquement. Il n’y a plus de conflit entre des projets de société divergents. La démocratie requiert pourtant que de véritables alternatives soient offertes aux citoyens lorsqu’ils vont voter, qu’ils n’aient pas à trancher entre Pepsi-Cola et Coca-Cola. Différentes orientations politiques doivent s’opposer et proposer des programmes différents. Tous les partis sociaux-démocrates ont accepté qu’il n’y avait pas d’alternative à la mondialisation néolibérale, que lorsqu’ils accédaient au pouvoir la seule chose qu’ils pouvaient faire, c’était d’administrer de façon un peu plus humaine cette mondialisation.

L’antagonisme droite-gauche servait traditionnellement à distinguer les deux camps. Mais cette frontière s’est ef-

« LE POPULISME EST UNE FORME DE CONSTRUCTION DE LA POLITIQUE. C’EST LA FAÇON D’ÉTABLIR LA FRONTIÈRE ENTRE LE PEUPLE ET L’ESTABLISHMENT »



SYLVIE SERPRIX

facée. Différents théoriciens, notamment le sociologue britannique Anthony Giddens et le sociologue allemand Ulrich Beck, ont présenté cette évolution comme un progrès. Il n’y a plus d’adversaire en politique, et cette deuxième modernité nous porte à chercher le consensus au centre. Tony Blair et sa troisième voie ont incarné ce changement ; cet exemple a été suivi par Gerhard Schröder en Allemagne et s’est répandu à travers l’Europe. On l’a vu avec José Luis Rodríguez Zapatero en Espagne, avec le Pasok en Grèce, mais aussi dans les pays scandinaves. Cette absence d’une véritable gauche crée les conditions pour l’émergence du populisme de droite, un autre phénomène désormais présent à travers tout le continent.

Au-delà de ce contexte européen, que pouvez-vous nous dire de plus précis sur le PS ?

La social-démocratie me semble ici en pleine « pasokisation », c’est-à-dire qu’elle est en train de disparaître. Au cours des dernières années, le PS a encaissé défaite sur défaite, alors même qu’il s’était reconstruit grâce à une forte assise locale et municipale. Son affaiblissement est bien plus grave que celui du PSOE espagnol, qui a réussi à conserver certains de ses bastions, notamment en Andalousie. Enfin, le Parti socialiste me semble extrêmement morcelé ; il ne s’est pas remis de l’émergence des « frondeurs ». Je ne vois pas comment ce parti pourrait être revivifié.

Que faire, alors, pour relancer la gauche et enrayer la progression

de Marine Le Pen ?

Il faut développer un populisme de gauche. Car la force de Marine Le Pen, c’est d’avoir conscience du rôle des passions, de la nécessité de créer des identifications collectives. La gauche sociale-démocrate s’en remet à un rationalisme qui est pourtant inefficace. Il ne suffit pas de présenter des arguments rationnels aux gens afin de les convaincre. Lorsqu’on lutte contre une passion, la seule façon de triompher, c’est de développer une passion plus forte.

Marine Le Pen cherche à établir des frontières, un « nous » contre « eux », et elle a raison de le faire. Elle le fait cependant de manière profondément problématique, parce que son approche ne contribue pas à étendre la démocratie, mais au contraire à la limiter. Pour Marine Le Pen, cet « eux », ce sont les immigrés ou leurs descendants, ce qui ne peut pas être une politique de gauche. On peut plutôt choisir de désigner par cet « eux » les multinationales. Un « nous » de gauche doit être capable d’agréger plusieurs luttes différentes, mais des luttes démocratiques, face à différentes formes d’oppression et au nom de valeurs de gauche, comme la justice sociale, l’inclusion, l’égalité. Il faut aussi veiller à développer un projet alternatif au néolibéralisme. Voilà ce que serait un populisme de gauche.

Enfin, il faut créer un mouvement-parti capable d’établir une synergie entre un parti voué à faire campagne et à gagner des élections et un mouvement social. Il faut s’assurer d’entretenir un rapport fort avec le peuple, entendu de manière très large, en ne se limitant pas

aux classes populaires, mais en cherchant à toucher toutes les couches de la société.

L’électorat populaire ne représente-t-il pas l’électorat naturel de la gauche ?

La situation économique a changé. Il n’y a plus une classe ouvrière organisée, avec des syndicats puissants. On peut penser à la gauche qui a représenté les intérêts de cette classe ouvrière. Mais aujourd’hui les transformations du capitalisme financiarisé menacent également les classes moyennes ; la paupérisation est générale. Les ouvriers ne sont plus les seuls à être soumis à la logique capitaliste. La base sociale pour créer un mouvement s’est élargie, l’époque est donc riche d’opportunités pour la gauche.

C’est pourquoi un mouvement comme Podemos [*en Espagne*] ne cherche pas à s’adresser uniquement à l’électorat traditionnellement décrit comme étant de gauche, mais aussi à l’électorat de droite, du Parti populaire, parce que s’y trouvent également des gens qui souffrent des conséquences des politiques libérales. La frontière droite-gauche traditionnelle ne doit pas être rétablie ; il faut en créer une autre, de manière populiste. C’est une approche que mon mari, le philosophe argentin Ernesto Laclau [*1935-2014*], a développée dans un livre, *La Raison populiste* [Seuil, 2008]. Il explique que le populisme n’est pas une idéologie, c’est une forme de construction de la politique, c’est la façon d’établir la frontière entre ceux d’en bas et ceux d’en haut, le peuple et l’estab-

« UN “NOUS” DE GAUCHE DOIT ÊTRE CAPABLE D’AGRÉGER PLUSIEURS LUTTES DIFFÉRENTES, MAIS DES LUTTES DÉMOCRATIQUES »

lishment. Cette distinction, d’abord mise en œuvre en Amérique latine, peut maintenant être employée en Europe, car nos sociétés sont en train de s’oligar-chiser. Il y a un fossé entre les classes moyennes et les super-riches.

Que vous inspire le mouvement Nuit debout ? Peut-il participer à la reconstruction de la gauche ?

La France n’est pas la première à voir se former ce type de mobilisation. Nuit debout arrive tardivement par rapport aux « indignés » espagnols, par exemple. Ce décalage provient sans doute du fait que les Français avaient encore, il n’y a pas si longtemps, l’espoir que la politique traditionnelle pourrait changer les choses. La droite était au pouvoir, et on se disait que l’alternance allait amener du changement. Evidemment, cela n’a pas été le cas. Très vite, tous les espoirs investis en François Hollande ont été déçus. Il n’a pas fallu attendre un an pour qu’il capitule devant Angela Merkel. Alors qu’on arrive à la fin de son mandat, le ras-le-bol est complet.

Mais si Nuit debout refuse de s’engager dans la lutte électorale dans l’espoir de transformer les institutions, son apport au renouvellement de la gauche risque d’être limité. En Espagne, la mobilisation des « indignés » a duré près de deux ans ; mais parce qu’ils ne voulaient pas participer à la vie politique, lorsqu’il y a eu les élections, le Parti populaire a obtenu la majorité absolue. Après tant d’effervescence, le coup a été dur. Les créateurs de Podemos se sont dit qu’il fallait agir, et ils ont décidé de créer un parti afin de se lancer dans la bataille électorale, mais tout en cherchant à garder le contact avec les citoyens. On peut donc espérer que Nuit debout participe, comme les « indignés » en Espagne, à la création d’un terrain favorable à l’essor d’un nouveau parti. Du point de vue de la gauche française, Jean-Luc Mélenchon me semble le seul à avoir compris tout cela et le seul à offrir une véritable alternative. Sa volonté de fédérer les « insoumis » pourrait séduire Nuit debout.

L’avenir n’est pas écrit, mais je remarque que Nuit debout exprime un profond désir de démocratie. Dans cette France où le souvenir des attentats est toujours vif, où les réflexes sécuritaires sont toujours forts, ces rassemblements sont une saine réaction contre une tendance à s’enfermer et au repli. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC-OLIVIER BHERER

Le partage doit devenir le ciment idéologique du camp du progrès

La première gauche magnifiait l’Etat ; la deuxième, le dialogue social ; la troisième, le marché. Le moment est venu d’inventer celle du partage des savoirs et du pouvoir

Par MEHDI OURAOUI et PIERRE SINGARAVÉLOU

La gauche doit retrouver une pensée globale. Ses valeurs n’ont jamais été si nécessaires, pourtant ses mots n’ont jamais paru si usés, ses idées si vieilles, ses solutions si périmées. L’essoufflement de la social-démocratie n’a donné lieu à aucun grand bouleversement théorique. Des années de paresse idéologique, aggravée par l’exercice du pouvoir, menacent de se muer en mort cérébrale. La gauche française n’a plus de vision du monde. Tragique paradoxe : à mesure que le monde s’étend et s’ouvre, notre pen-

sée semble se rétrécir et se replier. D’aucuns affirment que la solution réside dans la recherche de « l’hégémonie culturelle », comme l’appelle Gramsci. C’est vrai, la réactivation de la bataille idéologique est centrale. Mais la question brûlante semble bien davantage : avec quelle idéologie ?

La première gauche proclamait : « L’Etat peut tout », avec ses nationalisations, son économie administrée et ses frontières fermées. La deuxième gauche réformait : « Le contrat règle tout », avec une large ouverture à la société, à l’auto-gestion, à la décentralisation et au dialogue social, mais avec une puissance publique délégitimée. Et « le marché est plus fort que tout », se résignait la troi-

sième voie sociale libérale de Blair et de Schröder, à peine amendée par la troisième gauche française. La quatrième propose un mot d’ordre radicalement nouveau : « Et si on partageait tout ? »

Evidemment cette quatrième gauche trouve ses références à l’échelle de la planète, c’est ainsi qu’Amartya Sen décrit le mieux son point de départ et son biotope : « Nous vivons désormais dans un monde indivis. » Il ne s’agit pas de nier la résistance voire la résurgence de l’Etat-nation et des frontières dans la mondialisation. Ni d’abandonner le rapport capital-travail. Il faut aussi veiller à la relation entre l’individu et le collectif. Mais il faut intégrer ces dimensions à une nouvelle idéologie globale.

LA CONSCIENCE TRANSNATIONALE

Les forces de la nouvelle gauche résident dans quatre aspirations majeures qui produisent déjà des effets massifs. Le partage de l’information, de Wikipédia à la presse en ligne, est le levier de savoir,

donc de liberté le plus évident. D’ailleurs WikiLeaks, l’explosion des mobilisations et pétitions en ligne illustrent un autre pilier idéologique : le partage du pouvoir démocratique. La quatrième gauche doit se nourrir de la conscience transnationale qui émerge et forge son corpus intellectuel. Dans une même heure, on peut désormais partager une analyse économique de Paul Krugman, un manifeste créatif d’Ai Weiwei ou Banksy, un film de Jafar Panahi et un texte des étudiants de la place Taksim.

La gauche du tout-partage, c’est le *partes agere* de Cicéron : les citoyens veulent prendre part aux décisions, être actifs, mais aussi recevoir leur part dans la répartition des ressources mondiales. Nous avons la chance et le devoir historiques de penser enfin l’égalité à l’échelle universelle. La quatrième gauche doit viser la gestion démocratique des grands biens communs : l’eau, le vivant, la connaissance, le climat... L’économie collaborative est aussi une ré-

ponse aux rapports de domination et à la raréfaction des ressources.

La quatrième gauche doit aussi porter le partage identitaire contre le repli identitaire. Ni l’identité figée, hermétique, exclusive, voire agressive. Ni le séparatisme culturel qui, sous couvert de relativisme, crée de nouveaux murs et des assignations à communauté ou origine. Une identité partagée, qui agrège et dépasse dans un commun pacifique les identités particulières. Les années que nous vivons sont lourdes d’incertitudes et d’épreuves. La plus importante est sans doute la plus exaltante : le temps est venu de penser, ensemble, la quatrième gauche. ■

Mehdi Ouraoui est enseignant à Sciences Po Paris
Pierre Singaravelou est professeur d’histoire contemporaine à l’université Paris-I-Panthéon-Sorbonne

Le Groupe de Visegrad ou l’émancipation de l’Europe centrale

Analyse

BLAISE GAUQUELIN ET JAKUB IWANIUK
VIENNE, VARSOVIE - correspondants

La gestion de l’afflux des réfugiés a braqué les projecteurs sur ce qui peut apparaître comme une force politique nouvelle en Europe. Son nom, auparavant connu des seuls spécialistes, surgit de plus en plus souvent dans les médias du continent : c’est le groupe de Visegrad (V4). Constitué de la Pologne, de la Hongrie, de la République tchèque et de la Slovaquie, ce club des quatre est désormais capable de faire entendre ses spécificités, de tenir tête à la Commission européenne et d’imposer ses vues.

Portée par une conjoncture politique particulièrement favorable, l’Europe centrale se met au diapason. Elle influe sur les négociations du Conseil, en formant un bloc en apparence compact, avec pour dénominateur commun une opposition farouche au courant de pensée dominant à Bruxelles. A l’heure où l’Union européenne est confrontée à une crise multidimensionnelle sans précédent, qui menace ses fondements mêmes, ce qui est perçu comme l’émergence d’un « bloc eurosceptique » à l’est suscite de vives inquiétudes. Il est donc important de mieux comprendre les ressorts de cette coalition singulière.

Le groupe de Visegrad n’est pas une construction politique récente. Les Hongrois revendiquent des contacts légitimant une amitié naturelle et très ancienne. « *En 1335, le roi de Hongrie avait invité les souverains de Pologne et de Bohême à former une alliance contre Vienne, ville qui faisait obstacle au commerce avec l’Ouest* », rappelle l’historien György Granasztói, ancien ambassadeur de Hongrie à Bruxelles. Le V4, version contemporaine de cette « famille » d’Europe centrale, a été créé il y a vingt-cinq ans, sur les décombres de l’empire soviétique. Il a été conçu comme une plate-forme de coopération visant à accélérer le processus d’intégration de ses membres à l’Union européenne et à l’OTAN. En sommeil depuis 2004, le groupe a été relancé par le nationaliste Viktor Orban, après son retour au pouvoir en 2010.

Désormais, la réanimation du groupe est aussi une priorité de la politique étrangère des conservateurs polonais, revenus au pouvoir en octobre 2015. Le gouvernement libéral sortant avait fait de ses bonnes relations avec Berlin, Paris et Bruxelles l’alpha et l’oméga de sa politique étrangère. L’approche du parti Droit et justice (PiS) et de son maître à penser, Jarosław Kaczyński, est différente : rassemblant près de 65 millions d’habitants et élargi, à l’occasion, à la Bulgarie et à la Roumanie, le V4 a vocation, pour ses animateurs, à devenir un « *contrepoids à la puissance allemande* », selon le politologue hongrois Zoltan Kiszelly.

Quelles sont les forces et les faiblesses de cette union ? Que ce soit sur le rejet des quotas migratoires ou sur la nature des concessions devant être faites aux Britanniques en vue de leur référendum, les convergences d’intérêts des dirigeants d’Europe centrale sautent aux yeux. Viktor Orban a également promis à Jarosław Kaczynski d’opposer son veto à d’éventuelles sanctions bruxelloises, après les attaques du PiS contre le Tribunal constitutionnel et les médias publics, contraires aux valeurs fondamentales de l’UE. Preuve, s’il en fallait, que c’est Budapest, et non Varsovie, qui distribue encore les cartes dans la région.

DIVERGENCE DES INTÉRÊTS GÉOPOLITIQUES
Ces intérêts communs, de circonstance ou d’ordre tactique, ne doivent pas faire oublier certains désaccords fondamentaux, qui font du groupe V4 une association aux fondations fragiles, empêchant toute vision stratégique de long terme. Les voix au sein du groupe V4 sont dissonantes concernant l’attitude à adopter face à Moscou ou sur la question de la présence accrue des infrastructures de l’OTAN en Europe centrale, priorité absolue de la politique étrangère polonaise. Alors que la Pologne rêve d’un cordon sanitaire contre la Russie allant de la Baltique à la mer Noire, Budapest et Bratislava militent pour la levée des sanctions contre Moscou et tentent de ménager Vladimir Poutine. C’est là le paradoxe des pays du V4 : malgré leur proximité géographique,

leurs intérêts géopolitiques divergent. Au ministère des affaires étrangères polonais, on veut croire que « *ce qui unit le groupe est bien plus important que ce qui le divise* ».

Depuis l’Ouest, ces velléités donnent l’image d’élites politiques biberonnées aux ONG occidentales qui oublient les millions d’euros versés par Bruxelles pour leur mise à niveau, ainsi que le parapluie protecteur de l’OTAN dont bénéficient ces pays. Mais, dans les anciens pays communistes, cette rancœur indiffère. Aux reproches, on répond qu’après avoir subi les diktats de Moscou pendant des décennies, on ne cherche qu’à être traité d’égal à égal et à voir reconnaître sa souveraineté. On invoque aussi que le V4 constitue le principal réservoir de croissance économique de l’UE. L’impression tenace que les riches pays de l’Ouest ne cherchaient pas à les comprendre insufflé un vent mauvais dans les ministères de la zone.

Doit-on analyser le renforcement du groupe de Visegrad comme un juste rééquilibrage des forces sur le continent ? Dans une certaine mesure, oui. Mais, dans l’immédiat, leur cohésion de circonstance les isole plus qu’elle ne les renforce et accentue un malentendu de plus en plus problématique entre la « *vieille* » et la « *nouvelle* » Europe. Reste, enfin, que l’unité du V4 dépend des aléas de l’alternance politique dans ses capitales respectives. ■

blaise.gauquelin@gmail.com
iwaniuk.jakub@gmail.com

Aux Etats-Unis, le vote latino détient la clé du scrutin présidentiel

Lors de l’élection de 2016, il y aura 4,4 millions de nouveaux électeurs hispaniques, plutôt favorables au Parti démocrate. Le vote hispanique, qui pèse autant que le vote afro-américain, représentera 12 % du total des électeurs potentiels, contre 9 % en 2008

Par DENIS LACORNE

Donald Trump est l’héritier d’une vieille tradition protectionniste et xénophobe, propre au Parti républicain et théorisée par le politologue d’Harvard Samuel Huntington, l’auteur d’un livre à succès sur le « choc des civilisations » et d’un autre ouvrage consacré à l’identité américaine (*Qui sommes-nous ?* Odile Jacob, 2004). Dans ce dernier livre, Huntington cherchait à démontrer que les Latinos étaient inassimilables à cause de leur culture, de leur langue et de leurs mœurs : ils menaçaient l’existence même d’un fantasmagorique « credo américain », dérivé de la tradition anglo-puritaine.

Dans la même lignée, mais de façon plus brutale encore, Trump n’hésite pas à dénoncer la « *dévi*ance » des immigrés mexicains, en les soupçonnant ouvertement d’être des « *voleurs* » et des « *marchands de drogue* ». Il propose donc l’expulsion de quelque 12 millions de sans-papiers, hispaniques pour la plupart, qui résident aux Etats-Unis depuis parfois des décennies. Et, pour sceller l’affaire, il revendique la construction d’un mur infranchissable entre les Etats-Unis et le Mexique, qui serait de surcroît entièrement financé par les victimes – les Mexicains eux-mêmes. La démesure de ces engagements est évidente : les murs sont faits pour être traversés et une frontière réellement infranchissable serait trop coûteuse en matériel et en hommes pour être réalisée. Pour protéger un tel mur, d’après certaines estimations, il ne faudrait pas moins de 400 000 gardes-frontières !

CONTRE-MOBILISATION GAGNANTE
Quant à la déportation effective de 12 millions de sans-papiers, elle est, elle aussi, pratiquement irréalisable : il faudrait développer un gigantesque appareil policier et judiciaire, des camps d’internement pour les récalcitrants ou les personnes en attente de déportation, qui transformeraient les Etats-Unis en un Etat totalitaire. La violence et la démesure du discours xénophobe de Trump garantissent de façon quasi certaine la victoire électorale d’Hillary Clinton à l’élection de novembre, en supposant que l’un comme l’autre sont les candidats choisis par les conventions des partis républicain et démocrate.

Trump a oublié cette vérité élémentaire : aux Etats-Unis, la démographie, c’est la destinée. Or les tendances lourdes sont éminemment favorables au Parti démocrate, surtout si son adversaire, le

Grand Old Party, continue à surfer la vague de la latinophobie, du racisme anti-Noirs et d’une misogynie amplement illustrés dans les médias américains. La chance d’Hillary Clinton, d’après les estimations du Pew Research Center, est qu’elle disposera, en 2016, de millions de nouveaux électeurs hispaniques : 4,4 millions pour être exact. Parmi ceux-ci, 3,2 millions (soit 72 %) sont des citoyens nés aux Etats-Unis et qui ont atteint l’âge de 18 ans entre 2012 et 2016, auxquels il faut ajouter les quelque 1,2 million de nouveaux électeurs, récemment naturalisés. En bref, le vote hispanique, en 2016, pèsera autant que le vote afro-américain et il représentera 12 % du total des électeurs potentiels (contre 9 % en 2008).

On assistera donc, cet automne, à une double mobilisation électorale, sans précédent dans l’histoire des Etats-Unis. D’un côté, la mobilisation des « petits Blancs » et des ouvriers chômeurs ou appauvris par la crise économique de 2008, qui constituent l’essentiel de la clientèle électorale de Trump et sont séduits par son discours musclé et xénophobe. De l’autre, la contre-mobilisation des femmes, des jeunes les mieux éduqués et des ethniques, c’est-à-dire, principalement, des Noirs et des Hispaniques.

Cette contre-mobilisation sera très probablement gagnante, puisque l’élection se jouera cet automne, comme d’habitude, dans une dizaine d’Etats décisifs, les *Battleground States*, dont la Floride, le Colorado, le Nevada, le Nouveau-Mexique, où le vote hispanique sera essentiel, et quelques Etats du Sud comme la Géorgie, la Virginie, la Caroline du Nord, où le vote afro-américain sera crucial. Le seul danger pour Hillary Clinton est la faible participation électorale des jeunes électeurs latinos — les 18-29 ans. Leur taux d’abstention est élevé : en 2012, 38 % d’entre eux seulement se déplaçaient pour voter (contre 62 % en moyenne pour l’ensemble des électeurs). Il y aura donc un double enjeu pour Hillary Clinton : convaincre les jeunes Latinos de voter pour elle et accélérer la campagne de naturalisation des adultes en âge de voter. Mais elle a de la chance, « *son meilleur agent recruteur* », d’après l’un des leaders du Democratic National Committee, est Donald Trump !

Par ailleurs, l’un des aspects les plus sordides de la campagne des primaires est le concours d’architecture proposé par une fondation américaine, la Third Mind Foundation, pour sélectionner et récompenser le meilleur projet de « mur » destiné à séparer les Etats-Unis du Mexique, comme si l’esthétique pouvait l’emporter sur le répressif dans l’Amérique rêvée par Trump et ses affidés. ■



Denis Lacorne est directeur de recherche au CERI-Sciences Po.
A paraître en octobre 2016 : « *Les Frontières de la tolérance, de John Locke à Charlie Hebdo* », chez Gallimard.
Il est aussi l’auteur de « *De la Religion en Amérique* », Gallimard, coll. Folio Essais, 2012

Renouer avec la ferveur républicaine



L'UTOPIE CITOYENNE, UNE HISTOIRE RÉPUBLICAINE DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT, de Jean-Michel Djian, La Découverte, 192 p., 30 euros

Le livre

Quel souffle ! C’est ce qui frappe dès le début de l’« histoire républicaine » que nous conte le journaliste Jean-Michel Djian dans un livre consacré à la Ligue de l’enseignement, ce vaisseau amiral de l’éducation populaire qui fête ses 150 ans. Le contraste est cruel avec les impuissances d’aujourd’hui en matière éducative. La photographie par Nadar de l’énergique fondateur, Jean Macé, semble dire au lecteur : qu’attendez-vous pour reprendre le flambeau ? Lui fut dans les premiers à s’élancer dans le combat pour l’école publique, faisant franchir à la société de son temps un seuil qualitatif qui modèle encore le nôtre.

Exilé en Alsace après le coup d’Etat du 2 décembre 1851, cet enseignant franc-maçon et républicain perce dans la vie publique avec le succès de *L’Histoire d’une bouchée de pain*, un ouvrage de vulgarisation scientifique. Convaincu que « *l’instruction doit se présenter sous une forme qui provoque l’intérêt, sans cela il rebute* », il fonde ensuite *Le Magasin d’éducation et de récréation*, revue à laquelle collabore son ami Jules Verne. En 1866, s’inspirant d’une expérience belge, il crée la Ligue de l’enseignement, dont Verne et Ferry sont parmi les premiers adhérents. Leur objectif : généraliser l’instruction « *gratuite, obligatoire et laïque* » selon une pétition qui rassemblera 1,3 million de signatures en 1871.

UNE LUTTE ACHARNÉE
La suite de l’histoire, détaillée dans le livre, est celle de leur victoire, accompagnée pas à pas d’une lutte acharnée contre un camp religieux qui ne leur pardonne pas d’avoir soustrait l’enfance à son pouvoir. Hostilité réciproque : la Ligue formera la colonne vertébrale de la cause laïque et, positionnée en complément de l’école publique, bataillera sans fin contre l’enseignement « libre » qu’elle ne parviendra jamais, pas même après 1981, à éradiquer. L’entre-deux-guerres la voit se transformer en Confédération générale des œuvres laïques : une immense constellation associative couvrant tous les secteurs du loisir, du sport et de la culture. La ferveur républicaine est encore là, mais sa déperdition s’amorce : on adhère pour bénéficier d’un service ou d’une prestation.

La Ligue, forte de 1,6 million d’adhérents, reste une puissance dont la visibilité est occultée par la forêt d’acronymes de ses composantes. Elle ne pèse pas dans le débat éducatif à proportion de sa taille et voudrait, face à une actualité anxiogène, retrouver l’élan des origines. Il est un domaine où, au prix de déchirements internes et d’une déception de certains musulmans laïques, elle a fait pencher la balance : dans la querelle des deux laïcités, l’accommodante et l’intransigeante, la Ligue de l’enseignement a opté pour la première. Mais cette histoire, compliquée, n’est pas le propos de ce livre-là. ■

LUC CÉDELLE



EUROPE | CHRONIQUE
PAR CÉCILE DUCOURTIEUX

L'allergie référendaire

Cela n'aura échappé à personne : Bruxelles a un très gros problème avec les référendums portant de près, ou même de loin, sur ses bienfaits. Parce que la construction européenne ne fait plus rêver, qu'il faut désormais de longs discours explicatifs pour convaincre les gens de la plébisciter, et qu'en général, les citoyens, à ce type de scrutin, votent avec leurs tripes plutôt que leur intellect.

Cela s'est encore vérifié avec le référendum néerlandais : début avril, une large majorité des votants s'est prononcée contre l'accord d'association entre l'Union européenne (UE) et l'Ukraine. Sans même, probablement pour la plupart, avoir regardé dans les détails ce que contenait ce traité, ni quelles seraient les conséquences d'un non pour Kiev, pour l'Union, et pour leurs rapports avec Moscou.

Même réflexe de rejet de Bruxelles de la part des Danois quand ils se sont prononcés, en décembre 2015, contre la coopération policière entre leur pays et l'Europe. La question posée était ultra-pointue, les implications d'un non ou d'un oui nébuleuses, mais ils ont quand même exécuté, eux aussi, une sorte de bras d'honneur libérateur à l'UE.

C'est pour ces raisons que le référendum, le 23 juin, sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union tétanise tant les dirigeants européens. Car si les Britanniques votent juste pour dire leur ras-le-bol (de l'immigration, des coupes budgétaires, de Cameron?), si on rajoute dans la balance leur complexe de supériorité à l'égard de l'Union alimenté par des dizaines d'années de dénigrement dans les médias britanniques, Bruxelles se réveillera le 24 juin avec une énorme gueule de bois. Et la perspective de longues et déléteres années de renégociation de ses relations avec Londres.

D'autres partis, d'autres plates-formes citoyennes, d'autres gouvernements sont déjà sur les rangs pour catalyser la vindicte populaire, et exiger la tenue de « leur » référendum. En Hongrie, en Pologne, peut-être un jour en France. « Les Britanniques voteront dans deux mois, c'est un moment-clé de l'histoire européenne », a déclaré Marine Le Pen, la présidente du FN, le 16 avril. *J'espère que les Français auront eux aussi sans trop attendre une occasion semblable. Je souhaite que chaque peuple puisse s'exprimer sur le sujet.* »

Les populistes l'ont bien compris : le référendum est devenu une arme létale contre l'Union, un moyen ultra-efficace de stimuler des réflexes primaires de rejet. Le combat entre le simplisme et le discours « techno » de Bruxelles est inégal, voire perdu d'avance. La maladresse des « européistes » à se défendre n'arrange rien.

Quoi de pire, en effet, que de répondre par le mépris ou l'hypocrisie au vote populaire ? En 2005, les Néerlandais, puis les Français ont beau avoir dit non à quelques jours d'intervalle au projet de Constitution européenne, les dirigeants de l'époque ont recyclé le texte quelques années plus tard dans le traité de Lisbonne, se contentant d'en effacer les symboles les plus voyants.

LE VOTE, LE 23 JUIN, SUR L'APPARTENANCE DU ROYAUME-UNI À L'UE TÉTANISE LES DIRIGEANTS EUROPÉENS

LES POPULISTES L'ONT COMPRIS : LE RÉFÉRENDUM EST DEvenu UNE ARME LÉTALE CONTRE L'UNION

La critique des populistes n'est pas dénuée de fondement. L'Europe a failli dans sa mission d'assurer protection et sécurité économique. Ses leçons de morale – à l'égard de la Pologne ou de la Hongrie – ont perdu en légitimité, après la gestion désastreuse de la crise migratoire, et l'accord, très décrié, de « sous-traitance » des réfugiés syriens par le régime turc. Là où les europhobes mentent grossièrement, c'est que la responsabilité en incombe bien moins aux « élites » bruxelloises qu'à des gouvernements trop jaloux de leurs prérogatives nationales, et incapables de se faire confiance.

Les référendums posent aussi à l'Union un problème de gouvernance. La démocratie européenne héritée des pères fondateurs et de dizaines d'années de compromis bruxellois, avec ses deux organes exécutifs (la Commission, le Conseil) et un organe législatif unijambiste (le Parlement européen, sans droit d'initiative), n'arrive pas à s'accommoder de ce type de scrutin populaire. Il y a comme une incompatibilité, par construction.

Qui a raison ?

Reprenons le référendum néerlandais : avec tout juste le quorum (32 % des voix) et un peu plus de 60 % des votants ayant dit non, soit à peine 0,007 % du total des citoyens européens, ce vote plonge quand même toute l'Union dans l'embarras. Il va obliger La Haye, Bruxelles et Kiev à renégocier. Alors que les 27 autres Parlements de l'Union avaient validé l'accord. Le point de vue de 0,007 % des citoyens européens est-il plus fondé que celui des 99,993 % autres qui n'ont pas eu leur référendum pour se prononcer sur la question ?

Et que penser du référendum grec sur le plan d'aide des créanciers internationaux au pays, mi-2015 ? « Voulez-vous davantage d'austérité ? », demandait en substance le gouvernement Tsipras à ses concitoyens. Une grande majorité a, comme par hasard, répondu non. Mais dans l'eurozone, d'autres gouvernements, démocratiquement élus, d'autres Parlements tout aussi légitimes (Finlandais, Allemands, Slovaques, etc.), refusaient de sauver la Grèce de la faillite sans un programme d'austérité supplémentaire. Et ils ont fini par imposer leur point de vue. A qui donner raison ?

Quant aux Britanniques, ils auront la chance, le 23 juin, de peser sur le destin de leur pays. Mais leur vote aura des conséquences pour les autres citoyens de l'UE, si on en croit la multitude d'études alarmistes pointant les risques pour la croissance européenne en cas de « Brexit ». Pourtant, eux n'auront pas leur mot à dire.

Ces contradictions démocratiques passaient inaperçues, jusqu'à ce que les populistes trouvent la faille. Aujourd'hui, pour les résoudre, pour sortir l'Union du piège, éviter à la machine d'être progressivement bloquée par les référendums, il faudrait soit revoir tout son fonctionnement, soit faire taire les europhobes avec une avalanche de bonnes nouvelles : plus de migrants, ni de chômage, ni de risque terroriste... ■

ducourtieux@lemonde.fr

LE SÉISME ANNONCÉ DU 21 AVRIL 2017

ÉDITORIAL

Longtemps, la gauche a voulu croire que le 21 avril 2002 était un accident. Lionel Jospin, son candidat à l'élection présidentielle, n'avait-il pas gouverné la France avec autorité pendant cinq ans, réduit d'un million le nombre de chômeurs et su renouveler l'union des gauches en associant à son action communistes, écologistes et souverainistes ? Son échec au premier tour du scrutin présidentiel ne pouvait être que le résultat d'un méchant concours de circonstances : une mauvaise campagne, trop tôt tournée vers le second tour ; un candidat trop fier de son bilan pour penser l'avenir ; des alliés trop soucieux de leur différence pour accepter de jouer collectif.

Quatorze ans après, la gauche en général – et en particulier celle qui dirige le pays de-

puis quatre ans – constate que l'imprévu de 2002 est en passe de devenir la fatalité de 2017. Tétanisée, elle redoute un échec d'autant plus humiliant qu'il est désormais annoncé, probable, prévisible. Comment pourrait-il en être autrement ?

En 2002, la gauche a lourdement pâti de sa dispersion sur cinq candidats appartenant, peu ou prou, à la majorité sortante. Sans même compter les trois candidats trotskistes. Aujourd'hui, son éclatement est encore plus profond et ravageur. Entre les socialistes, eux-mêmes divisés, et leurs alliés historiques (communistes depuis quarante ans, écologistes depuis vingt ans), l'on est passé du soutien ou de la coopération à la défiance ou au rejet, à la détestation même. Le divorce est consommé. Il paraît irrémédiable.

C'est déjà beaucoup. Mais c'est loin d'être tout. Un an avant 2002, Lionel Jospin bénéficiait d'un bilan et d'une image solides, même si cela n'a pas ne l'a pas empêché d'être battu. Un an avant 2017, François Hollande atteint des records totalement inédits d'impopularité et présente un bilan trop médiocre pour être convaincant : 700 000 chômeurs de plus, une pression fiscale trop brutale, une croissance trop faible et des réformes de structure insuffisantes. De même, il y a quatorze ans, le candidat socialiste pouvait s'adosser à un parti régénéré, bien implanté et confiant.

Aujourd'hui, il doit compter avec un PS dévitalisé, étrillé par ses défaites aux élections municipales, départementales et régionales, effacé ou quasiment de régions entières et privé, de ce fait, de précieux relais locaux. Qui plus est, en proie à un doute existentiel.

Car c'est là l'essentiel. Les socialistes semblent aujourd'hui incapables de redéfinir un projet d'avenir. Premier secrétaire du PS pendant onze ans et président de la République depuis quatre ans, François Hollande ne peut s'en prendre qu'à lui-même. Depuis 2002, dans ces deux fonctions, il n'a pas su prendre courageusement la mesure des bouleversements techniques, environnementaux, culturels et sociaux du monde actuel. Pas davantage explorer et expliquer les réponses nouvelles qu'il impose.

Du coup, il a été élu sur les malentendus du « *changement* » et d'un « *rêve français* » inconsistant, avant de laisser le défunt « peuple de gauche » se recroqueviller sur le socle hercynien de ses credo anciens. Installé dans le déni de la réalité, impuissant à assumer sa mission réformatrice et à redonner un sens contemporain à son ambition émancipatrice – liberté, égalité, solidarité. Face à une droite revancharde et à une extrême droite désormais conquérante, c'est la garantie de l'échec. Sauf à croire aux miracles. ■

Année 2016. Photos non contractuelles. LIDL RCS Strasbourg 343 282 822.



2.47 €*
les 2 kg
■ 1 kg = 1.23 €

1.85 €
les 2 kg
■ 1 kg = 0.93 €



Yaourt nature sucré ou
YAOURT NATURE
SUCRÉ ?

*Le produit de la marque Yoplait comparé au produit de la marque propre LIDL n'est pas disponible à la vente dans les magasins LIDL situés en France métropolitaine. Prix moyen constaté du 15.02 au 09.03.2016 dans l'enseigne la moins chère parmi les enseignes relevées portant sur "yaourts nature au sucre de canne Yoplait". Composition des produits et plus d'infos sur lidl.fr.

POUR VOTRE SANTÉ, MANGEZ AU MOINS CINQ FRUITS ET LÉGUMES PAR JOUR. WWW.MANGERBOUGER.FR

Loi travail : l’ultimatum du patronat au gouvernement

- Après le Medef, la CGPME menace aussi de quitter les négociations sur l’assurance-chômage si le projet de loi El Khomri reste en l’état
- Le représentant des petites entreprises réclame le retrait de la mesure visant à surtaxer les CDD, une disposition ajoutée à la demande de Matignon
- Mercredi matin, Manuel Valls a fustigé la « méthode » du Medef, estimant que son « ultimatum » prend « en otage la négociation » Unedic
- Emmanuel Macron plaide pour la suppression de l’impôt sur la fortune, « une faute », selon le premier ministre

→ LIRE PAGE 3

Delphine Ernotte : « Je renouvelle ma confiance à Michel Field »

► La présidente de France Télévisions soutient son directeur de l’information malgré une motion de défiance

► Elle confie néanmoins une « mission » à un journaliste pour apaiser les tensions

► « Se transformer est une nécessité absolue », plaide M^{me} Ernotte

→ LIRE PAGE 8



ANTOINE DOYEN/POUR « LE MONDE »

Essai clinique de Rennes : Biotrial accusé par les experts

L’*accident survenu chez plusieurs volontaires de l’essai mené par Biotrial apparaît clairement lié à la molécule testée.*» C’est la conclusion du rapport final établi par le comité scientifique spécialisé temporaire (CSST), mis en place par l’Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM), à la suite de l’essai clinique mené à Rennes. Un volontaire sain était décédé le 17 janvier et cinq autres ont eu des effets secondaires neurologiques sérieux au cours de cette première administration à l’homme pour évaluer la toxicité du « BIA 10-2474 », un médicament expérimental du laboratoire portugais Bial destiné à soulager les douleurs neurologiques.

L’ANSM a mis en ligne, mardi 19 avril, ce document, qui précise que le médicament testé « *ne pouvait pas, a priori, être considéré comme un produit à risque* », selon les critères de l’Agence européenne du médicament. Le rapport indique que « *les données transmises [par le laboratoire Bial] ne contenaient pas d’informations, notamment au plan toxicologique, de nature à faire craindre un risque particulier lors de la première administration à l’homme* ».

PAUL BENKIMOUN
LIRE LA SUITE PAGE 5

6

C’EST LE NOMBRE DE PERSONNES HOSPITALISÉES À LA SUITE DE L’ESSAI CLINIQUE MENÉ À RENNES EN JANVIER. L’UNE D’ENTRE ELLES EST DÉCÉDÉE

CONJONCTURE

LE DÉFICIT PUBLIC ESPAGNOL NE RESPECTE PAS LES CRITÈRES EUROPÉENS

→ LIRE PAGE 4

INFORMATIQUE

INTEL, LEADER MONDIAL DU SEMI-CONDUCTEUR, VA SUPPRIMER 12 000 EMPLOIS

→ LIRE PAGE 5

📈 CAC 40 4 549 PTS – 0,32 %
📈 DOW JONES 18 053 PTS + 0,27 %
📈 EURO-DOLLAR 1,1358
📈 PÉTROLE 43,22 \$ LE BARIL
📈 TAUX FRANÇAIS À 10 ANS 0,48 %

VALEURS AU 20 AVRIL À 9 HEURES

PERTES & PROFITS | ACCOR

Le bel appétit des actionnaires chinois

L’affaire a déchaîné les passions sur les réseaux sociaux. Des vidéos montraient des touristes chinois en Thaïlande prenant d’assaut un buffet, empilant les assiettes de crevettes, comme s’ils n’avaient pas mangé depuis un mois. Les voyageurs de Chine ne passent pas inaperçus. Dans certains pays, on prévoit désormais des transports et des circuits spécifiques. En 2015, près de 120 millions de touristes chinois ont déferlé sur le monde, 20 % de plus que l’année précédente. Et ils ne sont pas venus les mains vides. Selon l’Organisation mondiale du tourisme, ils auraient dépensé 215 milliards de dollars (190 milliards d’euros) à l’étranger.

Petit monde
Pas étonnant que les groupes hôteliers du pays les suivent à la trace. Eux aussi ont de l’argent à dépenser et de l’appétit pour la découverte de nouveaux espaces. Le plus important d’entre eux s’appelle Jinjiang. Il a été créé par la municipalité de Shanghai et possède notamment le mythique Peace Hotel, au cœur de la ville. Début 2015, il s’est offert le groupe Louvre et ses hôtels Campanile et Kyriad pour 1,3 milliard d’euros. Décidément amoureux de la France, il s’est installé au capital du numéro un européen du secteur, Accor. A l’occasion de la publication de ses résultats trimestriels, mardi 19 avril, le groupe hôtelier a révélé que son homologue chinois détenait au 31 mars près de 15 % du capital de l’hôtelier. Il est désormais son premier actionnaire. Les deux groupes se connaissent déjà, puisque

le Peace Hotel de Shanghai est géré par le groupe Fairmont (FRHI), racheté en décembre dernier par Accor. Le monde de l’hôtellerie est de plus en plus petit. Pas un mois ne passe sans son lot d’acquisitions. Et les Chinois ne sont pas les derniers à animer le marché. En mars, c’est l’assureur Anbang qui a défrayé la chronique en voulant mettre la main sur l’Américain Starwood, convoité par son compatriote Marriott pour 13,3 milliards de dollars. C’est finalement ce dernier qui a emporté le morceau.

Mais la bataille n’est pas finie. Les poches d’Anbang sont profondes, tout comme celles de Fosun, l’heureux propriétaire du Club Med, ou de Wanda, qui a jeté son dévolu sur les parcs d’attractions, les studios d’Hollywood et les clubs de football. Toutes ces fortunes amassées dans l’immobilier se déversent sur le monde aussi sûrement que les touristes affamés dans les restaurants thaïlandais.

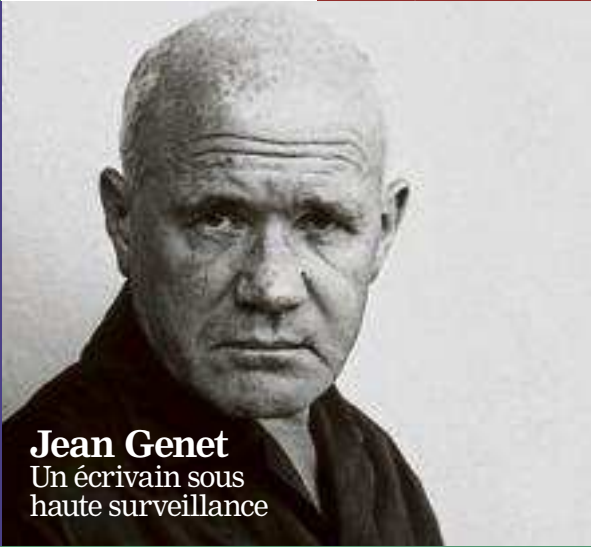
Jinjiang va-t-il encore monter au capital d’Accor? Présenté régulièrement comme cible par les analystes, le français, moins bien valorisé que ses concurrents américains, est engagé, comme ses collègues dans une guerre de mouvement planétaire. Avec deux objectifs, se renforcer dans le luxe, d’où l’achat des hôtels Fairmont et Raffles de FRHI, et prendre le train de l’Internet dans le sillage d’Airbnb et de Booking.com, qui bouleversent le métier. En avril, le français a mis la main sur le britannique Onefinestay, concurrent d’Airbnb. Il devra désormais aussi apprendre à compter en chinois. ■

PHILIPPE ESCANDE

HORS-SÉRIE

Le Monde

UNE VIE, UNE ŒUVRE



Jean Genet
Un écrivain sous haute surveillance

Avec Georges Bataille, André Malraux, Jeanne Moreau, Etienne Daho, Leïla Shahid...

JEAN GENET

UN ÉCRIVAIN SOUS HAUTE SURVEILLANCE

Un hors-série du « Monde »
122 pages - 8,50 €
Chez votre marchand de journaux
et sur Lemonde.fr/boutique

L'ancien président de Monoprix prend les rênes du groupe de prêt-à-porter. Sa mission ? Redorer le blason de marques populaires souvent essoufflées

PORTRAIT

Prendre la tête de Vivarte, c'est arriver aux commandes d'une nébuleuse de marques populaires à l'image souvent vieillotte et essoufflée, de vêtements (La Halle, Naf Naf, Chevignon, Caroll, Kookaï...) et de chaussures (La Halle aux chaussures, André, Minelli...). Un pari d'autant plus risqué que ce groupe reste criblé de dettes, à hauteur de 1,3 milliard d'euros. Les plans sociaux s'y sont accumulés depuis 2015 : plus de 10 % des salariés ont déjà été remerciés, près de 300 magasins fermés. En trois ans, l'entreprise a essoré deux PDG qui n'ont pas réussi à remettre le navire à flot. Les ventes s'effritent et le résultat d'exploitation a fondu de 56,5 %, à 74 millions, lors du dernier exercice...

Qu'à cela ne tienne, Stéphane Maquaire aime les défis. Il a pris le poste de président de Vivarte, mardi 19 avril, quelques jours avant la date du 9 mai initialement prévue. Il remplace Richard Simonin, installé dans le fauteuil depuis novembre 2014 et que les syndicats avaient surnommé « Rambo » pour la mission commando de redressement que les fonds spéculatifs lui avaient assignée.

Avec son abord accessible et ses airs de gentil garçon – « bien élevé, trop presque, j'ai un petit côté Bruno Le Maire », plaisante-t-il lui-même –, l'ancien président de Monoprix aura fort à faire à la tête d'une entreprise qui est aux mains de quatre fonds d'investissement intransigeants (Oaktree, Alcentra, Babson et Golden Tree, donné partant), passés du statut de créanciers à celui d'actionnaires en 2014.

Mais ce serait mal connaître ce diplômé des Ponts et chaussées, qui a grandi en Alsace, est doué pour les maths et s'était d'abord destiné à travailler dans la finance. Un stage chez Paribas Affaires Industrielles (l'ancien nom de PAI Partners) le vaccine définitivement contre le « monde très feutré de la banque ». Dans ses missions d'audit chez son premier employeur, Arthur Andersen, il se découvre en « homme de contact » appréciant « la diversité des tâches, le fait de changer d'équipe, de devoir recréer des modes de fonctionnement ».

FAMILIER DES SITUATIONS CHAOTIQUES
« Je me trouve assez régulièrement dans des environnements instables », résume-t-il, prenant un malin plaisir à avoir fait mentir ceux qui ont parié, à chaque fois, sur sa défaite. C'est un familier des situations chaotiques, comme en 1997, où, quinze jours après son arrivée, la société Arthur Andersen se sépare de sa branche conseil Andersen Consulting. Ou comme en 2007, lorsque, trois mois après son entrée chez Unibail, la foncière fusionne avec son concurrent néerlandais Rodamco, et qu'il se retrouve à « organiser des formations communes pour expliquer la méthodologie aux équipes ». Ou enfin, chez Monoprix, où il est recruté comme directeur financier. Ses proches lui promettent qu'il sera « le premier à sauter dans six mois », dès que la guerre entre les deux actionnaires à parts égales, Galeries Lafayette et Casino, aura commencé. Il y restera huit ans et finira en haut de l'affiche président du directoire, avec la confiance de Jean-Charles Naouri, le PDG du groupe Casino, propriétaire depuis 2013 de la totalité des parts.

C'est au sein d'Unibail qu'il découvrira réellement le monde du commerce, lorsque Guillaume Poitrinal, patron de la société foncière à l'époque et aujourd'hui dirigeant d'une PME spécialisée dans les constructions en bois, le parachute à la tête des centres commerciaux français du groupe, alors qu'il « ne connaissait rien à l'immobilier commercial ». Une révélation. « Là, je découvre les enseignes. Et c'est une vraie passion, avec des problématiques d'accueil des clients, d'empla-

cements, de gestion de la concurrence... », confie-t-il l'œil pétillant.

Mais c'est « chez Monoprix qu'il s'est vraiment révélé », estime M. Poitrinal, qui se souvient d'un homme « très calme, mais très déterminé, intelligent et doté d'un vrai sens stratégique », qui, « quand il a une idée en tête, ne lâche rien. Une force tranquille ». « Pas besoin de paraître excité pour être animé d'une énergie forte », observe l'intéressé.

Depuis 2010, à la tête de Monoprix, il a radicalement métamorphosé l'enseigne qui avait un lourd héritage : des magasins modernisés mais portant toujours l'empreinte du rachat de Prisunic à la fin des années 1990, un actionnariat compliqué aux mains de deux ennemis de la distribution. D'une enseigne désuète, M. Maquaire a fait une chaîne de magasins « bobos branchés », beaucoup plus chère, important dans ses rayonnages des marques venues d'ailleurs et donnant carte blanche à de jeunes créateurs de mode. Lors des visites de nouveaux magasins à la presse, il est même fier de présenter en rayon les bonbons qu'il a dénichés aux Etats-Unis lors de vacances en famille.

C'est lui qui a incité le groupe à communiquer sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram...) pour accéder directement à ses clients et rajeunir son public. « Je me fais des playlists sur Spotify et mes filles me les piquent, ça veut dire à quel point je suis hype », ironise-t-il. Une stratégie qui s'accompagne de coups marketing. Comme cette collection de robes de mariée vendues dans un magasin pop-up (éphémère). Monoprix a dû effectuer trois réassorts et le modèle vedette s'est retrouvé quelques heures plus tard sur eBay quasiment 20 % plus cher.

Une recette qu'il pourrait appliquer chez Vivarte, où il souhaite porter « un regard bien-

EN TROIS ANS,
L'ENTREPRISE
A ESSORÉ DEUX PDG,
QUI N'ONT PAS RÉUSSI
À REMETTRE
LE NAVIRE À FLOT

veillant » et effacer l'image d'un groupe surendetté et ringard. « Il y a une très belle matière à travailler, car il y a des marques qui disent quelque chose aux clients », ajoute-t-il. Le nouveau président de Vivarte entend revenir au caractère populaire des griffes. Tourner le dos à la stratégie de Marc Lelandais qui, entre mi-2012 et octobre 2014, avait en vain tenté de monter en gamme avant d'être remercié avec un gros chèque estimé à 3 millions d'euros par *Le Parisien*, ce qui avait fait grincer des dents dans l'entreprise.

Chez Monoprix, M. Maquaire a pris des risques en développant, dans une enseigne jusque-là assise sur sa réputation de magasin urbain de proximité, de nouveaux concepts dans les gares, les stations d'autoroute, jusque dans le train. « En 2013, lorsque nous avons ouvert dans les stations d'autoroute, les observateurs m'ont pris pour un fou. Aujourd'hui, Monoprix a révolutionné le commerce de flux en France », raconte-t-il.

C'est encore lui qui a fait émerger la marque de distributeur Monoprix au rang de concurrent des marques nationales, et a accéléré le rythme des ouvertures de magasins – 78 en 2015, contre 10 en moyenne par an historiquement. A son arrivée, Monoprix était déjà rentable, mais les choix stratégiques de ce patron de 41 ans, semi-marathonien, lui ont probablement permis de traverser la crise de 2008 sans grande érosion de ses résultats.

Chez Vivarte, les syndicats l'attendent avec « énormément d'interrogations », affirme Jean-Louis Alfred, délégué central CFDT. « Il arrive dans une entreprise qui a connu quatre plans de sauvegarde de l'emploi, deux marques sont à vendre [Défi mode et la Compagnie vosgienne de la chaussure], une autre a été cédée [Accessoire Diffusion]. »

Contrairement à M. Simonin, qui connaissait bien le secteur du vêtement, « ce n'est pas le métier de M. Maquaire », note le syndicaliste. A ses yeux, « le nouveau PDG, parce qu'il est jeune et dynamique, sera chargé de redonner une image au groupe, de recréer de la valeur pour que les fonds puissent récupérer leur mise et revendre ».

« CLIMAT SOCIAL ÉTOUFFANT »
En somme, M. Alfred redoute que le nouveau patron ne soit qu'un « exécuter d'ordre des fonds actionnaires ». Et il prévient que « le climat social est étouffant et les salariés prêts à exploser ». D'autant plus que la réduction des effectifs, ramenés de 2200 à 1900 personnes, concerne surtout les plus précaires. Les transferts de salariés dans d'autres magasins ont choqué l'inspection du travail, qui vient d'envoyer un courrier à la direction du groupe. « On est en pleine misère », lâche M. Alfred.

La secrétaire (CGT) du comité central d'entreprise de La Halle aux chaussures partage la même inquiétude. « On nous demande de devenir des conseillers de clientèle tout en continuant à recevoir les livraisons, à répondre au téléphone, à ranger le magasin et à encaisser. Sans nous donner les moyens qui devraient suivre, estime Anne-Marie Paepegaey. Les conditions de travail sont déplorables et les cas de burn-out et de pressions sur les salariés sont de plus en plus fréquents. »

Pour se donner du cœur à l'ouvrage face au titanesque chantier qui l'attend, Stéphane Maquaire aime citer l'écrivain américain Mark Twain, « père » de Tom Sawyer et d'Huckleberry Finn : « Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait... » ■

CÉCILE PRUDHOMME
ET NICOLE VULSER



JEAN-LUC BERTINI/PASCO
POUR « LE MONDE »

Vivarte, le nouveau défi de Stéphane Maquaire

« Loi travail » : le patronat menace de claquer la porte

Le Medef et la CGPME se disent prêts à quitter les négociations sur l’assurance-chômage si rien ne bouge

Rien ne va plus entre le patronat et le gouvernement à propos de la loi travail. « Cette loi, dans son état actuel, nous n'en voulons pas ! », a martelé François Asselin, le président de la CGPME, mercredi 20 avril. « Nous demandons que le projet d'amendement sur la surtaxation des CDD [qui vise à rendre obligatoire la modulation des cotisations patronales sur les contrats courts] ne soit pas inscrit dans la loi. Sinon, nous ne signerons pas d'accord dans le cadre des négociations sur l'assurance-chômage », a indiqué M. Asselin. La CGPME avait déjà averti le 11 avril qu'elle « posera[it] prochainement à ses instances la question de son départ de la négociation en cours sur l'assurance chômage » en cas de surtaxation des CDD.

Cette position fait écho à l'ultimatum adressé à l'exécutif, mardi 19 avril, par Pierre Gattaz, le président du Medef. « Politique de griboille », « délire », « absurdité »... M. Gattaz a fustigé le projet de réforme du code du travail, dont l'examen doit débiter le 3 mai à l'Assemblée nationale. « Je demande solennellement que ce texte soit corrigé rapidement. Si rien ne bouge d'ici trois semaines [un conseil exécutif de l'organisation patronale aura lieu le 9 mai], nous demanderons la suspension des négociations sur l'assurance-chômage », a menacé M. Gattaz.

Le Medef demande le retrait de trois points du texte : le mandatement syndical obligatoire pour les petites entreprises sans représentant du personnel, c'est-à-dire l'obligation de négocier des accords d'entreprise avec des salariés mandatés par un syndicat ; le

« Nous avons atteint notre point de rupture »

PIERRE GATTAZ
président du Medef

compte personnel d'activité (CPA) ; et la surtaxation des CDD. Cette dernière disposition ne figure pas encore dans le texte, mais doit faire l'objet d'un amendement du gouvernement. « Nous avons atteint notre point de rupture », a lancé mardi M. Gattaz, déplorant la « politisation » du débat à un an de l'élection présidentielle et l'attitude de « lutte des classes » adoptée, selon lui, par la Confédération générale du travail (CGT) et Force ouvrière (FO).

Bras de fer en perspective

Du côté du gouvernement, la manière ne passe pas. Mercredi matin sur France Info, le premier ministre Manuel Valls a regretté un « ultimatum » sur la loi travail, qui prend selon lui « en otage la négociation de l'assurance chômage ». « La nation, c'est-à-dire les Français, a consenti un effort de plus de 40 milliards d'euros [dans le cadre du pacte de responsabilité] (...) pour faire baisser le coût du travail, la fiscalité sur les entreprises qui avait trop augmenté (...) », a rappelé M. Valls, enjoignant M. Gattaz à « respecter le Parlement ».

De fait, le texte actuel, bien qu'édulcoré pour apaiser la colère de la majorité et des organisations lycéennes et étudiantes, répond à plusieurs revendications patrona-

les : clarification des critères de licenciement économique, assouplissement du temps de travail, accords dits « offensifs » en faveur de l'emploi...

Face au bras de fer qui se profile, la CGPME semble néanmoins sur une ligne moins radicale que le Medef. « Nous ne souhaitons pas prendre la négociation Unedic en otage. Même si nous la quittons, le problème resterait entier sur la loi travail. Nous n'attendons pas de miracle, mais nous souhaitons voir réintroduites les mesures favorables aux PME », précise M. Asselin. A savoir, la possibilité pour les apprentis mineurs de travailler jusqu'à 40 heures par semaine, l'introduction d'un barème pour les indemnités prud'homales, et la négociation du passage au forfait-jour directement avec un salarié.

Là aussi, le texte a pourtant déjà été modifié début avril, afin de prendre davantage en compte les TPE-PME, avec un barème pour les ruptures du contrat de travail pro-

voquée par des difficultés économiques. Une société employant moins de onze personnes pourra se séparer de salariés si elle est confrontée à une baisse de ses commandes ou de son chiffre d'affaires « au moins égale à un trimestre », alors que le barème va jusqu'à quatre trimestres consécutifs pour les groupes de plus de 300 salariés. Mais la CGPME craint que ce système ne soit retoqué par le Conseil Constitutionnel, comme l'avait été le barème prud'homal de la loi Macron, à l'été 2015.

Au-delà des querelles sur le texte, la crispation des organisations patronales illustre l'évolution des rapports de force en leur sein. M. Gattaz s'est bien gardé de préciser, mardi, quelles fédérations avaient fait pencher la balance en faveur du net durcissement de son discours. Mais, alors que le patron des patrons doit passer la main en 2018 (il a indiqué qu'il ne briguerait pas de second mandat), les tensions semblent de plus en plus

« Nous souhaitons voir réintroduites les mesures favorables aux PME »

FRANÇOIS ASSELIN
président de la CGPME

nombreuses entre les défenseurs des petites entreprises, qui constituent l'essentiel du tissu économique hexagonal, et les représentants des grands groupes, au premier rang desquels la puissance Union des industries et des métiers de la métallurgie (UIMM). Le tout, sur fond de débat sur la représentativité des organisations patronales, où chacun compte ses troupes : un article du projet de loi travail prévoit justement de tenir compte à la fois du nombre d'ad-

hérents (à hauteur de 20 %) et du nombre de salariés représentés (à 80 %) pour être consulté, par exemple, en cas d'accord interprofessionnel. Une mesure perçue comme favorable aux grands groupes, au détriment des artisans et des professions libérales.

Dans ce jeu de poker menteur, la CGPME a aussi sa carte à jouer. « On ne peut que se réjouir que le Medef, beaucoup plus enthousiaste que nous lors de la première version du projet de loi, se réveille enfin »,

tacle M. Asselin.

En agitant le chiffon rouge d'un abandon pur et simple des négociations, les organisations patronales prennent le risque d'apparaître aussi radicales dans leurs méthodes que ceux qu'elles critiquent, à savoir les organisations syndicales. Et de laisser le gouvernement décider seul de l'avenir de l'Unedic, en cas d'échec des négociations au 30 juin, date de l'expiration de la convention actuelle. ■

AUDREY TONNELIER

Il n’y a pas mieux que l’aluminium pour conserver le café, à condition de savoir le jeter.

Nous avons créé une filière de recyclage des petits emballages en aluminium dans 5 départements qui permet à nos Membres du Club de jeter leurs capsules, chez eux, dans leur bac de tri sélectif, ainsi qu'un réseau de 5500 points de collecte de capsules usagées dans toute la France. Pour en savoir plus sur les démarches de notre entreprise rendez-vous sur www.nespresso.com/entreprise

Emmanuel Macron s’attaque à l’ISF

Le ministre admet que son mouvement En marche ! veut « nourrir un projet présidentiel »

Les mots ont beau être prudemment choisis, l'effet n'en est pas moins explosif. Emmanuel Macron a allumé une nouvelle mèche en s'attaquant à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), dans un entretien au magazine *Risques*. « Je pense que la fiscalité sur le capital actuelle n'est pas optimale », assure-t-il en préambule, avant de lâcher le fond de sa pensée : « Si on a une préférence pour le risque face à la rente, ce qui est mon cas, il faut préférer la taxation sur la succession aux impôts de type ISF. » La phrase, prononcée dans cette revue confidentielle réservée aux professionnels de l'assurance, aurait pu rester sans lendemain, si *Le Figaro* ne l'avait pas repérée.

Autonomie

Interrogé par France Info sur la sortie de son ministre de l'économie, Manuel Valls a eu un soupir agacé : « Supprimer l'impôt sur la fortune, qu'on peut toujours améliorer, rendre plus efficace d'un point de vue économique, serait une faute. » Et le premier ministre d'ajouter, en guise d'énième avertissement à Emmanuel Macron : « Je demande à chaque ministre, puisqu'il reste encore un an, d'être pleinement attelé à sa fonction, à sa mission. »

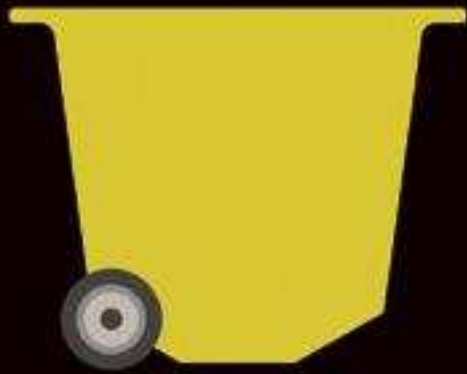
Si la suppression de l'ISF n'est pas à l'ordre du jour du côté de l'exécutif, elle figure bien au programme de tous les candidats de la primaire de droite, qui font une campagne active sur ce thème. Le patron du Medef, Pierre Gattaz, appelle, lui, à en finir avec cet impôt depuis 2014.

NICOLAS CHAPUIS

Pour Emmanuel Macron, cette sortie s'ajoute à une longue liste d'initiatives qui bousculent son camp à un an de la présidentielle. Dernière en date, cette interview, mardi 19 avril, au quotidien belge *Le Soir*, dans laquelle il reconnaît que son mouvement politique En marche !, positionné « ni à gauche ni à droite », veut « nourrir un projet présidentiel ». « Mais c'est seulement après avoir établi un diagnostic et proposé un plan d'action que se posera la question de la personne », précise-t-il, pour évacuer la question de sa candidature.

Chaque semaine qui passe, le ministre de l'économie semble gagner en autonomie vis-à-vis du chef de l'Etat. Après avoir créé son parti, il s'était rendu à Londres jeudi 14 avril, le soir de l'intervention télévisée de François Hollande sur France 2, pour y tenir un discours bien différent de celui du président. Il avait notamment estimé qu'il était « compliqué de lancer des réformes à un an de la fin du quinquennat », manière de dire que la partie était déjà jouée. Au même moment, François Hollande assurait de son côté qu'il réformerait jusqu'au bout.

Plus surprenante est son intention de présider les fêtes de Jeanne d'Arc, à Orléans le 8 mai prochain, à l'invitation du maire Les Républicains de la ville, Olivier Carré. Au programme : une déambulation dans la ville et un bain de foule risqué en cette période de très faible popularité gouvernementale. Rien de tel pour vérifier que sa cote personnelle dépasse elle aussi « les cliques gauche-droite ». ■



NESPRESSO®

Madrid révisé à la hausse son déficit public

La Commission devrait accorder à l’Espagne un délai supplémentaire pour revenir dans les critères de Maastricht

MADRID - correspondance

Le gouvernement conservateur espagnol a entériné, mardi 19 avril, son incapacité à respecter les objectifs de déficit public fixés par Bruxelles pour 2016 et 2017. Présenté au Parlement par le ministre de l’économie, Luis de Guindos, le nouveau programme de stabilité espagnol, qui doit être envoyé dans les prochains jours à la Commission européenne, table sur un déficit de 3,6 % du produit intérieur brut (PIB) cette année, loin des 2,8 % exigés initialement par Bruxelles. En 2017, le dérapage devrait être plus prononcé, avec un déficit de 2,9 % au lieu des 1,7 % ciblés par la Commission.

Selon des sources communautaires, il ne fait guère de doute que Bruxelles accordera à l’Espagne un délai supplémentaire d’au moins un an, voire deux, pour rentrer dans les clous. Les discussions sont en cours depuis déjà plusieurs semaines, tant il paraissait évident que Madrid ne pourrait pas respecter ses engagements.

En 2015, année électorale marquée par des baisses d’impôts et une augmentation des dépenses publiques, le déficit public espagnol a atteint 5 %, soit 0,8 point de plus que l’objectif attendu. *« Respecter les 2,8 % prévus en 2016 supposerait un assainisse-*

Après avoir augmenté de 3,2 % en 2015, le PIB espagnol ralentira en 2016 et devrait s’établir à + 2,7 %

ment budgétaire très intense, a justifié Luis de Guindos. L’ajustement requis pour atteindre cet objectif serait de près de deux points du PIB, si nous excluons les dépenses non récurrentes imprévues. Un tel effort aurait un impact très négatif sur notre croissance. »

« Vulnérabilité »

Or cette dernière a été revue à la baisse. Certes, après avoir augmenté de 3,2 % en 2015, le PIB espagnol devrait encore afficher l’un des meilleurs taux de progression de la zone euro en 2016 : + 2,7 %. Mais le ralentissement de l’économie, tout juste sortie de crise et frappée par un taux de chômage de plus de 20 %, se confirme. Le gouvernement en a tenu compte, ramenant ses prévisions de 3 % à 2,7 % pour 2016 et de 2,9 % à 2,4 % pour 2017. Une décélération que M. de Guindos a expliquée par le ralentissement de l’économie mondiale, la chute du prix des matières premières, la



Le ministre espagnol de l’économie, Luis de Guindos, à Madrid, le 12 avril. ANDREA COMAS/REUTERS

volatilité des marchés financiers, les taux d’intérêt très bas ou encore le haut niveau de la dette mondiale.

Mais certains analystes voient dans cette situation le signe de *« la vulnérabilité de l’Espagne »*, à l’instar de l’économiste Xavier Vives, professeur à l’IESE Business School, qui évoque, entre autres, une dette publique *« très élevée (99,2 % du PIB) »*, l’augmentation très forte de la pauvreté pendant la crise et les difficultés à réduire le taux de chômage, qui devrait être encore de 19,7 % à la fin de l’année, et de 17,9 % en 2017. *« Le pays doit mener de nouvelles réfor-*

mes pour réduire les coûts de fonctionnement de l’administration publique et augmenter ses rentrées fiscales, notamment en luttant contre la fraude », estime M. Vives.

« L’incertitude politique » est également pointée du doigt par les économistes comme l’un des facteurs du ralentissement économique. Depuis les élections législatives du 20 décembre 2015, le gouvernement intérimaire du conservateur Mariano Rajoy gère les affaires courantes. Le Parlement, fragmenté du fait de l’irruption de deux nouveaux partis, la gauche anti-austérité de Podemos, et le parti libéral Ciudadanos, n’est pas

parvenu à désigner un président du gouvernement. Sauf coup de théâtre, de nouvelles élections devraient se tenir le 26 juin.

« Ne pas savoir qui va gouverner, si la législation du travail ou les coûts de la main-d’œuvre vont changer, ne favorise pas les investissements. Au contraire », résume l’économiste Rafael Pampillon, de l’IE Business School, qui croit toutefois en la solidité de la reprise, du fait notamment, de *« l’augmentation du poids des exportations, passé de 23 % à 33 % du PIB »*.

L’absence de véritable gouvernement empêche aussi l’adoption de nouvelles réformes. Pour

réduire le déficit public en 2016, M. de Guindos a toutefois déclaré qu’un accord portant sur le gel de 2 milliards d’euros de crédits et sur la limitation des dépenses dans les régions devrait suffire. Ironie du calendrier, pendant que le ministre de l’économie parlait d’équilibre budgétaire, le ministère des finances annonçait la restitution aux fonctionnaires de la moitié du treizième mois qui leur avait été supprimé en 2012, au plus fort de la crise. Une mesure, estimée à 500 millions d’euros par les syndicats, jugée *« électorale »* par l’opposition. ■

SANDRINE MOREL

La Commission européenne trop souple

La Cour des comptes européenne (CCE) estime que la Commission européenne est trop indulgente avec certains pays, comme la France et l’Italie. Quand ces deux Etats ont enfreint les objectifs de réduction de déficit qui leur avaient été fixés, Bruxelles a donné à Paris un délai supplémentaire et a préféré ne pas ouvrir de procédure de déficit excessif contre Rome. Or, cette *« grande souplesse »* ne répond pas aux règles établies par la Commission, regrette la CCE, mais au *« grand pouvoir d’appréciation consenti par les règles du pacte de stabilité et de croissance »*. La juridiction financière européenne devrait avoir bientôt, avec le cas espagnol, un nouvel exemple de la mansuétude de la Commission.

Alerte aux certificats falsifiés dans le nucléaire

L’Autorité de sûreté nucléaire (ASN) française est inquiète. Un mouton noir a été repéré dans la filière. Un fabricant de pièces métalliques qui, dans une soixantaine de cas au moins, a fourni à ses clients comme Areva des produits présentant des malfaçons, accompagnés de certificats falsifiés. L’ASN a demandé à toutes les entreprises du secteur de vérifier les pièces qu’elles utilisent en provenance de cette PME, pour pouvoir stopper les équipements en cas de besoin, a-t-elle annoncé lundi 18 avril.

En 2012, un scandale du même type avait été découvert en Corée du Sud. Des fournisseurs avaient contrefait les certificats de sûreté de milliers de pièces : fusibles, commutateurs, etc. Deux réacteurs avaient été arrêtés pour des inspections.

En France, l’histoire débute en octobre 2015. Un industriel du nucléaire tique en consultant le certificat assurant que la pièce qu’il vient de recevoir est conforme à la commande et aux normes. Le fabricant, SBS, une PME de Boën (Loire), a beau travailler pour le nucléaire depuis la construction des premiers réacteurs, ce client a un soupçon. Il prend donc contact directement avec Bureau Veritas, la société qui a émis le certificat. Le pot aux roses est découvert. Selon le document original de Veritas, la pièce forgée n’était pas conforme. Un tour de passe-passe, et elle l’est devenue dans l’exemplaire remis à l’acheteur.

Un salarié licencié, un autre suspecté

Faux, usage de faux : Bureau Veritas a très vite porté plainte, suivi en mars par Areva et le Commissariat à l’énergie atomique (CEA). Certaines pièces en cause étaient en effet destinées au réacteur de recherche Jules Horowitz, qu’Areva bâtit pour le CEA à Cadarache (Bouches-du-Rhône). Lors de l’enquête, SBS, une filiale du groupe Genoyer, a reconnu les

faits. En cause, un de ses salariés, licencié depuis. Il était chargé du contrôle qualité. Lorsque les analyses effectuées par Bureau Veritas ou Apave montraient que les pièces n’étaient pas conformes, pour un taux de chrome trop élevé par exemple, il lui arrivait de transformer leurs rapports sur son ordinateur, de changer quelques chiffres, afin que les produits puissent être livrés malgré tout sans que les clients renâclent.

Une soixantaine de rapports maquillés a été identifiée. *« Cela portait sur des points mineurs »,* affirme Ludovic Malgrain, l’avocat de l’entreprise. *Quand il y avait des sujets importants, il ne modifiait pas les certificats. »* A ce stade de l’enquête, il semble que ces tricheries répétées n’entraînent pas de problème de sûreté sur des installations en service.

La direction de SBS est néanmoins dépitée. *« Il y avait une défaillance dans le processus de contrôle »,* admet M^e Malgrain. *Cette personne n’aurait pas dû pouvoir faire cela. »* Un autre salarié est suspecté d’être impliqué. La société a informé tous ses clients, et assure avoir pris des mesures correctrices. Bureau Veritas, de son côté, prépare des solutions pour fournir des documents numériques à valeur probante qui ne puissent plus être dénaturés.

Peut-on avoir confiance dans les pièces des centrales nucléaires, et dans les certificats assurant leur conformité ? *« Ce dossier reste heureusement exceptionnel »,* assure Julien Collet, directeur général adjoint de l’ASN. *Depuis l’affaire coréenne, la falsification des certificats est néanmoins un sujet sur lequel toutes les autorités de sûreté se penchent, pour mieux déceler ces fraudes. »* ■

DENIS COSNARD

UNE SOIXANTAINÉ DE RAPPORTS MAQUILLÉS ONT ÉTÉ IDENTIFIÉS

A Cuba, l’essor du secteur privé reste entravé par le parti unique

Le président Raul Castro rejette toujours l’idée de privatisations

Un mois après la visite historique du président américain, Barack Obama à Cuba, la libéralisation de l’économie de l’île des Caraïbes semble au point mort. Réuni pour son septième congrès, du 16 au 19 avril à La Havane, le Parti communiste de Cuba n’a pas montré de signes d’ouverture vers le secteur privé, au contraire. Lors d’un discours de deux heures, le président cubain, Raul Castro, a rejeté *« les formules néolibérales de privatisation du patrimoine de l’Etat »*.

Des avancées avaient été obtenues ces dernières années. Fin 2010, le régime castriste avait autorisé les Cubains à exercer 201 métiers ou activités à leur propre compte, comme travailleur indépendant ou autoentrepreneur, voire en coopérative. Le but était de dégraisser l’Etat, dont les ressources avaient fondu après la fin des subsides de l’Union soviétique. Même si les professions les plus qualifiées (ingénieurs, architectes, médecins, avocats, etc.) avaient été exclues, cette réforme a permis de faire émerger un embryon d’économie marchande.

Selon le ministre de l’économie et du plan, Marino Murillo, le privé emploie aujourd’hui 1,4 million de Cubains, contre 3,46 millions de fonctionnaires. Parmi eux, on trouve un demi-million de cuenta-

propistas, qui travaillent pour leur propre compte, un chiffre en légère baisse en 2015. Mais le secteur privé ne représente que 5 % du produit intérieur brut, les entreprises d’Etat se réservant les secteurs stratégiques, plus rentables.

« Une douche froide »

La méfiance du régime reste entière. *« Nous ne sommes pas naïfs et nous n’ignorons pas les aspirations de puissantes forces extérieures, qui misent sur le pouvoir croissant des formes non étatiques de gestion pour susciter des agents d’un changement visant à détruire la Révolution »,* a déclaré Raul Castro au congrès. A La Havane, M. Obama avait rencontré des autoentrepreneurs et promis le soutien des Etats-Unis.

Le gouvernement entend toujours limiter l’extension du secteur *« non étatique »*, en interdisant la concentration de la propriété privée et l’accumulation de richesse, selon des normes qui restent imprécises et discrétionnaires. Pour ceux qui s’étaient lancés dans une nouvelle activité et y avaient investi leur épargne, avec l’aide des proches résidant à l’étranger, c’est un coup de frein.

« Le discours de Raul Castro est une douche froide sur les minces attentes d’ouverture et de changement provoquées par le rapproche-

ment avec les Etats-Unis », estime Pedro Campos, ancien militant du PCC. *Au lieu de stimuler la jeunesse capable d’initiative à rester à Cuba, ce discours va provoquer un nouvel exode de jeunes et de professionnels. Et il va aussi inhiber l’investissement étranger et durcir l’embargo américain. »*

Les propos contradictoires du pouvoir et les pesanteurs de la bureaucratie empêchent les investisseurs étrangers de s’implanter. Avant le dégel avec Washington, La Havane examinait 35 demandes d’investissement. Après décembre 2014, leur nombre a atteint les 400. Or, à peine une douzaine de dossiers ont été approuvés, dont la moitié concerne des entreprises déjà présentes dans l’île.

A ce rythme, Cuba n’attirera jamais les 2,5 milliards de dollars (2,19 milliards d’euros) annuels d’investissements étrangers directs pour permettre un décollage de l’économie. La croissance moyenne de 2,8 % sur les cinq dernières années *« ne répond pas à la dynamique de développement dont le pays a besoin »* et *« n’a pas d’impact significatif sur l’économie domestique »*, a admis le ministre Murillo au congrès du PCC. Autrement dit, les Cubains ne voient pas d’amélioration substantielle de leurs conditions de vie. ■

PAULO A. PARANAGUA

Essai clinique mortel : les experts pointent la toxicité de la molécule

Le décès survenu à Rennes est « clairement lié » au médicament testé

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

La brochure investigateur (document rédigé par le laboratoire Bial, qui rassemble les données pertinentes pour l'expérimentation chez l'être humain) « comporte un assez grand nombre d'erreurs, d'imprécisions, d'inversions de chiffres ou de traduction erronée des documents sources qui rendent la compréhension difficile sur plusieurs points. Ceci est tout à fait surprenant du fait de l'importance réglementaire de ce document », estiment les experts.

Sans se prononcer sur « le bien-fondé de l'autorisation de l'essai par l'ANSM après avis du comité de protection des personnes de Brest », ce qui ne faisait pas partie de ses prérogatives, le CSST jette une pierre dans le jardin du laboratoire Bial et du centre expérimentateur Biotrial, et conforte la position de l'agence du médicament qui n'aurait pas eu de raison a priori de refuser l'essai.

Une position qui rejoint celle d'un document interne à l'ANSM, daté du 27 janvier. Ce dernier indiquait que la demande d'autorisation d'essai « a été instruite selon les pratiques et procédures habituelles de l'agence pour les essais combinés de phase 1 en première

« Le mode de progression des doses apparaît clairement problématique car trop brutal », indique le rapport

administration à l'homme et dans le respect de la guideline [recommandation] européenne dédiée ».

Présidé par le pharmacologue Bernard Bégaud, le CSST avait une triple mission : analyser les mécanismes d'action et la toxicité des substances de la même famille que le BIA 10-2474 ; faire le tour des hypothèses pouvant expliquer la toxicité constatée à Rennes et enfin formuler des recommandations générales pour « renforcer la sécurité des volontaires, notamment lors des études de première administration à l'homme (phase 1) ».

Le CSST confirme l'existence d'atteintes cérébrales lors des essais chez le rat et la souris, chez le singe traité à forte dose, et d'atteintes pulmonaires chez le chien. Les experts ne s'expliquent pas

bien les raisons ayant conduit à tester la molécule sur quatre espèces différentes « ce qui est, pour un dossier de ce type, inhabituel ».

Pour l'expérimentation humaine, le rapport s'étonne de la manière dont le passage aux doses les plus élevées s'est déroulé : « Le mode de progression des doses apparaît clairement problématique car trop brutal en fin de progression alors que le bon sens aurait plaidé pour l'inverse. »

« En totale indépendance »

Le CSST conclut que « la symptomatologie présentée par les volontaires [du groupe où ont eu lieu les effets indésirables] ne peut être liée qu'à la dose de BIA 10-2474 qui leur a été administrée de manière quotidienne et répétée ».

L'apparition des symptômes toxiques « pourrait être en rapport

avec le caractère que l'on peut juger a posteriori "peu maniable" de la molécule de BIA 10-2474 ». Celle-ci présenterait en effet une « activité relativement faible », « peu spécifique » et « d'action peu progressive ».

« Dans ces conditions, l'accélération peu compréhensible de l'escalade des doses entre les cohortes [recevant des doses répétées croissantes de 20 mg ou de 50 mg] a vraisemblablement joué un rôle important dans le déclenchement de l'accident », écrivent les experts. Ils précisent avoir travaillé bénévolement dans le cadre du CSST et « en totale indépendance, notamment vis-à-vis de l'ANSM, du laboratoire Bial, du centre Biotrial, des volontaires ayant participé à l'essai, de leurs familles et de leurs défenseurs ». ■

PAUL BENKIMOUN

ÉNERGIE
Nouvelle organisation chez Total

Total se dote d'une nouvelle branche « Gaz, renouvelables et électricité », a-t-il annoncé mardi 19 avril. Le groupe présidé par Patrick Pouyanné a l'ambition, d'ici à 2035, de se hisser dans le trio de tête de l'énergie solaire, de se développer dans le négoce d'électricité et le stockage d'énergie, et d'être leader sur le marché des biocarburants. Cette branche sera mise en place d'ici à septembre 2016. – (AFP)

TÉLÉCOMS
SFR condamné à 15 millions d'euros d'amende par l'Autorité de la concurrence

L'opérateur de télécommunications SFR a écopé, mardi 19 avril, d'une amende de 15 millions d'euros par l'Autorité de la concurrence. Celle-ci l'accuse de ne pas avoir respecté, à La Réunion et à Mayotte, certains de ses engagements liés à la cession de sa filiale, Outremer Telecom, lors du rachat de SFR par Numericable en 2014. Pour éviter un quasi-monopole, SFR s'était engagé avant cette ces-

sion à préserver « la viabilité économique et la compétitivité des activités » d'Outremer Telecom. L'Autorité estime que les hausses tarifaires de 17 % à 60 % sur les forfaits mobiles vont à l'encontre de ces promesses. De son côté, SFR conteste cette décision.

IMPRESSION
Lexmark passe sous pavillon chinois

Le fabricant américain d'imprimantes Lexmark International a annoncé, mercredi 20 avril, son intention de se vendre à des investisseurs asiatiques pour environ 3,6 milliards de dollars (3,2 milliards d'euros). Le conseil d'administration a approuvé à l'unanimité une vente à un consortium d'investisseurs emmenés par Apex Technology, une société basée en Chine, et le fonds d'investissement PAG Asia Capital. L'entreprise conservera son siège social aux Etats-Unis et son patron Paul Rooke. L'opération, qui devrait être bouclée au deuxième semestre, débouchera sur un arrêt de la cotation du groupe à la Bourse de New York. – (AFP)

Intel taille dans ses effectifs pour se relancer

L'américain va supprimer 12 000 emplois et se recentrer sur le mobile et le cloud

SAN FRANCISCO - correspondance

Big bang chez Intel. Le premier fabricant mondial de semi-conducteurs a annoncé, mardi 19 avril, qu'il allait supprimer 12 000 emplois d'ici à mi-2017, soit environ 11 % de sa main-d'œuvre. Il s'agit du plus important plan social de son histoire.

« Intel est connu comme une entreprise centrée autour du PC. Il est temps d'effectuer notre transition », a justifié Brian Krzanich, son directeur général, lors des résultats financiers du premier trimestre. L'entreprise de Santa Clara (Californie) mise en particulier sur le cloud computing et sur l'Internet des objets.

Le groupe n'a pas fourni de détails sur les activités concernées. « Cela devrait toucher les catégories de PC dont les ventes ne progressent plus, prédit Patrick Moorhead, directeur de Moor Insights & Strategy. Ils vont continuer d'investir dans les catégories en croissance », comme les appareils hybrides, mi-PC mi-tablette, et les ordinateurs destinés aux amateurs de jeux vidéo.

La société espère économiser 750 millions de dollars (660 millions d'euros) cette année. Puis 1,4 milliard de dollars par an à partir de mi-2017. Elle va enregistrer une charge de restructuration d'environ 1,2 milliard de dollars dans ses comptes du deuxième trimestre.

Intel souffre du déclin des ventes d'ordinateurs. Les microprocesseurs et autres composants qu'il fournit aux fabricants représentaient l'an passé un peu moins de 60 % de son chiffre d'affaires et de son résultat opérationnel, respectivement en baisse de 1 % et 9 % par rapport à 2014. Or, le marché reste sur quatre années de baisse, selon les estimations du cabinet Gartner. L'an passé, les ventes de PC ont encore chuté de 8 %.

Et la tendance ne s'améliore pas. Au premier trimestre, il s'est écoulé moins de 65 millions d'unités dans le monde. Il s'agit de la plus mauvaise performance depuis 2007. « La base installée continue de se réduire », note Mikako Kitagawa, de Gartner, alors que les tablettes et les smartphones se substituent de plus en plus aux PC. Intel mise désormais sur un déclin annuel plus proche des 10 % que des 5 % initialement redoutés.

Erreurs stratégiques

Dans le même temps, le groupe continue de payer ses erreurs stratégiques. La société n'a pas anticipé l'émergence des supports mobiles. En 2013, quand M. Krzanich a pris les commandes, sa part de marché était estimée à 1 %. Depuis, Intel a fait des progrès. Mais le marché reste dominé par Qualcomm et ses puces bâties autour de l'architecture ARM. Pour redresser la barre, Intel tente de décrocher un contrat avec Apple, afin d'équiper le prochain iPhone.

Le groupe espère aussi profiter de la forte croissance attendue du cloud computing. Amazon, Microsoft et Google prévoient d'ouvrir nombre de data centers ces prochaines années. Les puces d'Intel équipent la très grande majorité des serveurs utilisés dans ces centres. L'an passé, le chiffre d'affaires de cette activité a progressé de 11 %.

En outre, Intel investit pour prendre pied dans l'Internet des objets. Le marché est encore naissant – le segment a représenté à peine plus de 4 % des recettes de la société l'an passé – mais les dirigeants de l'entreprise rêvent d'équiper « des milliards d'appareils connectés ». « Nos fondations sont solides pour renouer avec la croissance. Il faut maintenant accélérer », assure M. Krzanich. ■

JÉRÔME MARIN



LA BELLE ÉTOILE



Chaque semaine 1,9 MILLION de lecteurs

+21%



Étoile de l'ACPM 2016 – Catégorie magazines hebdomadaires et bimensuels – Plus forte évolution en valeur absolue entre 2015 et 2014.



mpublicite.fr



Source : ACPM ONE 2015 vs 2014 – indicateur LDP – Cible ENS. 15+

Bruno Le Maire, candidat à la primaire de la droite et du centre, et Philippe Wahl, PDG de La Poste, étaient les invités, mardi 19 avril, du Club de l'économie – « Le Monde »

Le Maire : « Il ne s’agit pas d’infliger une purge aux Français »

Sur la méthode de gouvernement, la politique fiscale ou la réduction des déficits, le député de l'Eure s'est démarqué de François Fillon comme de Nicolas Sarkozy

Quel est votre diagnostic sur l'état du pays ?

Ma première impression est celle d'un appauvrissement généralisé. Notre pays est en train de devenir pauvre, les Français sont en train de devenir pauvres. Ils ont un sentiment de déclasserement social extraordinairement généralisé. La deuxième impression, c'est qu'il n'y a plus de nation, mais des communautés, ici ou là. Il y a des individus repliés sur eux-mêmes, leur famille, leur communauté religieuse ou d'autres catégories d'appartenance. L'idée de nation est en train de disparaître. La troisième chose, tout de même positive, c'est qu'ici ou là, partout en France, on voit des petites pépites, des capacités d'innovation exceptionnelles, des entreprises qui font rêver.

François Fillon affirme que « le renouveau, c'est un slogan, pas un projet ». Vous lui répliquez : « Le renouveau, c'est une méthode ». Quelle serait votre méthode de gouvernance ?

Mon constat sur la gravité de la situation et la profondeur des attentes des Français m'impose de répondre à la question qui vous est posée partout en France : « Pourquoi est-ce que vous y arriveriez ? Depuis trente ans, nous sommes déçus. » Tous les Français renvoient dos à dos ou commentent à renvoyer dos à dos le quinquennat de Nicolas Sarkozy et celui de François Hollande. On a cru à Nicolas Sarkozy, on a été déçu. On a cru à François Hollande et c'est un naufrage. Il y a trois facteurs de blocage qu'il faut lever par cette méthode

du renouveau. Le premier, c'est la classe politique elle-même. Et je suis le seul des concurrents à droite, à le dire aussi nettement. Vous ne pouvez pas réussir sans transformer la classe politique en profondeur. C'est le sens de mes propositions : non-cumul des fonctions, non-cumul dans le temps en limitant à trois le nombre de mandats du député ou du sénateur, obligation de démission de la haute fonction publique pour les énarques qui font de la politique, réduction des députés et des sénateurs.

Le deuxième point de blocage, ce sont les syndicats. Je ne négocierai pas avec les syndicats. Je ne supporte plus cette confusion des genres qui fait que l'on estime, aussitôt qu'on est élu, que votre seul interlocuteur devient le syndicat et non pas les Français qui ont voté pour vous. Je vais être très précis : j'abrogerai la loi de 2007 qui fait obligation au gouvernement, avant toute décision relative au marché du travail, de négocier avec les syndicats.

L'une des ordonnances que je propose portera sur la simplification du code du travail, un nouveau contrat de travail plus souple et la dégressivité des allocations-chômage. Je suis tout à fait prêt à en discuter avec les syndicats. Pas à négocier. Je crois à la nécessité de refonder le dialogue social, au niveau de l'entreprise, et c'est pourquoi j'ouvrirai le premier tour des élections professionnelles à tous les salariés qui le souhaitent.

L'administration constitue le troisième blocage. Les fonctionnaires n'en sont pas responsables, ce sont les politiques qui ont démissionné. Il faut changer une trentaine de directeurs d'administration centrale dès votre arrivée au pouvoir, pour avoir l'assurance qu'ils mettront en place la politique pour laquelle vous avez été élu par les Français. Il faut que chaque directeur d'administration centrale et chaque directeur d'établissement public ait une lettre de mission, avec des objectifs en termes de réduction de la dépense et de

diminution du nombre d'emplois publics. Vous atteignez votre objectif : vous êtes maintenu à votre poste. Vous ne l'atteignez pas : vous êtes remplacé.

Vous ne touchez donc pas au cadre institutionnel. Dans votre équipe, certains y étaient pourtant favorables...

Je ne suis absolument pas favorable à des changements institutionnels. Ce que je veux, en revanche, c'est une vraie révolution de la gouvernance. Mettre le débat des institutions sur la table, c'est l'assurance que nous allons pendant des mois et des années discuter de sujets qui ne sont pas au cœur des préoccupations des Français. Je veux les emmener avec une perspective de dix ans ; c'est important d'avoir une perspective longue, pour que notre pays retrouve sa confiance en lui.

Le référendum sur notre système politique et la série d'ordonnances que je propose constituent les deux leviers d'une impulsion politique : référendum pour rendre au peuple français sa capacité à décider sur qui vous représente, et série d'ordonnances, pour montrer que le politique est capable de faire bouger les choses, alors qu'aujourd'hui les Français ont largement l'impression que nous sommes impuissants.

Quand, dans une série d'ordonnances, vous relevez les seuils sociaux, vous simplifiez le code du travail, vous faites un CDD avec des droits croissants, exactement comme l'a fait Renzi en Italie, vous rendez les allocations sociales dégressives, en tenant compte de l'offre de formation et de l'offre d'emploi qui sera faite à chacun, vous donner une réelle impulsion.

Les finances de la France sont très contraintes, quel engagement prenez-vous en la matière ?

J'entends beaucoup dire qu'il faudrait réduire les déficits à marche forcée, parvenir à l'équilibre zéro à l'horizon 2022. Je ne retiens pas cette hypothèse. Nos partenaires

européens attendent de nous des réformes de structures, mais ils comprennent très bien que réformer en profondeur peut coûter de l'argent public, et que si vous essayez dans le même temps de faire les réformes que les Français attendent depuis trente ans et de réduire les déficits à marche forcée, vous risquez de ne faire ni les réformes ni les réductions des déficits.

Vous pensez qu'il y a une surenchère sur ce sujet ?

Il y a une surenchère sur le thème « plus libéral que moi tu meurs », et je n'irai pas dans cette surenchère. Il ne s'agit pas d'infliger une purge aux Français, mais de permettre à la nation française de retrouver ses capacités de production, sa capacité à produire des richesses et à donner un travail à chacun.

Vous n'aimez pas le mot « libéral ». Pourquoi ?

Quand j'entends parler de « choc libéral », je ne vois pas ce que cela raconte aux Français. Je suis très circonspect sur tous ces mots de « choc » ou de « thérapie », profondément anxiogènes. Mon choix fiscal est en faveur des entrepreneurs. Il ne s'agit pas d'un choc ni d'un bouleversement, mais je veux que notre pays soit l'un des plus attractifs au monde en matière fiscale, pour que les investissements se portent davantage vers la France. Donc la grande décision fiscale que je prendrai, c'est de réduire l'impôt sur le capital, que je fixerai à 25 %, au lieu de 60 % aujourd'hui. Contrairement à Nicolas Sarkozy, je ne propose donc pas de réduire l'impôt sur le revenu. Le choix que nous devons faire en 2017, c'est de savoir si nous relançons la croissance avec une fiscalité favorable aux entrepreneurs et aux investissements, ou si nous voulons redistribuer des richesses avant même de les avoir créées. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
VINCENT GIRET
ET THOMAS WIEDER

Philippe Wahl : « La Poste est la plus grande entreprise de proximité »

Le patron du groupe public affiche ses ambitions en matière de livraisons et de services à domicile, d'aide à la personne et de recyclage, alors que les volumes de courrier ne cessent de diminuer

Pour la première fois depuis longtemps, La Poste a retrouvé en 2015 la croissance et les profits alors que l'activité courrier continue de décliner fortement. Que s'est-il passé ?

L'année 2015 marque en effet un tournant. Le résultat d'exploitation a crû, plus encore que ce que nous espérions, et nous sommes revenus en trésorerie positive. Ce n'est que le début d'une transformation extrêmement profonde, la plus complexe qu'ait jamais connue l'entreprise depuis sa création par Louis XI, et qui va durer au moins jusqu'en 2020. Pour cela, il faut partager le diagnostic, avec les 250 000 postiers, avec l'opinion publique et avec l'actionnaire. Ce diagnostic est très simple. Le modèle stratégique, économique et social de La Poste n'est plus viable. C'est essentiel de le dire aussi clairement. Ce qui met 250 000 personnes en mouvement, c'est la vi-

sion de l'entreprise que vous projetez. Nous sommes, par histoire et par organisation, au service de la multitude. Nous rencontrons chaque jour, en tête à tête, physiquement, 3,7 millions de Français. La Poste du XXI^e siècle, c'est la plus grande entreprise de proximité humaine de ce pays.

Vos activités de proximité ont représenté 20 millions d'euros en 2015. Ce n'est pas à l'échelle pour donner demain du travail à vos 90 000 facteurs...

Le groupe s'adapte, et chaque année ses effectifs diminuent, selon le modèle postal qui est négocié et qui se fait de façon progressive, par non-remplacement des départs à la retraite. En face, les nouvelles activités montent et doivent remplacer au fur et à mesure, sur dix ans, les activités déclinantes du courrier. En sept ans, entre 2008 et 2015, les volumes du courrier postal ont diminué de 30 % et les effectifs de 23 %. C'est considérable et cela va continuer.

Mais en face, nous avons la banque, la *silver economy*, les nouveaux services du facteur et GeoPost, c'est-à-dire tout ce que nous faisons dans l'express et l'international. Nous sommes en train de devenir le premier acteur du transport routier de colis en Europe, devant Deutsche Post et DHL. Tout cela va nous fournir des relais de croissance.

Quels services seront les plus porteurs ?

Je vois trois domaines. D'abord la veille et la visite aux personnes âgées. C'est un enjeu considérable. La Poste sera l'un des facteurs-clés du maintien heureux à domicile. Un marché d'autant plus solvable que les seniors votent massivement... Nous allons lancer en octobre un nouveau service qui s'appelle Veillez sur mes parents. Vous vous abonnez à La Poste et le facteur passe deux, quatre ou six fois par semaine pour visiter statistiquement votre maman ou votre papa. Le deuxième domaine, ce sont les services à domicile et les livraisons. Et enfin le recyclage. Nous pouvons faire le tour des millions d'entrepreneurs pour récolter des papiers usés, etc.

La qualité du service Chronopost de livraison de colis fait débat. Sont en cause le recours massif à la sous-traitance et la pression exercée sur eux. N'êtes-vous pas allé trop loin ?

Le marché de Chronopost est le marché de l'express, qui est extrêmement concurrencé. Le cœur du marché, ce sont les négociations annuelles avec les sites d'e-commerce. Elles dégagent une marge globale, et après on règle la sous-traitance en fonction de la marge. Le suivi de nos sous-traitants est exemplaire, mais si on commence à vouloir mettre des statuts de La Poste chez Chronopost, il disparaît.

Dans ce domaine, votre premier client Amazon devient votre concurrent depuis le rachat de Colis Privé. Cela vous fait peur ?

Non, c'est une aide au développement de La Poste. L'e-commerce est une incroyable vague de croissance, essentiellement portée par Amazon. Là où ils seront nos concurrents, on sera rudes et stimulants pour eux. C'est la vie. Nous ne sommes pas des victimes de ce qui arrive. Amazon a, en plus, un véritable intérêt à travailler avec nous, car nous sommes non seulement le numéro 1 en France, mais aussi le numéro 1 en Pologne, le numéro 2 au Royaume-Uni, en Allemagne et en Espagne. A l'autre bout de l'échelle, nous avons pris une participation de 20 % dans la start-up Stuart, qui est un service de courses humaines urgentes à Paris. C'est un Uber de la livraison qui ne fait travailler que des autoentrepreneurs. Nous avons pris cette participation en discutant avec eux du cadre social qu'ils voulaient défendre et que nous voulions défendre. A l'intérieur du groupe La Poste, il y a plusieurs formes d'emplois. Et ça va continuer. ■

V. GT
ET PHILIPPE ESCANDE

**Philippe Wahl** PDG du groupe La Poste depuis 2013

Il est temps de larguer l’argent par hélicoptère

A court de munitions ? », demandait, fin février, l’hebdomadaire britannique *The Economist* aux autorités monétaires. Il semble bien que ce soit le cas. Les bilans des banques centrales ont gonflé, les taux directeurs sont proches de zéro : il y a beaucoup d’eau à bon marché, mais le cheval refuse de boire. En l’absence de signes d’inflation, et étant donné la fragilité de la croissance, beaucoup anticipent une stagnation chronique, voire une nouvelle récession.

Pourtant, les décideurs ont une option supplémentaire : financer directement les dépenses publiques en imprimant de l’argent – autrement dit, le « largage par hélicoptère ». La nouvelle monnaie permettrait de contourner les secteurs financiers et les entreprises pour aller directement aux chevaux assoiffés : les consommateurs à revenu moyen et faible. L’argent pourrait leur parvenir directement, ou au travers des investissements dans des créations d’emplois et d’infrastructures qui stimuleraient la productivité. En plaçant le pouvoir d’achat dans les mains de ceux qui en ont le plus

besoin, le financement monétaire direct des dépenses publiques contribuerait également à améliorer l’inclusion sociale, dans des économies où l’inégalité est en hausse rapide.

Des propositions plus radicales ont fait surface. Au-delà de la défense de salaires minimaux plus élevés, certains appellent les gouvernements à imposer aux employeurs privés des augmentations de salaires généralisées – ce qui ferait monter les prix et combattrait les attentes déflationnistes. Le simple fait que des économistes, dont les points de vue sont généralement tout sauf d’extrême gauche, pensent à un tel dirigisme montre à quel point les circonstances sont devenues extrêmes.

BULLES, CRISES ET RÉCESSIONS

Je suis favorable à l’ensemble de ces propositions, sous une forme ou sous une autre. Les détails de leur mise en œuvre devraient évidemment varier selon les circonstances de chaque économie. L’Allemagne, par exemple, est en position de force pour mettre en œuvre une politique de hausse des salaires, compte tenu de l’énorme

excédent de sa balance des paiements, bien qu’une telle mesure présente des obstacles politiques majeurs. Cela dit, augmenter les dépenses d’éducation, de formation professionnelle et d’infrastructure est une évidence dans pratiquement tous les pays, et c’est politiquement plus réaliste.

Mais il y a une autre dimension du défi. Des taux d’intérêt réels nuls ou négatifs, quand ils deviennent quasi permanents, portent atteinte à l’allocation efficace du capital et favorisent l’émergence de bulles, de crises et de récessions. Elles contribuent également à favoriser la concentration des revenus au sommet de la société, en nuisant aux petits épargnants. Aussi paradoxal que cela puisse paraître aujourd’hui, il est probable que l’économie mondiale bénéficierait de taux d’intérêt un peu plus élevés.

Mais le relèvement des taux d’intérêt ne peut pas être une politique autonome. Si une seule grande banque centrale tentait de le faire, son économie serait immédiatement « punie » par une appréciation de sa devise, par une baisse de sa compétitivité et par une chute de ses expor-

tations. De même, si toutes les grandes banques centrales augmentaient leurs taux directeurs en même temps, ces effets d’entraînement s’annuleraient les uns les autres.

En revanche, une action coordonnée, par exemple une hausse des taux en deux modestes étapes de 25 points ou 30 points de base, serait neutre en termes de taux de change et de compétitivité à court terme, tout en permettant de déplacer les taux d’intérêt réels en territoire positif. En cas de succès, cet effort pourrait éventuellement être suivi par d’autres petites augmentations, permettant une nouvelle utilisation des « munitions » traditionnelles de politique monétaire à l’avenir.

Le succès dépend aussi de la poursuite simultanée de l’expansion budgétaire dans le monde entier, en équilibrant les efforts de chaque pays sur sa marge de manœuvre budgétaire et la position de son bilan. Cette expansion devrait financer un programme mondial d’investissement concentré sur les deux principaux défis de notre temps : l’énergie et les compétences propres à l’ère numérique.

Une telle politique pourrait stimuler la croissance mondiale, améliorer l’allocation du capital, soutenir une distribution plus équitable des revenus et réduire le risque de bulles spéculatives. Les réunions qui précèdent le sommet du G20 en Chine seraient des forums idéaux pour concevoir ce train de mesures et faire progresser sa mise en œuvre.

L’orthodoxie économique et les actions indépendantes ont échoué. Il est temps pour les décideurs de reconnaître qu’une coopération politique internationale novatrice n’est pas un luxe ; parfois – comme aujourd’hui –, c’est une nécessité. ■

Traduit de l’anglais par Timothée Demont
© Project Syndicate, 2016.
[Project-syndicate.org](#)

Kemal Dervis est vice-président du think tank *Brookings Institution*, ancien ministre des affaires économiques de la Turquie et ancien administrateur du Programme de développement des Nations unies

D’où vient l’échec de la fusion Orange-Bouygues ?

Les véritables problèmes de monopole se situent moins au niveau des opérateurs téléphoniques que des plates-formes du numérique, qui dictent les règles du jeu

PAR OLIVIER SICHEL

Les négociations sur la fusion entre Orange et Bouygues Telecom ont finalement échoué, laissant libre cours aux spéculations sur le rôle de chacun dans cet échec. La volonté des deux principales parties, Orange et Bouygues, n’étant pas mise en cause, les regards se sont tournés vers un Etat actionnaire fatalement trop interventionniste et vers l’ego des dirigeants, fatalement intéressés par l’échec de la fusion. Alors même que l’on fait de ce revers le symbole des turpitudes de tout un secteur, on lui trouve des causes triviales.

Peut-être est-il temps d’interroger le cadre plus que les acteurs qui y évoluent. Peut-être est-il temps de rappeler que ces grands mouvements de concentration sont plus subis que voulus, qu’ils répondent à un impératif d’investissement dans de coûteuses infrastructures destinées à satisfaire un besoin exponentiel de capacité initié par d’autres acteurs que les opérateurs télécoms.

ACTEURS DE SECONDE ZONE

Lorsque des plates-formes numériques aussi monopolistiques que sous-régulées viennent à imposer la reconfiguration d’un secteur entier, peut-être est-il temps de repenser le cadre de régulation de ce dernier... et surtout celui des premières.

Le rapport de force n’est en rien équitable. Un Google vaut soixante Bouygues Telecom, et il n’y a pas soixante Bouygues Telecom au monde. Facebook a dépensé l’équivalent de deux Bouygues pour s’offrir WhatsApp, une messagerie qui compte aujourd’hui plus d’un milliard

d’utilisateurs, sans qu’aucune autorité de la concurrence n’ait eu à être consultée. Lorsque le groupe Apple est soupçonné d’imposer des clauses léonines aux opérateurs télécoms, l’entreprise est menacée de se voir infliger 45 millions d’euros d’amende, soit moins de deux heures de son chiffre d’affaires ! Fleurons du numérique européen, les opérateurs télécoms nationaux sont en faits devenus des acteurs mondiaux de seconde zone.

Paradoxalement, cela ne signifie pas qu’ils aient perdu leur importance dans l’économie numérique. Ils en restent des acteurs-clés, portant les investissements stratégiques dans la 4G, la fibre optique ou la couverture de l’ensemble du territoire. Dès lors, comment se satisfaire d’une situation où chaque rapprochement – souvent naturel au regard du montant des investissements à porter – impose d’anticiper l’avis des autorités de la concurrence et de négocier à la même table que des opérateurs tiers qui ont leurs propres objectifs ? Cela favorise des comportements de passagers clandestins et d’optimisation qui rendent la négociation difficile, si ce n’est impossible.

Ainsi, pendant que les puissances de second rang des télécoms passent leur temps à gérer les remous de leurs propres mouvements, les véritables seigneurs du numérique, aux capitalisations supérieures à 500 milliards d’euros, sont confortablement installés dans leurs positions dominantes et regardent les effets de réseau les renforcer chaque jour, sans que cela déclenche de réaction des autorités européennes. Seule la Chine a su préserver son environnement, en créant ses propres champions tels que Baidu, Alibaba, ou encore Tencent...

Sans changement des règles du jeu, ce mouvement ne peut que s’accélérer. On se dirige vers un affaiblissement continu et durable des opérateurs télécoms, de l’investissement qu’ils portent et, in fine, de l’innovation qu’ils favorisent, au profit d’une consolidation des positions de grandes plates-formes faiblement contributives, tant en termes d’emploi que de finances publiques.

C’est pourquoi il est urgent de revoir le cadre de régulation du numérique pour prendre en compte les deux faces d’un même marché et donner ainsi les moyens aux opérateurs télécoms d’assumer pleinement leur rôle, tout en régulant les positions monopolistiques des grandes plates-formes numériques. ■

Le « Brexit », une catastrophe pour la City

Nombre d’établissements étrangers, en particulier américains, utilisent Londres comme tête de pont pour leurs opérations dans l’Union européenne. Ils quitteraient alors la place

PAR KAREL LANNOO

Cela ne devrait faire aucun doute, un « Brexit » sera néfaste pour la position de la City. Londres, en tant que centre financier, a beaucoup bénéficié des facilités du marché intérieur européen, et plus particulièrement, avec la licence unique, de la libre prestation des services au sein de l’Union. On pourrait même affirmer qu’il y a une corrélation directe entre l’achèvement du marché intérieur et la croissance de la City. Pour le dire autrement, la prédominance de Londres en tant que centre financier en Europe est assez récente, ce qui semble échapper à beaucoup d’acteurs au Royaume-Uni. Plus globalement, un « Brexit » affectera négativement la compétitivité des marchés financiers européens.

Londres remplit les mêmes fonctions que les autres centres financiers globaux comme New York ou Hongkong. Ces derniers incarnent des organes vitaux pour un grand marché unique, en ce sens qu’ils refinancent les centres régionaux et bénéficient d’importants effets de réseau. Grâce à leur taille, ils attirent des flux financiers massifs et peuvent exécuter leurs opérations plus efficacement que des centres financiers régionaux. Cela concerne les marchés de valeurs, de dérivés et de change. De plus, ils bénéficient d’infrastructures et des ressources humaines adaptées pour supporter ces fonctions.

Pour pouvoir réaliser ces fonctions, Londres a besoin du marché européen intégré, qui s’est progressivement renforcé tout au long du quart de siècle passé. Londres est en fait un exemple

parfait des bénéfices apportés par le marché unique, qui permet à chaque Etat ou à chaque région de se spécialiser dans ses points forts. Ainsi, tout comme l’Allemagne s’est spécialisée dans la production de véhicules, Londres et le Royaume-Uni se sont spécialisés dans les services financiers.

Dans les années 1960 et 1970, selon l’indicateur utilisé, Londres était sur un pied d’égalité avec Paris en tant que centre financier. Alors que Londres était plus internationale et plus axée sur les marchés, la taille des actifs bancaires et la contribution du secteur financier au produit intérieur brut (PIB) étaient plus élevées en France. L’emploi dans le secteur était similaire dans les deux centres jusqu’à il y a vingt ans.

Mais le big bang de la City, les réformes britanniques du marché du travail, les nationalisations des premières années de François Mitterrand en France et, plus tard, le marché unique, et la perspective d’une union monétaire ont changé tout cela. Londres a réussi à s’adapter rapidement pour servir de tête de pont aux banques étrangères, et plus particulièrement aux institutions financières américaines, pour leurs opérations au sein de l’Union.

CONSÉQUENCES DE TAILLE

En comparant les composantes de la City encore aujourd’hui, la présence étrangère la plus importante est celle des Américains : banques, investisseurs institutionnels, gestionnaires de fonds, agences de notation. Leur présence à Londres est clairement liée à l’instauration de la licence unique dans ces secteurs, qui permet la libre prestation de services dans toute l’Union européenne – un dispositif qui a été progressivement clarifié et renforcé.

Un changement de position du Royaume-Uni au sein de l’Union aura indubitablement une incidence négative et rapide sur ces facilités et provoquera des conséquences immédiates pour les banques américaines. Certaines ont d’ailleurs déjà préparé leur plan B. Tout cela aura des implications économiques et budgétaires directes pour le Royaume-Uni, étant donné que ces établissements américains sont clairement plus compétitifs que les banques britanniques, les autres établissements européens et étran-

gers. Par ailleurs, elles représentent environ un cinquième de l’emploi du secteur financier total de la City.

De plus, la City joue un rôle crucial d’arbitrage pour ces institutions américaines entre les Etats-Unis et l’Union européenne. La taille de leurs opérations à Londres est telle qu’ils peuvent facilement y réorienter certaines parties de leurs transactions, si nécessaire, en fonction du contexte réglementaire américain. Ainsi, une bonne partie des contrats dérivés de taux d’intérêt en euros ont migré vers Londres. La Commodity Futures Trading Commission américaine (CFTC) a introduit de nouvelles règles sur le marché des swaps (dérivés), notamment à la suite de l’adoption de la loi Dodd-Frank à la fin de 2013. Des règles similaires en Europe, avec l’adoption de la réglementation EMIR (European Market and Infrastructure Regulation), attendent encore d’être mises en application.

Ceux qui pensent que la City pourrait survivre en dehors de ce grand marché sous-estiment des conséquences de taille, ainsi qu’une série d’effets secondaires. Il est bien connu que les fonds spéculatifs et les gestionnaires de fonds sont en majorité favorables au « Brexit ». Mais ces acteurs sont installés à Londres précisément en raison de la facilité à mener un grand nombre de transactions avec des courtiers-négociants et des banques d’investissement. Une facilité qui repose à son tour sur la présence d’un grand nombre d’acteurs, dont les succursales de grandes banques américaines.

Une fragmentation de la taille critique dont Londres bénéficie aujourd’hui sera aussi négative pour la compétitivité de l’Union européenne dans son ensemble. Même si d’autres centres financiers en Europe tireront un avantage d’un éventuel « Brexit », il est fort probable que l’Union sera perdante, notamment parce qu’elle perdra à la fois une partie de la diversité des acteurs présents à Londres, et la spécialisation que la City (et le Royaume-Uni) a réussi à établir. En comparaison avec d’autres régions du monde, l’Union dispose d’un trop grand nombre de centres financiers. Un « Brexit » freinerait le processus de restructuration des places européennes actuellement en cours. ■

Karel Lannoo est directeur général du think tank *Centre for European Policy Studies* (CEPS, Bruxelles)

Olivier Sichel est président de *The Digital New Deal Foundation*

« Transformer France Télévisions est une nécessité absolue »

Présidente du groupe, Delphine Ernotte dit soutenir Michel Field malgré la motion de défiance contre lui. Mais elle lance aussi une mission d’apaisement

Arrivée à la tête de France Télévisions le 24 août 2015, Delphine Ernotte affronte sa première crise, avec la motion de défiance votée à 65 % mardi 19 avril contre son directeur de l’information, Michel Field, nommé il y a quatre mois. Si elle lui maintient sa confiance, elle va aussi confier à un journaliste une mission afin d’apaiser les tensions. Sur le fond, elle attribue les oppositions internes à sa volonté de réformer vite, avec l’ouverture de nombreux chantiers.

La motion de défiance contre Michel Field est-elle un échec pour vous ?

Depuis mon arrivée dans l’entreprise il y a huit mois, je m’emploie à transformer France Télévisions. J’ai ouvert beaucoup de chantiers, de la chaîne d’information publique au rapprochement des rédactions, un projet ancien mais dont la mise en œuvre démarre. Avec les patrons de chaînes, nous « réinterrogeons » les programmes, qui doivent trouver un équilibre entre l’ancien et le nouveau. J’ai aussi annoncé une offre de vidéo par abonnement. Et les délais sont serrés.

Se transformer est une nécessité absolue : nous ne sommes pas dans un monde clos. Aucun salarié ne croit que nous pouvons continuer sans rien changer, je l’ai vu aux assises que j’ai organisées

« Je confirme Michel Field et la confiance que j’ai en lui pour mener les réformes au rythme prévu »

en interne. A l’information, il y a aussi beaucoup de changements. Si on ajoute à cela les maladresses de Michel Field, on a une situation que l’on peut qualifier de malaise.

Votre direction de l’information est dénoncée pour ses méthodes brutales, alors que vous avez mis en avant votre sens du dialogue social...

Je me souviens qu’à mon arrivée, dans les rapports écrits sur les relations au travail, des questions se posaient déjà, en particulier à l’information. Si je dois me faire un reproche, c’est de ne pas m’en être occupée plus tôt. Il y a une situation de crise. Il faut écouter, c’est ce que j’ai fait, en rendant visite aux rédactions, pour avoir un lien direct avec les salariés.

Je confirme Michel Field et la confiance que j’ai en lui pour mener les réformes au rythme prévu. Mais je prends le sujet très au sérieux : j’ai donc décidé, en accord avec Michel, de demander à Alain

de Chalvron, correspondant à Pékin, qui connaît très bien la maison [il fut directeur de la rédaction de France 2], de réaliser une mission rapide sur les relations de travail à l’information. Et de nous proposer des solutions d’amélioration.

La préparation de l’émission « Dialogues citoyens » avec M. Hollande a donné lieu à des accusations de partialité...

Cela m’est insupportable qu’on remette en cause l’indépendance de France Télévisions. Il s’agit de l’indépendance de la rédaction, une valeur forte du service public. Nous prouvons cette indépendance chaque jour, à chaque édition de nos journaux, dans tous nos magazines d’information et dans tous nos programmes. Je suggère qu’on revisionne l’émission : sommes-nous complaisants ? Sans parler du fait que France Télévisions a publié les « Panama papers » ou édité le documentaire sur le Crédit Mutuel refusé par Canal+ et qu’elle invite tous les politiques, en étant scrutée sur le pluralisme.

Ne voulez-vous pas trop réformer, trop vite ?

Le rythme s’impose à nous. Sur la chaîne d’information, qui va être lancée en septembre, on a quinze ans de retard... Et il y a une forte actualité, de la primaire de la droite à la présidentielle, qui impose que nous soyons prêts. J’ai



ANTOINE DOYEN POUR « LE MONDE »

confiance dans la capacité des équipes de France Télévisions à se transformer. J’entends parfois que l’entreprise ne veut pas bouger mais c’est faux.

La chaîne d’information ne sera-t-elle pas low cost si les journalistes sont aussi monteurs ?

C’est un point de divergence avec les syndicats, qui soutien-

nent pourtant le principe de la chaîne. A France Télévisions, il y a encore une séparation des métiers assez stricte, qu’on ne retrouve pas dans des médias plus jeunes. C’est une question centrale et tout le monde sait qu’il va falloir qu’on en discute. Je veux que la chaîne d’information démarre avec des conditions de travail nouvelles et de qualité. Il nous faut poursuivre le dialogue social.

La fusion des rédactions ne va-t-elle pas faire disparaître la singularité de France 3 ?

Peut-on comprendre qu’il y ait un service politique à France 3 et un autre à France 2, qui traitent à peu près les mêmes sujets, alors qu’on pourrait enrichir la couverture ? Le rapprochement des rédactions est nécessaire au service du renforcement de la ligne éditoriale de chaque édition [19-20 de France 3, JT de France 2, etc.]. Cet équilibre est garant de la pluralité de l’information.

Vous changez les programmes mais quelle est votre ligne directrice ?

Nous voulons d’abord que le télé-spectateur se repère dans nos grilles, grâce à des soirées qui soient des rendez-vous. Nous voulons aussi laisser de la place à la création, de la fiction à l’anima-

tion, en passant par le documentaire et le cinéma. Avec des identités claires pour chaque chaîne. Enfin, nous cherchons davantage de visibilité pour la culture. Nous avons par exemple fait un appel à projets pour une émission de deuxième partie de soirée sur les arts. C’est un risque en matière d’audience mais c’est notre rôle : être des passeurs.

Sur l’information ?

Des choses formidables ont été faites : par exemple, « Des Paroles et des Actes » a été l’émission-phare de la campagne de 2012. Mais le monde a changé, le rapport à la politique aussi. C’est pour cela que nous testons des formats nouveaux comme « Dialogues citoyens ». Pour voir si cette prise directe avec les Français, même si le concept n’est pas entièrement nouveau, fonctionne.

Voulez-vous faire table rase des anciens et de l’équipe précédente ?

Non. Il y a un équilibre à trouver entre la poursuite des succès et les nouveaux projets. Mais je me mets à la place de quelqu’un qui a été un visage de France Télévisions pendant plusieurs années : quand on vous dit que ça s’arrête, c’est forcément très difficile. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXANDRE PIQUARD

La méthode de Delphine Ernotte à l’épreuve

LA MOTION DE DÉFIANCE votée contre son directeur de l’information est la plus grosse crise que doit affronter Delphine Ernotte depuis le début de son mandat, en août 2015. Si la présidente de France Télévisions dit maintenir sa confiance à Michel Field, nommé quatre mois et demi plus tôt alors qu’il n’avait jamais dirigé de grande rédaction, elle se voit obligée de réagir. Elle va confier à un journaliste maison une « mission » sur les relations au travail dans le secteur de l’information.

Toutes proportions gardées, les circonstances rappellent des épreuves connues par d’autres patrons de l’audiovisuel public, qu’il s’agisse de Rémy Pflimlin, le prédécesseur de Mme Ernotte, ou de Mathieu Gallet, nommé PDG de Radio France début 2014, tous deux bouculés lors de leur arrivée.

Autre motif de consolation pour l’équipe Ernotte : si 65 % des journalistes ont dit non à M. Field, le taux de participation n’a pas dépassé 67 %. L’explication se trouve notam-

ment dans les divisions qui demeurent entre les journalistes de France 2 et de France 3. Les premiers sont réputés très opposés à M. Field mais plutôt favorables à la fusion des rédactions, que rejettent massivement les syndicats de France 3.

Jouer sur les clivages

Selon certains, les plus virulents contre le directeur de l’information sont les « cadres » historiques de France 2. Delphine Ernotte peut espérer jouer sur ces clivages pour tenter de faire passer ses différentes réformes en cours, dont la chaîne d’information publique. A ce sujet, beaucoup reste à faire pour tenir le délai très serré de septembre, date à laquelle la chaîne doit être lancée, et surmonter les défis d’organisation.

Du point de vue des programmes, Mme Ernotte assume vouloir changer largement les grilles, met en avant une volonté de rajeunissement et dit vouloir promouvoir l’investigation. Mais pour l’instant, le renouvelle-

ment est encore virtuel, comme ses effets sur l’audience, plutôt bonne jusqu’ici.

Le fleuron numérique FranceTVinfo.fr craint pour sa survie. Les apports de l’équipe de l’ex-dirigeante d’Orange portent moins sur l’éditorial que sur la distribution, avec l’annonce du lancement d’une plate-forme de vidéo par abonnement. Au niveau budgétaire, Mme Ernotte a renoué avec l’équilibre dès 2015. Elle bénéficie toutefois d’un coup de pouce du gouvernement et du plan social assumé par l’équipe précédente.

Sur le plan de l’image et de la communication, Delphine Ernotte découvre les joies de la « maison de verre » France Télévisions et des « fuites » dans les médias. Elle n’échappe pas au soupçon portant sur l’indépendance du service public, ravivé par la polémique sur la préparation de la dernière émission de François Hollande avec M. Field. Pour M. Pflimlin, ce soupçon s’était finalement réduit, à la faveur de la présidentielle de 2012. ■

AL. P.

Europe 1 prépare un bouleversement de sa grille pour la rentrée

L’audience des radios généralistes a décliné au premier trimestre, sauf celle de France Info, qui se maintient, selon Médiamétrie

Les Français sont-ils fatigués de l’actualité anxiogène ? Preuve d’une possible lassitude, les auditeurs ont déserté au premier trimestre les radios généralistes. Europe 1, France Inter, RMC, RTL ont vu leurs audiences décliner sur la période janvier-mars, selon la dernière « vague » d’audience publiée par Médiamétrie, mercredi 20 avril. Seule France Info se maintient à 8,1 % de part d’audience. La chute est particulièrement prononcée pour RMC (- 0,6 point sur un an à 7,1 % d’audience cumulée) et surtout

pour Europe 1, dont l’audience tombe à un plus bas historique. En un an, la station de Lagardère a perdu 0,9 point à 8,3 % d’audience.

Après un bon score de 9,1 % d’audience sur novembre-décembre, c’est la douche froide. « Europe 1 a une audience particulièrement élastique. Il faut prendre ces chiffres avec beaucoup de calme et de sang-froid sans chercher des explications à tout prix », indique Fabien Namias.

Le directeur général de la station préfère mettre l’accent sur les bonnes nouvelles. La matinale

de Thomas Sotto « est stable sur un an, et perd moins de 10 000 auditeurs en trois mois ». En revanche, le créneau occupé par Jean-Marc Morandini entre 9 heures et 12 heures affiche un déclin. « La tranche avait tellement progressé qu’elle avait atteint un point haut lors de la dernière vague », relativise Fabien Namias. Plus gros pari de la station, l’émission de Cyril Hanouna, venu remplacer Laurent Ruquier parti chez RTL, est « stable sur un an », un répit pour l’animateur de « Touche pas à mon

poste » diffusé sur D8, qui a du mal à transformer l’essai en radio.

Même s’il ne souhaite pas tirer « des conséquences excessives » de ces chiffres, Fabien Namias acte néanmoins la nécessité d’un changement à l’antenne. « On voit bien qu’il y a un problème avec l’offre proposée par les radios généralistes. L’auditeur a aussi envie de se divertir et de s’amuser », analyse le directeur général d’Europe 1, qui prévoit une grille remaniée pour septembre. « Nous allons travailler sur l’identité de l’antenne. Il faut davantage de musique et de divertisse-

ment intelligent. Cela appelle des mouvements réels à la rentrée », explique Fabien Namias, qui assure qu’il ne s’agit pas là « d’une question de personnes » présentes à l’antenne.

Plus de musique

« Les efforts porteront en priorité sur l’après-midi », indique le dirigeant. Selon le site Ozap, l’émission de Marion Ruggieri, qui fait intervenir des journalistes du magazine Elle, de 15 heures à 16 heures, devrait disparaître, tandis que « Les Pieds dans le plat » de Cyril

Hanouna, à l’antenne de 16 heures à 18h30, pourrait être réduit. Pour le moment, Fabien Namias ne confirme pas ces informations.

Si M. Namias souhaite plus de musique sur Europe 1, c’est peut-être en raison des bons chiffres des radios musicales. Avec 11,8 % d’audience, NRJ est stable sur un an, mais est repassée en tête du classement devant RTL par rapport à novembre-décembre. Fun Radio (groupe RTL) enregistre, elle, une hausse de 0,8 point sur un an. ■

SANDRINE CASSINI